GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1892 — **ROMA** — DOMENICA 31 GENNAIO — NUM. 25

SOMMARIO

PARTE UFFICIALE

PARTE NON UFFICIALE

PARTE UFFICIALE

ORDINE DELLA CORONA D'ITALIA

S. M. *si compiacque nominare nell'Ordine della Corona d'Italia:*

Sulla proposta del Ministro delle Finanze:

Con decreti del 31 dicembre 1891 e 3 gennaio 1892.

A commendatore:

Centurini cav. avv. Luigi, presidente della Commissione provinciale per le imposte dirette in Genova.
Aprile cav. Pasquale, membro id. Napoli.
Filonardi cav. ing. Angelo, id. id. Roma.
Scamoni cav. dott. Pietro, direttore capo Div. Amm. nel Ministero delle finanze.
Gallina cav. avv. Cesare, id. id.
Buoninsegni cav. Carlo, id. id.

Ad uffiziale:

Calosso cav. Achille, id. id.
Rossi cav. avv. Antonio, id. id.
Toussau cav. Ilario, intendente di finanza.
Donetti cav. Flaminio, id.
Monti cav. Antonio, id.
Cavani prof. ing. Francesco, vice direttore compartimentale del catasto.
Gabbiani avv. Carlo Luigi, capo sezione amministrativo nel Ministero delle finanze.
Masi cav. Alfonso, presidente della Commissione provinciale per le imposte dirette in Caserta.
Solari cav. avv. Oreste, id. in Firenze.
Calvi cav. Alessandro, id. in Sanremo.

A cavaliere:

Sartori Luigi, ispettore divisionale della guardia di finanza.
Frondoni ing. Siro, direttore di dogana.
Bertani Andrea, id.
Dionisotti Nicola, ing. capo negli uffici tecnici di finanza.
Mozzinelli Lorenzo, id. id.
Masi Pietro, id. id.
De Marie Giuseppe, id. id.
Campofregoso Bonifacio, id. id.
Cerruti Carlo, agente superiore delle imposte dirette.
Bellet Giovanni, id. id.
Grà Luigi, ispettore del catasto.
Signorini Federico, id.
Randore Teobaldo, id.
Mancini avv. Vincenzo, primo segretario nelle Intendenze di finanza.
Ragazzi dott. Brunone, id.
Brotto Giuseppe, id.
Tucci Luigi, id.
Bonello Luigi, id.
Cassone Sisto, id.
Carta Satta Giovanni, ingegnere capo negli uffici tecnici di finanza.
Sacerdote Israel, id. id.
Reghini ing. Enrico, direttore delle manifatture de'tabacchi.
Tenerelli avv. Vito, controllore demaniale.
Golfieri Orazio, segretario di ragioneria nel Ministero delle finanze.
Zanelli dott. Gio. Battista, id. amm°. id.
Campione dott. Francesco, id. id. id.
Bonfanti dott. Carlo, id. id. id.
Bianco Gaetano, id. nelle Intendenze di finanza.
Alberti Camillo, archivista nel Ministero delle finanze.
Mossini Luigi, id.
Pieralli Enrico, id.
Fornasier Giuseppe, id.
Zaccagna ing. Domenico, ing. nel Real Corpo delle miniere.
Pugliese Giuseppe, ex esattore delle imposte dirette.
Silvestri dott. Giovanni, medico di 3ª classe nelle manifatture dei tabacchi, dimissionario.

LEGGI E DECRETI

Il Numero 15 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene la seguente legge:

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. I.

È data esecuzione al trattato di commercio e navigazione fra l'Italia e l'Austria-Ungheria, stipulato in Roma, con un articolo addizionale ed un protocollo finale, addì 6 dicembre 1891, e le ratifiche del quale furono ivi scambiate oggi stesso.

Art. II.

È data esecuzione al trattato di commercio, dogana e navigazione fra l'Italia e la Germania stipulato in Roma, con un protocollo finale, addì 6 dicembre 1891, e le ratifiche del quale furono ivi scambiate oggi stesso.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 30 gennaio 1891.

UMBERTO.

Di Rudinì.
G. Colombo.
Luzzatti.
S. de Sant-Bon.

Visto, *Il Guardasigilli:* B. Chimirri.

TRATTATO

di commercio e navigazione tra l'Italia e l'Austria-Ungheria

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie, animés d'un égal désir d'étendre et de développer les relations commerciales et maritimes entre leurs Etats, ont résolu de conclure un nouveau traité, et, à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires,

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE:

Son Excellence M. le marquis Antonio Starrabba di Rudinì, chevalier grand'croix décoré du grand cordon des ordres des SS. Maurice et Lazare et de la couronne d'Italie, décoré de la médaille d'or à la valeur militaire, député au parlement, son président du conseil et ministre des affaires étrangères,

M. Giacomo Malvano, grand'officier des ordres de SS. Maurice et de la couronne d'Italie, commandeur avec plaque de l'ordre de François-Joseph d'Autriche, conseiller d'Etat, secrétaire général du ministère des affaires étrangères,

M. Nicola Miraglia, grand'officier des ordres des SS. Maurice et Lazare et de la couronne d'Italie, commandeur avec plaque de l'ordre de François-Joseph d'Autriche, directeur général de l'agriculture au ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce,

M. Bonaldo Stringher, commandeur de l'ordre de la couronne d'Italie, officier de l'ordre des SS. Maurice et Lazare, commandeur de l'ordre de François-Joseph d'Autriche, inspecteur général au ministère des finances,

M. Antonio Monzilli, commandeur des ordres de SS. Maurice et Lazare et de la couronne d'Italie, directeur du commerce au ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'AUTRICHE, ROI DE BOHÊME, ETC., ET ROI APOSTOLIQUE DE HONGRIE:

Son Excellence M. le baron Charles de Bruck, chevalier de l'ordre de la couronne de fer de 1re classe, chevalier grand'croix décoré du grand cordon de l'ordre de SS. Maurice et Lazare, son conseiller intime actuel, son ambassadeur près Sa Majesté le Roi d'Italie;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1.er Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les sujets du royaume d'Italie et ceux de la monarchie austro-hongroise, qui pourront, les uns et les autres, s'établir librement dans les territoires de l'autre Partie contractante. Les sujets italiens en Autriche-Hongrie, et les sujets autrichiens et hongrois en Italie, soit qu'ils s'établissent dans les ports, villes ou lieux quelconques des territoires respectifs, soit qu'ils y résident temporairement, ne seront pas soumis, à raison de leur commerce et de leur industrie, à des droits, impôts, taxes ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres, ni plus élevés, que ceux qui seront perçus sur les nationaux, et les privilèges, exemptions, immunités et autres faveurs quelconques, dont jouiraient, en matière de commerce ou d'industrie, les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes, seront communs aux sujets de l'autre.

Art. 2. Les négociants, les fabricants et les industriels en général, qui pourront prouver qu'ils acquittent, dans le pays où ils résident, les droits et impôts nécessaires pour l'exercice de leur commerce et de leur industrie, ne seront soumis, à ce titre, à aucun droit ou impôt ultérieur dans l'autre pays, lorsqu'ils voyagent ou font voyager leurs commis ou agents, avec ou sans échantillons, dans l'intérêt exclusif du commerce ou de l'industrie qu'ils exercent, et à l'effet de faire des achats ou de recevoir des commissions.

Les sujets des Hautes Parties contractantes seront réciproquement traités comme les nationaux, lorsqu'ils se rendront d'un pays à l'autre, pour visiter les foires et marchés, à l'effet d'y exercer leur commerce et d'y débiter leurs produits.

Les sujets d'une des Hautes Parties contractantes, qui exercent le métier de charretier entre les divers points des territoires respectifs, ou qui se livrent à la navigation, soit maritime, soit fluviale, ne seront soumis, par rapport à l'exercice de ces métiers et de ces industries, à aucune taxe industrielle sur les territoires de l'autre.

Art. 3. Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes seront exempts, sur les territoires de l'autre, de tout service militaire, soit sur terre, soit sur mer, dans la troupe régulière ou dans la milice. Ils seront dispensés également de toute fonction officielle obligatoire, soit judiciaire, soit administrative ou municipale, du logement de soldats, de toute contribution de guerre, de toute réquisition ou prestation militaire, de quelque sorte que ce soit, à l'exception des charges provenant de la possession ou de la location des immeubles, et des prestations et requisitions militaires qui seront supportées, également, par tous les sujets du pays, à titre de propriétaires ou de locataires de biens immeubles.

Ils ne pourront, ni personnellement, ni par rapport à leurs propriétés mobilières ou immobilières, être assujettis à d'autres devoirs, restrictions, taxes ou impôts, qu'à ceux auxquels seront soumis les nationaux.

Art. 4. Les italiens en Autriche-Hongrie, et les autrichiens et les hongrois en Italie, auront réciproquement le droit d'acquérir et de posséder des biens de toute sorte et de toute nature, meubles ou immeubles, et en pourront librement disposer par achat, vente, do-

nation, permutation, contrat de mariage, testament, succession *ab intestato*, et par quelqu'autre acte que ce soit, aux mêmes conditions que les nationaux, sans payer des droits, contributions et taxes autres ou plus élevés que ceux auxquels sont soumis, en vertu des lois, les sujets du pays même.

Art. 5. Les Italiens en Autriche-Hongrie, et les autrichiens et les hongrois en Italie, seront entièrerement libres de régler leurs affaires comme les nationaux, soit en personne, soit par l'entremise d'intermédiaires qu'ils choisiront eux-mêmes, sans être tenus à payer des rémunérations ou indemnités aux agents, commissionaires, etc., dont ils ne voudront pas se servir, et sans être, sous ce rapport, soumis à des restrictions autres que celles qui sont fixées par les lois générales du pays.

Ils seront absolument libres dans leurs achats et ventes, dans la fixation du prix de tout objet de commerce et dans leurs dispositions commerciales en général, en se conformant, toutefois, aux lois de douane de l'Etat, et en se soumettant à ses monopoles.

Ils auront, également, libre et facile accès auprès des tribunaux de toute instance et de toute juridiction, pour faire valoir leurs droits et pour se défendre.

Ils pourront se servir, à cet effet, d'avocats, de notaires et d'agents qu'ils jugeront aptes à défendre leurs intérêts, et ils jouiront, en général, quant aux rapports judiciaires, des mêmes droits et des mêmes privilèges qui sont ou seront accordés à l'avenir aux nationaux.

Art. 6. Les Hautes-Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque par des prohibitions quelconques d'importation, ou d'exportation ou de transit.

Elles ne pourront faire d'exception à cette règle que:

a) pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur, ou qui pourraient être établis à l'avenir;

b) par égard à la police sanitaire, et surtout dans l'intérêt de la santé publique et conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet;

c) dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre.

Art. 7. Quant au montant, à la garantie et à la perception des droits, à l'importation et à l'exportation, ainsi que par rapport au transit, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur que l'une d'elle pourrait accorder à une tierce puissance. Toute faveur ou immunité concédée, plus tard, sous ces rapports, à un tiers Etat, sera étendue, immédiatement, sans compensation et par ce fait même, à l'autre Partie contractante

Les dispositions qui précèdent ne dérogent point

a) aux faveurs actuellement accordées, ou qui pourraient être accordées ultérieurement, à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le commerce de frontière, ni aux réductions ou franchises de droits de douane, accordées seulement pour certaines frontières déterminées ou aux habitants de certains districts;

b) aux obligations imposées à l'une des Hautes Parties contractantes par des engagements d'une union douanière, contractée déjà, ou qui pourrait être contractée à l'avenir.

Art. 8. Les produits du sol ou de l'industrie, autrichiens ou hongrois, énumérés dans le tarif *A*, joint au présent traité, lorsqu'ils seront importés en Italie, soit par terre, soit par mer, y seront admis en acquittant les droits fixés par ledit tarif.

Tout produit du sol ou de l'industrie, autrichien ou hongrois, dénommé ou non au tarif *A*, sera traité, à son entrée en Italie, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Les produits du sol ou de l'industrie italiens, énumérés dans le tarif *B*, joint au présent traité, lorsqu'ils seront importés en Autriche-Hongrie, soit par terre, soit par mer, y seront admis en acquittant les droits fixés par ledit tarif.

Tout produit du sol ou de l'industrie italien, denommé ou non au tarif *B*, sera traité, à son entrée en Autriche-Hongrie, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Art. 9. L'Italie s'engage à ne pas augmenter, sauf accord préalable avec l'Autriche-Hongrie, le nombre ou le chiffre des droits de sortie, inscrits au tarif général du 14 juillet 1887, sur les articles pour lesquels l'exemption est inscrite au tarif *B* du présent traité. De son côté, l'Autriche Hongrie s'engage à n'augmenter, sauf accord préalable avec l'Italie, le nombre ou le chiffre des droits de sortie inscrits au tarif général en vigueur sur le articles pour lesquels l'exemption est inscrite au tarif *A* du présent traité.

Le régime des monopoles d'Etat, ainsi que des armes et munitions de guerre, reste soumis aux lois et règlements des Etats respectifs.

Les marchandises de toute nature, venant de l'un des territoires respectifs, ou y allant, seront réciproquement affranchies, dans l'autre, de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, déposées et rechargées.

Art. 10. Pour favoriser le trafic spécial qui s'est développé entre les deux Pays voisins, et notamment entre leurs districts-frontière respectifs, les objets suivants seront admis et exportés des deux côtés, avec obligation de les faire retourner, en franchise temporaire des droits à l'entrée et à la sortie, et conformément aux règlements émanés, d'un commun accord, par les Hautes Parties contractantes:

a) toutes les marchandises, à l'exception des articles de consommation, qui, en sortant du libre trafic, sur les territoires d'une des Hautes Parties contractantes, seront expédiées aux foires et marchés, sur les territoires de l'autre Partie contractante, pour y être déposées dans les entrepôts ou magasins de douane, ainsi que les échantillons importés, réciproquement, par les commis voyageurs des maisons italiennes, autrichiennes ou hongroises, à la condition que toutes ces marchandises et ces échantillons, n'ayant pas été vendus soient reconduits au pays d'où ils proviennent dans un terme établi à l'avance.

Les sacs de toute sorte, vides, signés et ayant déjà servi, ainsi que les tonneaux vides et signés, qui sont importés des territoires de l'autre Partie contractante pour être réexportés remplis, ou qui sont réimportés après avoir été exportés remplis;

b) le bétail conduit, d'un territoire à l'autre, aux marchés, aux travaux agricoles, à l'hivernage et au pâturage des Alpes. Dans ce dernier cas la franchise des droits à l'entrée et à la sortie sera également étendue aux produits respectifs, tels que le beurre et le fromage recueillis et les animaux mis bas pendant le séjour sur l'autre territoire;

c) paille à tresser, cire à blanchir, cocons à dévider, déchets de soie à peigner, soie grège à filer (pour la fabrication de l'organsin et de la trame);

d) le riz à moudre appartenant aux propriétés traversées par la ligne-frontière, ainsi qu'en général les céréales à moudre;

e) les objets destinés à être vernis, brunis et peints, et les objets destinés à être réparés.

Dans les cas *c* et *d* il sera tenu compte du poids, défalcation faite, toutefois, des déchets naturels ou légaux.

Dans les autres cas, l'identité des objets exportés et réimportés devra être prouvée, et les autorités compétentes auront, à cette fin, le droit de munir ces objets, aux frais de la partie intéressée, de certains signes caractéristiques.

Art. 11. Les marchandises soumises au traitement de l'acquit à caution, et passant immédiatement des territoires d'une des Hautes Parties contractantes à ceux de l'autre, ne seront point déballées, et les scellés ne seront pas levés et remplacés, sous la réserve que l'on ait satisfait aux exigences du service combiné à cet égard.

En général, les formalités du service douanier seront simplifiées, et les expéditions seront accélérées autant que possible.

Art. 12. Les droits internes de production, de fabrication ou de consommation, qui grèvent ou grèveraient les produits du pays, soit pour le compte de l'Etat, soit pour le compte des administrations municipales ou corporations, ne pourront frapper, sous aucun prétexte, ni d'un taux plus élevé, ni d'une manière plus onéreuse, les produits similaires provenant de l'autre Pays.

Aucune des Hautes Parties contractantes ne pourra frapper, sous le pretexte d'une taxe interne, ni de droits nouveaux, ni de droits plus élevés, à l'entrée, les articles qui [ne sont pas produits dans l'intérieur du Pays même.

Si l'une des Hautes Parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit d'accise ou de consommation nouveau, ou un supplément de droits sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés au présent traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé, à l'importation, d'un droit égal.

Art. 13. Les articles d'orfévrerie et de bijouterie en or, argent platine ou autres métaux précieux, importés des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, seront soumis, dans les territoires de l'autre, à un régime de contrôle, obligatoire ou facultatif, tel qu'il est établi, par la loi du pays, pour les articles similaires de fabrication nationale.

Art. 14. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à coopérer, par des moyens convenables, pour empêcher et punir la contrebande entre leurs territoires; à accorder, à cet effet, toute assistance légale aux employés de l'autre Etat chargés de la surveillance; à les aider et à leur faire parvenir, par les employés de finance et de police, ainsi que par les autorités locales en général, toutes les informations dont ils auront besoin pour l'exercice de leurs fonctions.

Sur la base de ces dispositions générales, les Hautes Parties contractantes ont conclu le cartel douanier ci-annexé.

Pour les eaux-frontière, et les points où se touchent les territoires des Hautes Parties contractantes et ceux des Etats étrangers, on stipulera les mesures nécessaires pour l'assistance à se prêter, réciproquement, dans le service de surveillance.

Art. 15. Aucun droit d'escale, ni de transbordement, ne pourra être perçu dans les territoires des Hautes Parties contractantes, et les conducteurs des marchandises ne pourront être, sauf les dispositions de navigation et de police sanitaire, ainsi que celles qui sont nécessaires pour garantir la perception des impôts, contraints de s'arrêter de décharger, ni de recharger à un endroit déterminé.

Art. 16. Les Italiens en Autriche Hongrie, et les autrichiens et hongrois en Italie, jouiront, en ce qui concerne les marques de fabrique et de commerce, les dessins industriels et les modèles, de la même protection que les nationaux.

Les resortissants de l'une des Hautes Parties contractantes qui désirent jouir de la protection de leurs marques, de leurs dessins, ou de leurs modèles, dans les territoires de l'autre Haute Partie contractante, doivent effectuer le dépôt de ces marques, dessins ou modèles, conformément aux prescriptions en vigueur dans ces derniers territoires, savoir: en Italie au ministère de l'agriculture, [de l'industrie et du commerce, ou à une des préfectures du royaume, et en Autriche-Hongrie à la chambre de commerce et d'industrie de Vienne et à celle de Budapest.

Art. 17. Les navires de l'une des Hautes Parties contractantes seront, dans les ports de l'autre, traités, [soit à l'entrée, soit pendant leur séjour, soit à la sortie, sur le même pied que les navires nationaux, tant sous le rapport des droits et des taxes, quelle qu'en soit la nature ou dénomination, perçus au profit de l'Etat, des communes, corporations, fonctionnaires publics ou établissements quelconques, que sous celui du placement de ces navires, leur chargement et déchargement, dans les ports, rades, baies, hâvres, bassins, et docks, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques, auxquelles peuvent être soumis les navires, leurs équipages et leurs cargaisons.

Il en est de même pour le cabotage.

Art 18. La nationalité des navires de chacune des Hautes Parties contractantes sera constatée d'après les lois et règlements du pays auquel les navires appartiennent.

Quant à la preuve du tonnage des navires, il suffira de produire les certificats de jaugeage, délivrés conformément aux lois du pays auquel ces navires appartiennent, et on ne procédera pas à une réduction aussi longtemps que la déclaration échangée entre les Hautes Parties contractantes, le 5 décembre 1873, restera en vigueur.

De même seront applicables, sous la condition de réciprocité, aux navires de l'une des Hautes Parties contractantes, et à leur cargaison, toutes les faveurs que l'autre aurait accordées, ou accorderait à l'avenir, à un tiers Etat, par rapport au traitement des navires et de leurs cargaisons.

Reste excepté, cependant, des dispositions du présent traité l'exercice de la pêche nationale.

Art. 19. Toutes les marchandises, quelle qu'en soit la nature ou la provenance, dont l'importation, l'exportation, le transit et la mise en entrepôt pourra avoir lieu, dans les Etats de l'une des Hautes Parties contractantes, par des navires nationaux, pourront, également, y être importées, exportées, passer en transit, ou être mises en entrepôt, par des navires de l'autre Partie, en jouissant des mêmes priviléges, réductions, bénéfices et restitutions, et sans être soumises à d'autres ou plus forts droits de douane ou taxes, ni à d'autres ou plus fortes restrictions, que ceux qui sont en vigueur pour les marchandises, à leur importation, exportation, transit, ou à leur mise en entrepôt, par navires nationaux.

Art. 20. Aucun droit de navigation ou de port ne sera perçu, dans les ports des Hautes Parties contractantes, sur les navires de l'autre Partie qui viendraient y relâcher par suite de quelque accident ou par force majeure, pourvu, toutefois, que le navire ne se livre à aucune opération de commerce, et qu'il ne prolonge pas son séjour dans le port au delà du temps nécessaire.

En cas de naufrage ou d'avarie d'un navire appartenant au gouvernement ou aux sujets de l'une des Hautes Parties contractantes sur les côtes ou les territoires de l'autre Patrie, non seulement il sera donné aux naufragés toute sorte d'assistance et de facilités, mais encore les navires, leurs parties et débris, leurs ustensiles et tous les objets y appartenant, les documents du navire trouvés à bord, ainsi que les effets et marchandises qui, jetés à la mer, auront été recouvrés, ou bien le prix de leur vente, seront intégralement remis aux propriétaires, sur leur demande ou celle de leurs agents, à ce dûment autorisés; et cela sans autre paiement que celui des frais de sauvetage, de conservation, et ne général des mêmes droits que les navires nationaux seraient tenus de payer en pareil cas.

A défaut du propriétaire ou d'un agent spécial, la remise sera faite aux consuls, aux vice-consuls ou aux agents consulaires respectifs. Il est, toutefois, bien entendu que, si le navire, ses effets et marchandises devenaient, à l'occasion du naufrage, l'objet d'une réclamation légale, la décision en serait déférée aux tribunaux compétents du pays

Les épaves et les marchandises avariées provenant du chargement d'un navire de l'une des Hautes Parties contractantes ne pourront, sauf le paiement, s'il y a lieu, des frais de sauvetage, être soumises, par l'autre Etat, au paiement de droits d'aucune espece, à moins qu'on ne les passe à la consommation intérieure.

Art. 21. Les conducteurs des navires et des barques appartenant à l'une des Hautes Parties contractantes seront libres de naviguer sur toutes les voies de communication par eau, soit naturelles, soit artificielles, se trouvant sur les territoires des Hautes Parties contractantes, aux même conditions, et en payant les mêmes droits, sur les bâtiments ou sur la cargaison, que les conducteurs de navires et de barques nationaux.

Art. 22. Les Hautes Parties contractantes sont d'accord que, sauf le cas de vente judiciaire, les navires de l'une des Hautes Parties ne pourront être nationalisées dans l'autre sans une déclaration de retrait de pavillon, délivrées par l'autorité de l'Etat dont ils relèvent.

Art. 23 Les sujets de l'une des Hautes Partie contractantes seront libres de fair usage, sous les mêmes conditions, et en payant les mêmes taxes que les nationaux, des chaussées et autres routes, canaux, écluses, bacs, ponts et ponts-tournants, des ports et endroits de débarquement, signaux et feux servant à désigner les eaux navigables, du pilotage, des grues et poids publics, magasins et établis-

sements pour le sauvetage et le magasinage de la cargaison, de navires et autres objets, en tant que ces établissements ou institutions sont destinés à l'usage du public, soit qu'ils soient administrés par l'Etat, soit par des particuliers.

Sauf les règlements particuliers sur les phares, fanaux et le pilotage, il ne sera perçu aucune taxe s'il n'a été fait réellement usage de ces établissements et institutions.

Sur les routes servant à mettre les Etats des Hautes Parties contractantes en communication directe ou indirecte, les uns avec les autres, ou avec l'étranger, les droits de péage, perçus sur les transports qui passent la frontière, ne pourront être, en proportion de la distance parcourue, plus élevés que ceux qui se perçoivent sur les transports se faisant dans les limites du territoire du pays.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux chemins de fer.

Art. 24. Les sujets des Hautes Parties contractantes et leurs marchandises seront, quant aux chemins de fer, traités sur le même pied, tant sous le rapport du prix et du mode de transport, que relativement au temps des expéditions et aux impôts publics.

Les Hautes Parties contractantes prennent l'engagement de pourvoir à ces que les administrations des chemins de fer respectifs établissent des correspondances et de tarifs directs pour le transport des personnes et des marchandises, aussitôt et à mesure que les Hautes Parties contractantes le jugeront utile.

Il reste réservé aux autorités de surveillance des chemins de fer de s'entendre entre elles sur des règlements de transport uniformes, applicables au trafic direct, surtout en ce qui regarde les délais de livraison.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à garantir la circulation sur les voies ferrées, entre leurs territoires, contre toute perturbation et entrave. Les créances résultant du trafic réciproque d'un chemin de fer situé dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes sont insaisissables lorsque le chemin de fer débiteur a son siége dans les territoires de l'autre Partie contractante. Il n'y a d'exception que dans le cas où la saisie est faite à raison d'un jugement rendu par l'autorité judiciaire de l'Etat auquel appartient le chemin de fer créancier.

Le matériel roulant d'un chemin de fer de l'une des Hautes Parties contractantes, ainsi que les objets mobiliers quelconques contenus dans ce matériel, et qui appartiennent à ce chemin de fer, ne peuvent également faire l'objet d'aucune saisie sur les territoires de l'autre Haute Partie contractante, sauf le cas où la saisie est faite à raison d'un jugement rendu par l'autorité judiciaire de l'Etat auquel appartient le chemin de fer propriétaire.

Les administrations fixeront, d'un commun accord, les itinéraires pour la circulation des trains de correspondance, de manière que ni voyageurs, ni marchandises ne souffrent de retards autres que ceux nécessités par le service du chemin de fer, de la douane et de la police des passeports.

L'approbation de ces itinéraires est réservée à chaque gouvernement pour la ligne située sur son territoire.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'entremettre auprès des administrations des chemins de fer pour assurer, autant que possible, une coïncidence de trains du même genre, savoir, trains de grande vitesse avec trains de grande vitesse, trains de voyageurs avec trains de voyageurs, et trains mixtes avec trains mixtes.

Art. 25. Les Hautes Parties contractantes prendront soin que le trafic réciproque des chemins de fer situés sur leurs territoires soit facilité autant que possible, et, pourvu que les deux lignes respectives aient la même largeur de voie, au moyen de jonctions directes des rails des lignes qui doivent se toucher au même endroit, et par le passage des wagons d'une voie sur l'autre.

Aux points-frontière, où se trouvent des jonctions directes des voies ferrées, et où a lieu le passage des wagons, les Hautes Parties contractantes exempteront de la déclaration, du déchargement et de la révision à la frontière, ainsi que du plombage, toutes les marchandises qui arriveraient en wagons plombés selon les règlements en vigueur, et qui seraient destinées à être conduites, dans ces mêmes wagons, à un endroit, à l'intérieur du pays, où se trouve un bureau de douane ou de finance autorisé au traitement des expéditions, pourvu, toutefois, que ces marchandises soient déclarées, à l'entrée, par des listes de chargement et des lettres de voiture.

Les marchandises qui, sans être déchargées, passent en transit, dans des wagons propres à être plombés selon les règlements, sur les territoires d'une des Hautes Parties contractantes, en venant des territoires de l'autre, ou y étant destinées, seront exemptées de la déclaration, du déchargement, de la révision et du plombage, tant à l'intérieur qu'aux frontières, pourvu qu'elles soient déclarées, au transit, par des listes de chargement et des lettres de voiture.

L'application de ces dispositions est cependant subordonnée à la condition que les administrations des chemins de fer respectifs soient responsables de ce que les wagons arrivent au bureau d'expédition situé à l'intérieur du pays, ou à celui de sortie, en temps opportun et avec les scellés intacts.

Toutes facilités, plus grandes que celles précédemment dénommées, qui viendraient à être accordées par l'une des Hautes Parties contractantes à des tiers Etats, quant à l'expédition douanière, seront appliquées au commerce de l'autre Partie contractante, pourvu que celle-ci accorde la réciprocité.

Art. 26. Les Hautes Parties contractantes s'accordent, réciproquement, le droit de nommer des consuls dans tous les ports et places commerciales des pays de l'autre Haute Partie contractante, dans lesquels sont admis des consuls d'un tiers Etat.

Ces consuls de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront, sous la condition de réciprocité, dans les territoires de l'autre, de toutes les prérogatives, facultés et exemptions dont jouissent et jouiront à l'avenir les consuls d'un autre Etat quelconque.

Lesdits agents recevront des autorités locales toute aide et assistance qui est ou viendrait à être accordée, par la suite, aux agents de la nation la plus favorisée, pour l'extradition des matelots et soldats faisant partie de l'équipage des navires de guerre ou marchands de l'une des Hautes Parties contractantes, qui auraient déserté sur les territoires de l'autre.

Art. 27. Le présent traité s'étend aux pays qui appartiennent à présent, ou appartiendront à l'avenir, au territoire douanier de l'une des Hautes Parties contractantes.

Art. 28. Le présent traité est destiné à remplacer le traité de commerce et de navigation conclu le 7 décembre 1887 entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Il entrera en vigueur le 1er février 1892 et restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1903. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, ledit traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire dans ce traité, d'un commun accord, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit et ses principes, et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 29. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées, à Rome, le plus tôt possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires l'ont signé, et l'ont revêtu du cachet de leurs armes.

Fait, à Rome, en double expédition, le 6 décembre mil-huit-cent-quatre-vingt-onze.

(*L. S.*) Rudinì. (*L. S.*) v. Bruck.

(*L. S.*) G. Malvano.
(*L. S.*) N. Miraglia.
(*L. S.*) B. Stringher.
(*L. S.*) A. Monzilli.

Tarif A. — Droits à l'entrée en Italie

Numéros du tarif italien en vigueur au moment de la signature du traité	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	UNITÉS sur lesquelles portent les droits	DROITS
			L. C.
1.	Eaux minérales, naturelles ou artificielles et eaux gazeuses	les 100 kg.	— 50
3.	Bière:		
a)	en fûts et en futailles	hectol.	3 —
b)	en bouteilles	la cent	3 —
ex 4.	Alcool:		
a)	pur, en fûts et en futailles (y compris le récipient)	hectol.	14 —
ex 6.	Huiles fixes:		
a)	d'olive, pure	les 100 kg.	6 —
ex 7. a)	Huile de térébenthine	Id.	3 —
ex 8.	Huiles volatiles ou essences:		
b)	d'orange et ses variétés	le kg.	1 50
c)	de clous de girofle	Id.	7 50
d)	de menthe	Id.	7 50
e)	non dénommées, excepté l'huile ou essence de rose	Id.	3 —
9.	Levures de toute sorte	—	exemptes
11.	Chicorée et toute autre substance succédanée du café:		
a)	sèche	—	exempte
b)	torréfiée ou même moulue	les 100 kg.	8 —
ex 30.	Acides:		
c)	gallique et tannique, impurs	—	exempts
d)	acétique impur	les 100 kg.	1 —
h)	tartrique	Id.	10 —
i)	phénique	Id.	10 —
l)	acétique liquide (y compris le vinaigre ordinaire) renfermant d'acide acétique pur:		
	1) le 10 pour cent et moins	Id.	15 —
	2) plus de 10 pour cent et moins de 50 pour cent	Id.	90 —
	3) le 50 pour cent et au-dessus	Id.	180 —
ex n)	benzoïque; carbonique, même gazéiforme; gallique et tannique, purs; phosphorique; pyrogallique; sulfureux	Id.	10 —
33.	Alcaloïdes:		
a)	sels de quinine	le kg.	5 —
b)	non dénommés et leurs sels	Id.	5 —
34.	Oxyde de fer, de plomb et d'étain	les 100 kg.	4 —
35.	Oxyde de zinc	Id.	5 —
ex 37.	Carbonate:		
c)	de plomb	Id.	8 —
ex d)	bicarbonate de soude	Id.	— 50
e)	de potasse (y compris le bicarbonate)	Id.	— 50
ex 40.	Nitrate:		
a)	d'argent	le kg.	5 —
44.	Tartre (bitartrate de potasse), tartre de fût et lies de vin	—	exempts
46.	Sulfure de mercure (cinabre ou vermillon)	les 100 kg.	80 —
ex 51 ex b)	Iode; brome; alumine, pure ou gélatineuse; glycérine, brute et raffinée; oxalate (bioxalate) de potasse; sels de strontiane; cyanure de potassium; sels d'ammoniaque, excepté les bromures et iodures d'ammonium; sulfure de potassium et de sodium; sulfure d'arsenic (orpiment) jaune et rouge, non pulvérisé; chromate et bichromate de potasse et de soude; alun de chrome; sel d'étain; albumine, pure; préparations de cadmium; oxyde de cuivre; préparations désincrustantes pour chaudières; acétates de barium, chaux, potasse et soude; oxyde d'antimoine (à l'exception des oxydes d'antimoine sulfuré ou oxysulferes, à savoir: crocus, foie et verre d'antimoine); benzoates (à l'exception des benzoates d'alcaloïdes et de mercure); brillantine pour l'apprêt des tissus; citrate de fer; foie de soufre; phosphates (à l'exception des phosphates d'alcaloïdes et de mercure); manganates; mastic composé d'huile de noix ou de lin et d'oxyde ou carbonate de plomb; mastic composé de résine, cire et ocres, employé pour mastiquer les marbres ou autres matières semblables ou pour en enduire les bouchons des bouteilles	Id.	4 —
ex 53.	Capsules explosives et cartouches:		
a)	cartouches vides sans capsules	Id.	60 —
d)	capsules	Id.	220 —
ex 58.	Camphre:		
b)	raffiné	Id.	25 —
ex 61.	Coton et ouate, antiseptiques; pepsine pure; extrait de houblon; beurre de cacao; huile camphrée; terpine	Id.	10 —
ex 62.	Limaille de fer pulvérisée, mais non autrement préparée	Id.	10 —
ex 64. a)	Graisses de voiture, composées d'huile de résine et de chaux	—	exemptes
ex 67.	Racines, écorces, feuilles, fleurs, lichens, plantes et fruits pour teinture et tannage:		
a)	non moulus	—	exempts
b)	moulus	—	exempts

Numéros du tarif italien en vigueur au moment de la signature du traité	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	UNITÉS sur lesquelles portent les droits	DROITS
			L. C.
70.	Couleurs dérivées du goudron et d'autres substances bitumineuses:		
a)	à l'état sec	—	exemptes
b)	en pâte ou liquides	—	exemptes
71.	Extraits colorants de bois de teinture et d'autres matières tinctoriales de toute sorte	les 100 kg.	10 —
72.	Couleurs en tablettes, en poudre ou de toute autre sorte, y compris les laques couleur aniline	Id.	10 —
ex 73.	Vernis:		
ex *b)*	sans alcool, à l'exception de vernis contenant d'huiles minérales . . .	Id.	20 —
74.	Crayons:		
a)	sans gaine de pastel coloré, et crayons avec gaine, non blanche, lissée ou vernissée	Id.	100 —
b)	autres	Id.	50 —
75.	Encre:		
	a) d'imprimerie	Id.	12 —
	b) de toute autre sorte	Id.	15 —
ex 78.	Cordages, cordes et ficelles, même goudronnés:		
b)	de grosseur de 2 millimètres et moins . . .	Id.	25 —
ex 8[illegible]. *a)*	Fils de lin lessivés ou blanchis, simples:		
	1. de 7000 à 20000 mètres le kilogramme.	Id.	17 50
	2. au delà de 20000 jusqu'à 37000 mètres le kilogramme. . . .	Id.	22 —
ex 86. *c)*	Tissus de lin, lessivés ou blanchis, unis, présentant en chaîne et en trame dans un carré de 5 mm. de côté:		
	1. plus de 10 jusqu'à 26 fils	Id.	66 40
	2. plus de 26 jusqu'à 45 fils	Id.	84 —
ex 86. *d)*	Tissus de lin blanchis, ouvrés ou damassés	Id.	droit des tissus blanchis, unis.
ex 86. *e)* et *f)*	Tissus de lin teints ou tissés en couleurs .	Id.	droit des tissus écrus, augmenté de 35 lires les 100 kg.
88.	Passementerie de lin et de chanvre.	Id.	110 —
ex 89.	Bonneterie en matières textiles de la Catégorie V:		
a)	simple	Id.	110 —
ex 94.	Objets cousus en matières textiles de la Catégorie V:		
ex *a)*	sacs, linge de lit et de table, essuie mains, rideaux simplement bordés et articles similaires: de lin	Id.	droit du tissu avec augmentation de 10 p. c.
b)	cols, manchettes et chemises pour hommes	Id.	le double de droit du tissu.
c)	autres (à l'exception des articles compris *sub a*, qui ne sont pas en lin) .	Id.	droit du tissu avec augmentation de 40 p. c.
106.	Tissus de coton, imprimés .	Id.	droit des tissus blanchis, augmenté de 70 lires les 100 kg.
ex 115.	Mèches de coton, pour lampes.	Id.	100 —
120.	Objets cousus, en matières textiles de la Catégorie VI:		
a)	sacs, linge de lit et de table, essuie mains, rideaux simplement bordés et articles similaires	Id.	droit du tissu avec augmentation de 10 p. c.
b)	cols, manchettes et chemises pour hommes .	Id.	le double du droit du tissu.
c)	autres	Id.	droit du tissu avec augmentation de 40 p. c.
ex 121.	Laine:		
e)	peignée, non teinte	Id.	15 —
ex 123.	Crin:		
c)	frisé; cordes et ouvrages grossiers en crin . .	Id.	17 —
125.	Fils de laine cardée, simples:		
a)	écrus:		
	1. jusqu'à 10000 mètres au kilogramme	Id.	45 —
	2. plus de 10000 mètres au kilogramme	Id.	55 —
b)	blanchis	Id.	droit des écrus avec augmentation de 20 p. c.
c)	teints	Id.	droit des écrus avec augmentation de 25 lires les 100 kg.
126.	Fils de laine cardée, retors	Id.	droit des simples avec augmentation de 17 lires les 100 kg.
127.	Fils de laine peignée, simples:		
a)	écrus:		
	1. jusqu'à 50000 mètres au kilogramme	Id.	60 —
	2. plus de 50000 mètres au kilogramme	Id.	75 —

Numéros du tarif italien en vigueur au moment de la signature du traité	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	UNITÉS sur lesquelles portent les droits	DROITS
			L. C.
127.	Fils de laine peignée, simples (*suite*):		
b)	blanchis	les 100 kg.	droit des écrus avec augmentation de 20 p. c.
c)	teints	Id.	droit des écrus avec augmentation de 25 lires les 100 kg.
128.	Fils de laine peignée, retors	Id.	droit des simples avec augmentation de 17 lires les 100 kg.
129.	Tissus de laine:		
a)	cardée, pesant, au mètre carré:		
	1. 300 grammes au moins	Id.	185 —
	2. plus de 300 grammes jusqu'à 500 grammes	Id.	160 —
	3. plus de 500 grammes	Id.	140 —
b)	peignée, pesant au mètre carré:		
	1. 200 grammes au moins	Id.	250 —
	2. plus de 200 grammes jusqu'à 500 grammes	Id.	220 —
	3 plus de 500 grammes	Id.	190 —
ex 130.	Tissus de laine, imprimés, pesant 300 grammes au moins le mètre carré	Id.	droit du tissu selon l'espèce, avec augmentation de 30 lires les 100 kg.
132.	Tissus de laine brodés:		
a)	à point de chaînette	Id.	200 — en plus du droit du tissu.
b)	à point passé	Id.	300 — en plus du droit du tissu.
ex 134.	Tissus de crin:		
a)	pour tamis	Id.	30 —
135.	Bonneterie en matières textiles de la Catégorie VII:		
a)	simple	Id.	220 —
b)	façonnée	Id.	droit de la simple avec augmentation de 50 p. c.
136.	Passementerie en matières textiles de la Catégorie VII	Id.	220 —
	La passementerie dont la partie extérieure est composée de laine et autres matières textiles, à l'exception de la soie, la laine entrant dans la proportion pour moins de 50 pour cent, est admise au droit de 180 lires les 100 kg.		
137.	Galons et rubans en matières textiles de la Catégorie VII	Id.	240 —
139.	Dentelles et tulles, en laine	le kg.	7 —
ex 140 ex *c*)	Tapis de pied en laine et en bourre de laine, y compris les tapis de pied dans lesquels prédominent en poids d'autres matières textiles à l'exception de la soie	les 100 kg.	100 —
142.	Objets cousus en matières textiles de la Catégorie VII	Id.	droit du tissu avec augmentation de 40 p. c.
144.	Cocons (excepté les douppions)	—	exempts
ex 145.	Soie:		
a)	simple, moulinée ou torse, grège	—	exempte
ex 147.	Déchets de soie:		
a)	de cocons ou de douppions (*strusa, strazza di seta e di doppio*), grèges	—	exempts
b)	autres, grèges	—	exempts
ex 148.	Velours et peluches de soie ou de bourre de soie:		
a)	unis	le kg.	9 —
ex 149.	Fichus, écharpes et cache-nez, noirs ou de couleur, en tissu non façonné de soie ou de bourre de soie, non cousus	Id.	6 50
	Fichus, écharpes et cache-nez, noirs ou de couleur, en tissu façonné de soie ou de bourre de soie, non cousus	Id.	9 —
150.	Velours mixtes dans lesquels la soie ou la bourre de soie entre dans une proportion non inférieure à 12 % et non supérieure à 50 %:		
a)	unis	Id.	7 —
b)	façonnés	Id.	10 —
ex 151.	Tissus mixtes dans lesquels la soie ou la bourre de soie entre dans une proportion non inférieure à 12 % et non supérieure à 50 %:		
b)	de couleur:		
	1. unis	Id.	5 —
	2. façonnés	Id.	8 —
ex 154.	Rubans et galons mixtes dans lesquels la soie ou la bourre de soie entre dans une proportion non inférieure à 12 % et non supérieure à 50 %	Id.	3 — en plus du droit du tissu, selon l'espèce.
156.	Passementerie en matières textiles de la Catégorie VIII	Id.	droit des rubans.
160.	Objets cousus en matières textiles de la Catégorie VIII	Id.	droit du tissu avec augmentation de 40 p. c.

Numéros du tarif italien en vigueur au moment de la signature du traité	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	UNITÉS sur lesquelles portent les droits	DROITS
			L. C.
161.	Charbon de bois	—	exempt
162.	Bois à brûler	—	exempt
ex 163.	Bois:		
a)	commun:		
	1. brut ou simplement dégrossi ou coupé à la hache	—	exempt
	2. équarri, scié	—	exempt
	3. en éclisses pour boites, tamis, cribles et articles similaires; en cercles de toute longueur	—	exempt
	4. débité pour allumettes	—	exempt
ex b)	d'ébénisterie:		
	2. scié de long	les 100 kg.	3 —
	3. en planches ou carreaux marquetés pour parquets	Id.	4 —
164.	Tonneaux vides, neufs ou usagés:		
a)	cerclés en bois	hectol. de capacité	— 20
b)	cerclés en fer	Id.	— 30
ex 165.	Meubles on parties de meubles, bruts ou finis:		
a)	non rembourrés:		
	1. en bois commun courbé	les 100 kg.	7 50
	2. autres en bois commun	Id.	13 —
	3. en bois d'ébénisterie, p'aqués, sculptés ou marquetés	Id.	60 —
ex 166.	Corniche et baguettes pour corniches:		
b)	vernissées, dorées ou argentées	Id.	70 —
167.	Rames, échalas et perches	—	exempts
170.	Ustensiles et ouvrages divers en bois commun:		
a)	bruts	les 100 g.	6 —
b)	polis ou peints:		
	1. fuseaux, bobines et rochets	Id.	8 —
	2. autres	Id.	13 —
171.	Mercerie commune en bois	Id.	50 —
172.	Jouets en bois	Id.	60 —
ex 177.	Ouvrages de vannier et de nattier:		
b)	fins	Id.	30 —
182.	Pâte de bois:		
	a) cellulose	—	exempte
	b) autre, y compris la pâte de paille et d'autres substances similaires.	les 100 kg.	1 —
ex 183.	Papier:		
a)	blanc ou teint en pâte de toute sorte	Id.	12 50
d)	colorié, doré ou peint, et de tenture (y compris le papier blanc pour la lithographie et la photographie)	Id.	40 —
f)	d'emballage, même teint en pâte:		
	1. non lissé par le cylindre	Id.	3 —
	2. lissé par le cylindre d'un côté	Id.	5 —
185.	Estampes, lithographies et étiquettes (*cartelli*), y compris les chromolitographies.	Id.	75 —
ex 186.	Carton:		
a)	commun	Id.	2 —
187.	Ouvrages en papier et en carton	Id.	80 —
ex 188.	Libres et musique:		
a)	imprimés:		
	ex 1. musique avec texte en langue italienne et livres en texte mixte (italien et autre langue), en feuilles volantes ou brochés	—	exempts
	2. en langue autre que l'italienne, en feuilles volantes ou broché	—	exempts
	3. reliés, de tout genre.	les 100 kg.	20 —
ex b)	livres non imprimés (registres):		
	1. en feuilles volantes ou reliés en carton, même avec coins et dos de toile	Id.	22 —
	ex 2. reliés en carton recouvert de toile, même avec coins et dos de cuir	Id.	36 —
ex 190.	Peaux:		
ex d)	tannées sans poil:		
	3. vernies	Id.	90 —
	5. finies, autres (à l'exception des peaux vernies et à semelles)	Id.	70 —
ex 196.	Chassures:		
	a) de tout genre en cuir, ou en étoffe, a l'exception de la soie ou du velours	les 100 paires	100 —
	b) en caoutchouc, doublées ou garnies d'etoffes	Id.	125 —
ex 201. d)	Lampes et leurs parties en fonte moulée, avec ou sans garnitures ou ornements en zinc, étamées, émaillées, vernissées, oxydées, laquées	les 100 kg.	15 —
203.	Fer et acier:		
a)	laminé ou battu en verges, tringles ou barres calibrées de toute section:		
	1. n'ayant en section aucun diamètre, ni côtés, de 7 millimètres ou moins	Id.	6 —
	2. ayant en section un ou plusieurs côtés ou diamètres de 7 millimètres ou moins, mais plus de 5 millimètres	Id.	7 —

Numéros du tarif italien en vigueur au moment de la signature du traité	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	UNITÉS sur lesquelles portent les droits	DROITS
			L. C.
203.	Fer et cier (*suite*):		
	3. ayant en section un ou plusieurs côtés ou diamètres de 5 millimètres ou moins (à l'exception des fils)	les 100 kg.	9 —
b)	aminé ou étiré en fils:		
	1. ayant un diamètre de 5 millimètres ou moins, mais plus de 1 1/2 millimètres	Id.	11 —
	2. ayant un diamètre de 1 1/2 mm. ou moins	Id.	15 —
c)	en tôle:		
	1. de l'épaisseur de 4 millimètres et plus	Id.	7 —
	2. de moins de 4 mm. et plus de 1 1/2 mm.	Id.	10 —
	3. de 1 1/2 mm. ou moins	Id.	12 —
d)	en tuyaux:		
	1. de tôle de l'épaisseur de 4 millimètres et plus	Id.	12 —
	2. de tôle de mois de 4 millimètres et plus de 1 1/2 mm.	Id.	14 —
	3. de tôle de 1 1/2 millimètres ou moins	Id.	17 —
ex 204.	Fer et acier forgés ou moulés:		
a)	ancres, essieux de voiture, enclumes et autres ouvrages bruts, pesant 50 kilogrammes ou plus	Id.	9 —
ex b)	essieux de voiture, bruts, pesant moins de 50 kg.	Id.	12 —
ex 206. a) et b)	Clous forgés de fer ou d'acier	Id.	10 —
ex 206.	Fer et acier de seconde fabrication, en travaux:		
ex a)	faits principalement avec fers ou aciers gros (*grossi*):		
	2. en objets rabotés, limés, tournés, forés, etc., sur toute ou grande partie de leur superficie	Id.	13 25
	3. en objets étamés, plombés, zingués et vernis	Id.	15 50
ex b)	faits principalement avec fers au aciers minces (*piccoli*):		
	2. en objets rabotés, limés, tournés, forés, etc., sur toute ou grande partie de leur superficie; étamés, plombés, zingués, vernis	Id.	17 [illegible]
ex 210.	Ustensiles et instruments usuels pour les arts et métiers, en fonte, fer et acier:		
ex a)	communs:		
	1. haches, hachettes, charrues, outils ordinaires pour l'agriculture en général, hoyaux, bigornes, coins, valets, truelles, pièces d'acier à aiguiser (*coti*), herses, filières, fourches, rouannettes, leviers, couperets, marteaux, étaux de forgerons, pelles, pics, pioches, râteaux, sarcloirs, cognées, tenailles, socs, etc.	Id.	13 —
ex b)	fins:		
	1. crics (*binde*), balances à bascule, brunissoirs, burins, tournevis, compesteurs, copies-lettres, cisailles, sécateurs, forges portatives, étampes ou poinçons; outils non dénommés pour cordonniers, doreurs, menuisiers, forgerons, maréchaux-ferrants, coiffeurs, imprimeurs et autres artisans; fers à repasser et à plisser, rognepied, rubans de scies, alènes, tourne-à-gauche, languettes ou fers à rabots, polissoirs, peignes, rabots, pinces, poinçons, serpes, racloirs, pointes pour forets et trépans, scalpels, scies, gouges, spatules, emportepièce, forets, vrilles, tarières, timbres, tampons pour timbres et poinçons, tours d'horlogers, trépans à mains, lacerets, etc., même vernis, polis, zingués, galvanisés, doublés de cuivre, étamés, plombés et garnis partiellement d'autres métaux	Id.	17 —
	faux et faucilles	Id.	12 —
c)	limes et râpes, ayant, manche non compris, une longueur:		
	1. de plus de 30 centimètres	Id.	13 —
	2. de 15 jusqu'à 30 centimètres	Id.	15 —
	3. au-dessous de 15 centimètres	Id.	20 —
ex 211.	Cuivre, laiton et bronze:		
ex f)	becs et galeries pour lampes	Id.	75 —
ex 214.	Plomb et ses alliages avec l'antimoine:		
c)	caractères d'imprimerie	Id.	18 —
216.	Zinc:		
a)	en pains et débris	—	exempt
b)	en tôles et feuilles	les 100 kg.	4 —
c)	en ouvrages non dorés, ni argentés, non ornés, ni vernissés	Id.	12 —
d)	en ouvrages non dorés, ni argentés, avec ornements ou vernis de tout genre	Id.	12 —
e)	en ouvrages dorés ou argentés	Id.	58 —
218.	Antimoine métallique (régule d'antimoine)	Id.	6 —
225.	Aiguilles et épingles	Id.	80 —
ex 226.	Machines:		
ex a)	à vapeur, fixes, sans chaudière	Id.	12 —
ex a)	à vapeur, demi fixes, avec chaudières annexées, à air chaud, à air comprimé, à gas, à pétrole, y compris les motrices rotatives: d'un poids supérieur à 300 kilogrammes	Id.	12 —
ex b)	chaudières:		
	ex 1. tubulaires en fer et fonte	Id.	14 —
	2. non tubulaires	Id.	12 —

Numéros du tarif italien en vigueur au moment de la signature du traité	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	UNITÉS sur lesquelles portent les droits	DROITS
			L. C.
ex 226.	Machines (*suite*):		
ex c)	hydrauliques et moteurs à eau ou à vent: roues hydrauliques, presses, accumulateurs, élévateurs et monte-charges	les 100 kg.	10 —
e)	locomobiles	Id.	12 —
g)	agricoles, de toute sorte	Id.	9 —
i)	machines et métiers à tisser	Id.	10 —
ex j)	machines-outils pour ouvrer le bois et les métaux (scies, rabots, tours, trépans, machines à fileter, etc.), d'un poids supérieur à 300 kilogr.	Id.	9 —
l)	à coudre:		
	1. avec supports	Id.	25 —
	2. sans supports	Id.	30 —
ex m)	machines à broyer ou pulvériser des pierres, des minérais, os, etc.; treuils en fonte et en fer; grues mécaniques, non hydrauliques; chevalets pour lever des wagons, etc.; machines centrifuges pour la fabrication du sucre; piles à cylindre (*cilindri olandesi per la fabbricazione della carta*); freins automoteurs (à air comprimé, à vide, etc.); laminoirs; machines à cylindrer, excepté celles pour cylindrer des tissus; machines de congélation; machines à fabriquer des eaux gazeuses; machines à papier; machines à couper le papier; machines de briqueterie; machines à laver et repasser le linge; machines à rélier les livres; machines pneumatiques à usage industriel; machines à polir; ventilateurs avec mécanisme; cardes, non garnies; machines à secher les fils; machines à laver et dégraisser les fils; machines à percer le papier; machines à teindre les fils	Id.	10 —
l) 3. et ex n)	Pièces détachées:		
	1. de machines à coudre	Id.	30 —
	2. d'autres machines (à l'exception des machines dynamo-électriques) en fonte	Id.	11 —
228.	Instruments d'optique, de calcul, de précision, d'observation, de chimie, de physique, de chirurgie, etc.	Id.	30 —
ex 231.	Or:		
b)	filé sur soie ou sur toute autre matière textile	le kg.	10 —
c)	battu en feuilles (sans défalcation du poids du papier)	Id.	18 —
ex 232.	Argent:		
c)	filé sur soie ou sur toute autre matière textile	Id.	10 —
d)	battu en feuilles (sans défalcation du poids du papier)	Id.	5 —
233.	Orfèvrerie et vaisselle d'or	hectog.	14 —
234.	Ouvrages en argent, même doré, ou argenterie	le kg.	9 —
ex 236.	Horloges:		
c)	de table, à tableau ou pendule, sans cage	la pièce	5 —
d)	de table, à tableau ou pendule, avec cage	Id.	5 — plus le droit de la cage
e)	reveil-matin sans sonnerie des heures	Id.	1 50
	Les horloges dites « de la Forêt noire », ayant les montants (dans lesquels se trouve le mécanisme) en bois, sont admises au droit de 100 lires les 100 kg. y compris la cage. Les horloges dites « à système americain » sont admises au droit de 150 lires les 100 kg., y compris la cage.		
ex 240.	Pierres précieuses ouvrées:		
b)	agathes, opales, onyx, grenades, même enfilées	le kg.	9 —
245.	Terres colorées (bols, ocres et terres sigillés naturelles ou artificielles)	les 100 kg.	3 —
ex 246.	Pierres, terres et minerais, à l'exception des minerais métalliques:		
a)	chaux, plâtre, etc.	—	exempts
ex 252.	Terres cuites:		
ex a)	d'un usage commun: ex 1. poêles et parties de poêles de toute forme	les 100 kg.	2 50
253.	Majoliques (faïences) ou ouvrages de pâte colorée, recouverte d'émail ou de vernis opaque:		
a)	carreaux, même peints en plusieurs couleurs, et grès ordinaires	Id.	6 —
b)	blancs ou colorés à fond uni	Id.	10 —
c)	différemment colorés ou autrement décorés	Id.	14 —
254.	Poteires ou ouvrages de pâte blanche:		
a)	blancs et grès fins	Id.	16 —
b)	différemment colorés ou peints, dorés ou autrement décorés	Id.	25 —
255.	Porcelaines:		
a)	blanches	Id.	16 —
b)	colorées, dorées ou autrement décorées	Id.	35 —
e 258.	Ouvrages de verre et de cristal:		
a)	simplement soufflés ou coulés, non colorés, ni passés à la meule, ni taillés, ni gravés	Id.	8 50
b)	coloré, teints en pâte, taillés, passés à la meule, à l'émeri et gravés	Id.	15 —
c)	peints, émaillés, dorés, argentés ou autrement décorés	Id.	18 —
259.	Bouteilles communes	Id.	4 —
260.	Dame-jeannes, même entourées de trasses de paille et de roseau	Id.	6 —
262.	Verres, cristaux et émaux en forme de perles (*conterie*), pierreries et prismes pour lustres et autres ouvrages semblables	Id.	30 —

Numéros du tarif italien en vigueur au moment de la signature du traité	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	UNITÉS sur lesquelles portent les droits	DROITS
			L. C.
274.	Fécules	les 100 kg.	2 —
ex 275.	Amidon :		
b)	ordinaire, non de riz	Id.	8 —
c)	fin ou en boites	Id.	15 —
ex 283.	Fruit secs :		
ex g)	prunes sèches	Id.	2 —
ex 284.	Fruits, légumes et produits de jardinage :		
a)	dans du vinaigre, de l'eau salée ou de l'huile	Id.	20 —
286.	Houblon	—	exempt
289.	Tourteaux de noix et d'autres matières oléagineuses	—	exempts
291.	Chevaux	—	exempts
300.	Porcs :		
a)	pesant jusqu'à 10 kg inclusivement	par tête	— 75
b)	pesant plus de 10 jusqu'à 20 kg.	Id.	3 —
c)	pesant plus de 20 kg.	Id.	3 75
ex 301.	Viande :		
b)	salée, fumée ou autrement préparée	les 100 kg.	25 —
ex 306.	Poissons :		
a)	frais de toute espèce	—	exemptes
311.	Fromage	les 100 kg	12 —
314.	Graisses, autres que le saindoux	—	exempts
315.	Acide stéarique (y compris la stéarine et la palmitine) ; cé ésine pure ou mélangée de paraffine	les 100 kg.	8 —
317.	Abeilles vivantes, avec leurs ruches	—	exemptes
ex 325. b)	Boutons de nacre	les 100 kg.	100 —
ex 327.	Objets en ambre	Id.	150 —
ex 329.	Mercerie :		
	en verre	Id.	60 —
ex a)	commune :		
	1. boîtes en bois ou autre matière, avec assortiment de couleurs, petits pinceaux, petits plats et autres accessoires pour la peinture ; veilleuses avec mèche recouverte de stéarine, de cire ou de suif, et munies de papier, de bois ou de tout autre matière, en boites avec le *flotteur* relatif (sans défalcation des boîtes, ni du *flotteur*)	Id.	75 —
	2. pinceaux de poils fins et de cheveux (y compris les pinceaux à barbe), à l'exception des pinceaux ayant le manche en ivoire, nacre, écaille, os ou matières semblables, jouets de toute sorte (y compris les poupées), en tant qu'ils rentrent sous le No. 329 *a* (mercerie commune)	Id.	100 —
ex b)	fine :		
	1. dont la matière dominante consiste en cuir de toute sorte, y compris le cuir de Russie	Id.	120 —
	2. pipes, fume-cigares et autres objets, en écume de mer	Id	150 —
	3. jouets de toute sorte (y compris les poupées), en tant qu'ils rentrent sous le No. 329 *b* (mercerie fine)	Id.	200 —
ex 331.	Instruments de musique :		
b)	pianos :		
	1. carrés et verticaux	la pièce	90 —
	2. à queue	Id.	180 —
d)	non dénommés, à cordes :		
	1. pesant 400 grammes et moins	Id.	1 50
	2. pesant plus de 400 grammes	Id.	1 50
e)	non dénommés, à vent :		
	1. pesant 400 grammes et moins	Id.	1 50
	2. pesant plus de 400 grammes	Id.	1 50
f)	autres, non dénommés	Id.	1 50
332.	Parties détachées d'instruments de musique	les 100 kg.	100 —
ex 334.	Caoutchouc et gutta-percha :		
g)	ouvrés en passementerie, en rubans et en tissus élastiques	Id.	130 —
ex 336.	Bonnets rouges en laine, tricotés, foulés, sans houppe ou avec houppe non de soie	le cent	60 —
ex 337.	Chapeaux :		
ex b)	en feutre, garnis ou non, pour hommes et garçons	Id.	50 —
343.	Pinceaux, avec ou sans manche	les 100 kg.	20 —

Tarif B. — Droits à l'entrée dans le territoire douanier austro-hongrois.

Numéros du tarif général austro-hongrois en vigueur au moment de la signature du traité	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	Florins en or les 100 kg.
9	Figues:	
a)	fraîches	1 —
b)	sèches	1 —
11	Citrons, limons, oranges	exempts
12	Citrons, limons, oranges en saumure; orangettes non arrivées à maturité; écorces d'oranges et de citrons	exempts
13	Dattes, pistaches	12 —
14	Amandes:	
a)	sèches, en coque ou mondées	5 —
b)	vertes en coque	1 50
15	Pignons non mondés, caroubes, châtaignes, azéroles, pommes de paradis, olives fraîches, sèches ou salées	2 —
16	Pignons mondés, grenades	12 —
28	Riz mondé et brisures de riz	1 50
29	Raisins de table, frais (poids du colis 5 kg. ou moins)	2 —
30	Noix et noisettes, sèches ou mondées	1 50
31	Légumes de table, frais, fins	exempts
ex 32 a)	Légumes non spécialement dénommés, frais	exempts
ex 32 b)	Légumes non spécialement dénommés: secs ou préparés (séchés au four ou au soleil, pressés, découpés, réduits en poudre ou autrement triturés; salés ou confits au vinaigre, en barils)	2 —
	Jus de citron	exempt
ex 34	Fenouil, cumin, graines de trèfle, graines de moutarde et semences non spécialement dénommées	exempts
35	Fleurs et feuilles d'ornement, fraîches, coupées	exemptes
35 *bis*	Plantes vivantes	— 50
	Racine de chicorée, séchées (non torréfiées)	— 75
ex 36	Plantes et parties de plantes, non spécialement dénommées, fraîches	exemptes
37	Plantes et parties de plantes, non spécialement dénommées, sèches ou préparées (réduites en poudre ou autrement triturées ou teintes)	exemptes
38	Houblon et lupuline	7 — poids brut
		par tête
39	Boeufs	12 75
40	Taureaux	4 —
41	Vaches	3 —
42	Bouvillons, taurillons et génisses	2 50
43	Veaux	1 50
ex 44	Brebis (même boucs et moutons)	— 50
ex 45	Agneaux	— 25
46	Porcs pesant plus de 10 kg.	1 50
47	Porcs pesant 10 kg. ou moins	— 30
48	Chevaux	10 —
	Observations:	
	1. Chevaux jusqu'à l'âge de 2 ans	5 —
	2. Poulains qui suivent leur mère	exempts
49	Mulets et ânes	exempts
ex 50	Volaille de toute sorte:	
a)	vivante	exempte
		les 100 kg.
b)	morte	3 —
51	Poissons frais; écrevisses (d'eau douce), escargots frais, scampi (*nephrops norvegicus*)	exempts
55	Oeufs de volaille	exempts
ex 56	Ruches avec le miel et la cire	exemptes
60	Peaux brutes (vertes ou séchées, même salées ou passées à la chaux, mais pas autrement travaillées)	exemptes
61	Poils de toute sorte, bruts ou apprêtés (peignés, bouillis, teints ou mordant, même en boucles): soies de porc	exempts
62	Plumes non spécialement dénommées (y compris les plumes à lit et tiges de plumes); plumes de parure non apprêtées	exemptes
ex 67	Paraffine	5 —
70	Huile de palme et huile de noix de coco, solide; suif végétal	1 —
72	Huile d'olive pure, en futailles, outres et vessies	2 40
	Huile de pavot, de sésame, d'arachide, de faînes, de tournesol, de graine de coton (huile de coton), mélanges d'huile d'olive avec autres huiles grasses, en futailles, outres et vessies	4 —
73	Huile de lin en futailles, outres et vessies	2 40

Numéros du tarif général austro-hongrois en vigueur au moment de la signature du traité	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	Florins en or les 100 kg.
73	Huile de navette et autres huiles grasses, non spécialement dénommées, en futailles, outres et vessies	4 —
	Observation aux Nos. 72 et 73: Les huiles d'olive, de ricin et d'arachide, en futailles, outres et vessies, entièrement dénaturées sous contrôle des bureaux de douane spécialement autorisés à cet effet	— 80
74	Huiles grasses en bouteilles et cruches	10 —
78 *a)*	Vinaigre de table en futailles	4 —
82	Pâtes farineuses dites d'Italie (c'est-à-dire vermicelles et autres produits similaires de farines, non frits)	droit de la farine
83	Viande fraîche ou préparée, c'est-à-dire salée, desséchée, fumée ou en même temps desséchée et salée (*gepökelt*)	6 —
84	Saucisses	16 —
85	Fromages	10 —
87	Poissons, à l'exception des harengs, salés, fumés, séchés	3 —
88	Poissons préparé (marinés ou conservés dans l'huile etc.), en barils	15 —
92	Tous les aliments renfermés hermétiquement dans des boîtes, bouteilles et similaires (autre que ceux repris aux numéros 89 et 91)	35 —
93	Comestibles non spécialement dénommés	35 —
96	Charbon de bois, tourbe et charbon de tourbe, lignite et charbon de terre, cokes et combustibles artificiels solides de toute sorte, fabriqués de ces matières	exempts
99	Cornes entières, cornes en feuillets, points de cornes, sabots, pieds, griffes; os sciés, redressés ou débités en morceaux	exempts
ex 101	Corail brut, même perforé, mais non poli	exempt
102	Pierres brutes ou simplement dégrossies ou sciées; minerais, même préparées	exempts
103	Terres et substances minérales:	
a)	brutes	exemptes
b)	calcinées, lavées ou moulues:	
1	terres colorantes	— 50
2	autres	exemptes
	Tous ces articles en tant qu'ils ne sont pas repris dans d'autres catégories du tarif.	
ex 104	Jus de réglisse	4 —
ex 106	Eaux de fleurs d'oranger et semblables eaux de senteur (sans alcool)	6 —
107	Huiles volatiles:	
a)	huile de succin, de corne de cerf, de caoutchouc, de laurier, de romarin et de genièvre	6 —
b)	autres	15 —
108	Vinaigres, graisses et huiles parfumés en récipients d'au moins 5 kg.	10 —
109	Buis de teinture:	
a)	en bûches	exempts
b)	réduits en menues parties (c'est-à-dire râpés, moulus, coupés)	— 75
c)	réduits en menues parties, ayant subi une fermentation	— 75
110	Écorces, racines, feuilles, fleurs, fruits, avelanèdes, noix de galle et semblables, même coupés en morceaux, moulus ou autrement réduits, à l'usage de la teinture ou du tannage	exempts
ex 112	Extrait de bois de châtaignier	1 50
113	Orseille; persio; indigo; cochenille	exempts
	Extraits de substances propres au tannage et à la teinture, non spécialement dénommés	1 50
114	Goudron de toute sorte, excepté le goudron de lignite ou de schiste	exempts
ex 115	Résine commune; colophane; poix à l'exception de la poix de goudron de houille	exemptes
	Poix de goudron de houille	— 20
ex 117	Huile de résine	1 —
118	Résine de copal, de dammar; laque en écailles, gomme arabique, gomme de Djeddah, gomme du Sénégal, gomme-gutte, gomme adragante; gommes, resines et gommes-résines, baumes naturels et sucs de plantes, non spécialement dénommés (y compris la manne)	exempts
	Fils de coton:	
124	simples, écrus:	
a)	jusqu'au N. 12 anglais	6 —
b)	au delà du N. 12 jusqu'au N. 29 anglais	8 —
124 *bis*	doubles, écrus:	
a)	jusqu'au N. 12 anglais	8 —
b)	au delà du N. 12 jusqu'au N. 29 anglais	10 —
125	simples ou doubles, blanchis ou teints:	
a)	jusqu'au N. 12 anglais	12 —
b)	au delà du N. 12 jusqu'au N. 29 anglais	14 —
126	à trois bouts ou plus, écrus, blanchis ou teints	24 —
ex 127	Fils de coton, accomodés pour la vente au détail	35 —

Numéros du tarif général austro-hongrois en vigueur au moment de la signature du traité	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	Florins en or les 100 kg.
	Tissus de coton:	
128	ordinaires, unis, c'est-à-dire tissés de fils du N. 50 et au-dessous, contenant 38 fils ou moins dans un carré de 5 mm., unis, même simplement croisés:	
a)	écrus	32 —
b)	blanchis	40 —
c)	teints	50 —
d)	tissés en couleurs, imprimés	60 —
129	ordinaires, façonnés, c'est-à-dire tissés de fils du N. 50 et au-dessous, contenant 38 fils ou moins dans un carré de 5 mm., façonnés:	
a)	écrus	40 —
b)	blanchis	50 —
c)	teints,	60 —
d)	tissés en couleurs, imprimés	70 —
130	ordinaires, serrés, c'est-à-dire tissés de fils du No. 50 et au-dessous, contenant plus de 38 fils dans un carré de 5 mm:	
a)	écrus	50 —
b)	blanchis	60 —
c)	teints	70 —
d)	tissés en couleurs, imprimés	80 —
131	fins, c'est-à-dire tissés de fils au-dessus du No. 50 jusqu'au No. 100 inclusivement:	
a)	écrus	70 —
b)	blanchis, teints, tissés en couleurs ou imprimés	100 —
132	surfins, c'est à-dire tissés de fils au dessus du No. 100; tulle (bobbinets, petinets, étoffes similaires pour rideaux et filets similaires pour meubles); tissus combinés avec des fils métalliques	140 —
	Observation:	
	Filets gommés, façon bobin	50 —
133	Broderies; dentelles	225 —
134	Velours et tissus façon velours (à poil ras ou non); rubanerie, passementerie et boutons	85 —
	Bonneterie	75 —
135	Mèches; sangles, courroies de transmission, tuyaux; filets et cordes, communs	24 —
ex 136	Lin et chanvre, bruts, rouis, broyés, peignés, blanchis et déchets de lin et de chanvre	exempts
137	Fils de lin et de chanvre; fils non spécialement dénommés:	
a)	simples, écrus	1 50
b)	simples, blanchis, lessivés ou teints.	5 —
c)	retors	18 —
138	Fils de jute:	
a)	simples, écrus	1 50
b)	retors, blanchis, lessivés ou teints	5 —
	Tissus de lin et de chanvre:	
139	Toile d'emballage grise, c'est-à-dire tissu grossier, uni, même simplement croisé, mais non façonné, de chanvre ou de lin, ne contenant pas plus de 5 fils en chaîne dans l'espace de 5 mm; sacs confectionnés avec ladite toile.	6 —
	Observation:	
	Les sacs en toile d'emballage grise, marqués et ayant servi, qui sont importés pour être remplis de blé et sont réexportés pleins dans le délai de deux mois, moyennant l'observation des conditions et des mesures de contrôle à déterminer par voie d'ordonnance	exempts
140	Tissus de lin et de chanvre, non façonnés, écrus, contenant jusqu'à 20 fils de chaîne dans l'espace de 5 mm.	12 —
141	Tissus de lin et de chanvre, non façonnés, blanchis, teints, tissés en couleurs, imprimés:	
a)	jusqu'à 10 fils de chaîne dans l'espace de 5 mm.	20 —
b)	de 11 à 20 fils de chaîne dans l'espace de 5 mm.	40 —
142	Tissus de lin et de chanvre, façonnés, contenant jusqu'à 20 fils de chaîne dans l'espace de 5 mm:	
a)	écrus	40 —
b)	blanchis, teints, tissés en couleurs ou imprimés	80 —
c)	damassés, de toute sorte, même écrus	80 —
143	Tissus de lin et de chanvre, contenant plus de 20 fils de chaîne dans l'espace de 5 mm.	80 —
144	Batiste; gaze, linons et autres tissus légers	120 —
146	Dentelles et guipures	300 —
	Broderies	200 —
ex 147	Passementerie, boutons, rubanerie et bonneterie	80 —
	Tissus de jute:	
148	Toile à sac et d'emballage de jute, écrue, non blanchie, non teinte, non façonnée,	

Numéros du tarif général austro-hongrois en vigueur au moment de la signature du traité	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	Florins en or les 100 kg.
	même simplement croisée, ne contenant pas plus de 5 fils de chaîne dans l'espace de 5 mm, et sacs confectionnés avec ladite toile	6 —
	Observation:	
	Les sacs en jute marqués et ayant servi, qui sont importés pour être remplis de blé et sont réexportés pleins dans le délai de deux mois, moyennant l'observation des conditions et des mesures de contrôle à déterminer par voie d'ordonnance	exempts
149	Etoffes pour meubles, pour habillements et pour tenture; tissus de toute sorte, en **jute, combinés avec d'autres matières textiles végétales, y compris le coton, en tant que le jute domine dans le nombre des fils; même tissus similaires en jute, brodés ou combinés avec des fils métalliques**	40 —
150	**Tissus de jute non spécialement dénommés; tapis de pied et pour voiture, tapis destinés à garnir les corridors ou les escaliers, de jute ou d'autres matières textiles végétales non spécialement dénommées, même blanchis, teints, imprimés, façonnés**	12 —
151	**Cordages**:	
a)	**cordes, cordages, câbles, même blanchis, goudronnés**	5 —
ex *b)*	**ficelles**	18 —
152	**Laine, brute, lavée, peignée, teinte, blanchie, moulue et déchets de laine** . .	**exempts**
154	**Fils de laine ou de poils et fils de vigogne**:	
ex *b)*	**fils de mohair, d'alpaca (même *mottled* alpaca) et genappes; tous ces fils simples ou doubles, écrus, importés par des bureaux de douane spécialement autorisés**	**1 50**
c)	**fils non spécialement dénommés, écrus, simples**:	
1	**jusqu'au No. 45 métrique**	**8 —**
2	**au-dessus du No. 45 métrique**	**10 —**
d)	**fils non spécialement dénommés, écrus, doubles ou retors en plusieurs bouts**:	
1	**jusqu'au No. 45 métrique**	**12 —**
2	**au-dessus du No. 45 métrique**	**14 —**
e)	**fils non spécialement dénommés, blanchis, teints, imprimés, simples**:	
1	**jusqu'au No. 45 métrique**	**12 —**
2	**au-dessus du No. 45 métrique**	**14 —**
f)	**fils non spécialement dénommés, blanchis, teints, imprimés, doubles ou retors en plusieurs bouts**:	
1	**jusqu'au No. 45 métrique**	**16 —**
2	**au-dessus du No. 45 métrique**	**16 —**
156	**Tapis de pied**:	
b)	**autres, même imprimés**	**50 —**
158	**Tissus de laine, non spécialement dénommés**:	
a)	**pesant par mètre carré plus de 500 g.**	**50 —**
b)	**pesant par mètre carré 500 g. jusqu'à 200 g.**	**80 —**
c)	**pesant par mètre carré 200 g. ou moins, même imprimés**	**110 —**
159	**Velours et tissus façon velours (à poil ras ou non); rubanerie, passementerie, boutons et bonneterie**	**85 —**
160	**Tissus de laine imprimés (à l'exception de ceux qui sont dénommés sous les Nos. 156 *b*), 158 *c*), et 159)**	**80 —**
162 *b)*	**Feutre autre et ouvrages en feutre: non imprimés.**	**50 —**
163	**Soie en cocons, déchets de soie, non filés**	**exempts**
165	**Soie dévidée ou filée, même retorse**:	
a)	**écrue**	exempte
166	**Bourre de soie (déchets de soie filés), même retorse**:	
a)	**écrue ou blanchie**	exempte
168	**Tissus de soie, brodés ou mélangés de fils métalliques; tulle, gaze; blondes, dentelles (fichus de dentelles)**	500 —
	Articles de garniture confectionnés de cordons, de cordonnets, de chenilles et **d'autres** passements similaires, de soie ou de demi-soie	400 —
169	**Tissus de soie pure**, c'est-à-dire de soie ou de bourre de soie:	
a)	**boutons** et passementerie	300 —
b)	**tissus de** soie pure, unis et armures	200 —
	autres tissus de soie pure	400 —
170	**Tissus** de demi-soie, c'est-à-dire tous les tissus non dénommés sous le No. **168**, qui contiennent outre la soie ou la bourre de soie d'autres matières **textiles, savoir**:	
a)	**velours** et rubans de velours	300 —
b)	**autres** tissus de demi-soie	225 —
	Observations:	
	1) Tissus très grossiers en fils écrus de déchets de soie, ayant l'apparence de **toile d'emballage** grise et servant comme draps à presser, torchons pour **nettoyer**, etc, même combinés avec quelques fils teints	24 —
	2) Il n'est pas tenu compte de la soie dans les tissus formés de fils d'autres matières textiles où il entre de la soie, sans recouvrir ces fils ou bien sans être mélangée avec eux sur toute leur longueur.	

Numéros du tarif général austro-hongrois en vigueur au moment de la signature du traité	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	Florins en or les 100 kg.
174	Chapeaux pour hommes, en feutre, même garnis	90 —
ex 175	Chapeaux de paille, ou de copeau, de jonc, de liber, de roseau, d'os de baleine, de feuilles de palmier:	la pièce
a)	non garnis	— 10
b)	garnis	— 20
	chapeaux de dames, en feutre, garnis	— 40
c)	chapeaux de dames, en feutre, parés	— 40
ex 176	Manteaux pour dames et mantelets de toute forme pour dames, de tissus de laine, avec accessoires (doublure, parure et similaires) de tissus de soie compris dans les No. 168, 169 et 170	les 100 kg. 250 —
	Le linge, à l'exception du linge de luxe (*Putzwäsche*), est traité d'après la matière dominante qui le compose, plus une surtaxe de 40 pour cent.	
ex 177 a)	Balais de blé sarrasin (*saggina*), emmanchés ou non	1 50
b)	brosses communes, balais et pinceaux grossiers, c'est-à-dire en soie de porc, en paille de riz, en piassava et autres matières animales ou végétales, même montés en bois ou en fer, non teints, non polis, non laqués: autres	8 —
178	Cribles en bois, achevés, avec fond en bois tressé ou en fil de fer; fonds de cribles en bois	8 —
ex 179	Pinceaux fins en soie de porc apprêtée (blanchie, polie etc) ou en poils (*Fischpinsel*), ainsi que pinceaux de fils, meme combinés avec d'autres matières, en tant qu'ils ne rentrent pas dans les ouvrages en caoutchouc, en cuir, en os, en métaux ou dans la mercerie, acquittant des droits plus élevés.	20 —
181	Tapis de pied et nattes, en paille, liber, jonc, fibres de coco, graminées, varech, roseau, copeau, rotin, racines et similaires:	
a)	non teints	3 —
b)	teints	5 —
ex 183	Tresses de paille (en forme de rubans de toute sorte), non combinées avec d'autres matières	2 —
	Tresses de copeau, pour fonds de crible, chapeaux, nattes etc.:	
	1) non teintes	— 50
	2) teintes	5 —
185	Pâte de papier, blanchie ou non blanchie:	
a)	de chiffons (demi-pâte)	exempte
b)	de bois, de paille, de sparte et d'autres fibres végétales similaires	— 50
186	Papier buvard gris, papier d'emballage rude, non teint	1 50
	Carton goudronné et carton-pierre, carton de pâte de paille	1 —
	Cartons ordinaires, à l'exception des cartons ci-dessus dénommés	— 50
187	Papier d'emballage, lissé, teint, laqué, goudronné	1 50
ex 188	Carton à catir, carton brillant, carton cuir	3 —
189	Papier non collé, commun (grossier gris, mi-blanc et de couleur); papier non collé à imprimer, de toute sorte	3 —
190	Papier non spécialement dénommé	3 —
191	Papier lithographié, imprimé ou réglé, papier ajusté pour devises, étiquettes, lettres de voiture, factures et similaires; papier à dessiner; papier à calquer, papier albuminé, papier gélatiné, papier-parchemin, papier à estampes, papier peint; carton à peindre	5 —
192 a)	Papier doré ou argenté et papier orné de dessins en or ou argent (vrai ou faux, même bronzé); papier pressé ou découpé à jour à l'emporte-pièce; papier en bandes des espèces ci-dessus; papier et carton recouvert de toile (même de coton)	10 —
b)	Papier de tenture	18 —
193 a)	Objets moulés en carton-pierre, en asphalte ou matières similaires, ni peints, ni vernis, même combinés avec le bois ou le fer	2 —
194	Ouvrages en papier, c'est-à-dire ouvrages en papier et en carton, en pâte de papier ou en pâte de bois, même combinés avec d'autres matières, en tant qu'ils ne rentrent pas soit dans les articles repris au n. 195, soit dans les ouvrages en caoutchouc, en cuir, en métal ou dans la mercerie, acquittant des droits plus élevés: doublure de chapeaux en papier, même recouverte de tissus	12 —
195	Papeterie de luxe; cartonnages fins; étiquettes et vignettes de différentes couleurs (chromolitographies); jouets d'enfants; lingerie en papier; reliures mobiles, recouvertes de toile (même de toile de coton); tous ces ouvrages même en combinaison avec d'autres matières, en tant qu'ils ne rentrent pas dans les ouvrages de cuir ou dans la mercerie plus fortement taxés	18 —
200	Tuyaux et courroies de transmission de toute sorte, en caoutchouc ou avec caoutchouc, même avec intercalation de tissus ou de fils métalliques	20 —
203	Ouvrages en caoutchouc mou, autres que ceux repris aux numéros 200, 201 e 202	25 —
	Observation:	
	Plaques et bandes de caoutchouc mou, non vulcanisé	10 —
ex 206	Elastiques pour chaussures avec fils de caoutchouc collés	50 —
	Autres tissus élastiques	70 —

Numéros du tarif général austro-hongrois en vigueur au moment de la signature du traité	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	Florins en or les 100 kg.
207	Ouvrages en caoutchouc durci.	40 —
	Les ouvrages repris aux numéros 203, 206 et 207, même combinés avec d'autres matières, en tant qu'ils ne rentrent pas dans les ouvrages en cuir, en métal ou dans la mercerie plus fortement taxés.	
211	Toile cirée non spécialement dénommée, y compris la mousseline cirée; toile de reliure	25 —
215	Cuir verni au vernis fin; cuir de Russie, cuir de peau de crocodile, cuir de phoque, cuir de porc, vrais ou imités, teints; peaux teintes en noir pour gants .	9 —
	Cuir fin autre, c'est-à-dire cuir noir, excepté les peaux de gros bétail et de cheval dénommées au n. 213; peaux pour gants, cordouan, maroquin, saffian, ainsi que le cuir teint non dénommé dans l'alinéa précédent, tout cuir bronzé, cuir avec ornements pressés; parchemin	18 —
217	Ouvrages en cuir fin, c'est-à-dire ouvrages en peau mégie ou chamoisée, en parchemin ou en cuir fin dénommé au n. 215, en toile cirée ou en taffetas ciré non spécialement dénommés; sellerie, bourrellerie et gainerie en tissus dénommés au n. 216, blanchis, teints, ou en étoffes pour tapis de pied . . .	32 50
	Les articles dénommés sous le n, 217, même combinés avec d'autres matières, en tant qu'ils ne rentrent pas dans les ouvrages en caoutchouc, en métal ou dans la mercerie, acquittant des taxes plus élevées.	
218	Cordonnerie de toute sorte en cuir ou dans laquelle entre le cuir, même combinée avec des tissus, de la bonneterie ou d'autres matières, en tant qu'elle ne rentre pas dans la mercerie	32 50
x 219	Gants de peau, même simplement découpés ou en combinaison avec des matières textiles	50 —
220	Pelleterie apprêtée, non confectionnée:	
a)	en peaux communes	6 —
b)	en peaux fines	50 —
221	Pelleterie confectionnée:	
a)	en peaux communes	60 —
b)	en peaux fines	150 —
	Observation: Sont traités comme pelleterie confectionnée en peau fine les effets d'habillement, autres qu'en soie, et les gants de peau, recouverts, doublés ou bordés en pelleterie fine.	
222	Ouvrages en bois tout-à fait ordinaires, c'est-à-dire ouvrages grossiers de tonnelier, de tourneur et de menuisier; ouvrages en bois et ouvrages de charronnage simplement rabotés; machines grossières (y compris les tours, calandres, moulins, presses, rouets, métiers); balais de ramilles; outils de labourage et de jardinage, ustensiles de cuisine:	
a)	non peints; non passés au mordant, non vernis, non laqués, non polis, non combinés avec d'autres matières.	1 50
b)	bruts, mais avec ferrures ou autrement combinés avec du fer ou d'autres métaux communs	3 —
c)	peints, passés au mordant, vernis, laqués, polis ou avec les combinaisons indiquées au N. 223 *b)* du tarif général	5 —
	Bobines de bois peintes	2 50
224	Ouvrages en bois, fins, c'est-à dire ouvrages fins de tourneur et de sculpteur; ouvrages en bois bronzés; ouvrages en bois dorés, argentés ou avec peintures fines; ouvrages de toute sorte en bois, non spécialement dénommés; ouvrages dans d'autres matières végétales à tailler	15 —
	Bandes de bois et cadres bronzés, dorés ou argentés	12 —
	Meubles en bois courbé, avec des parties ornementées par pression et parties de meubles ornementées par pression (sièges etc. de ce genre)	5 —
225	Ouvrages en bois, avec incrustations fines (façon Boule, marqueterie); mètres de poche articulés	30 —
ex 225 *bis*	Ouvrages de vannerie:	
a)	ordinaires (c'est-à-dire paniers communs pour emballage et pour transport; paniers de ménage et de coche, nasses et similaires), non peints, ni passés au mordant, ni vernissés, ni laqués, ni polis, ni combinés avec d'autres matières.	1 50
b)	fins, ne rentrant pas dans la mercerie	25 —
226	Feuilles de placage non marquetées; parquets et parties de parquets:	
a)	bruts	1 50
b)	passés au mordant, peints, polis	3 —
229	Jouets d'enfants, en bois:	
a)	grossiers, simplement rabotés, taillés ou tournés, bruts	5 —
b)	autres	12 —
ex 230 *b)*	Boutons d'os ou de corne.	25 —
	Morceaux d'os, de corne et similaires, ainsi que les matières désignées au N. 310, préparés pour un complément de travail	20 —
	Observation au no. 230:	
	Les articles repris aux numéros 224, 225 et 229 *b)* même en combinaison avec d'autres matières, en tant qu'ils ne rentrent pas dans les ouvrages de caoutchouc, de cuir, de métal ou dans la mercerie, taxés plus fortement.	

Numéros du tarif général austro-hongrois en vigueur au moment de la signature du traité	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	Florins en or les 100 kg.
ex 231	Verre en masse; pâte d'émail et de glaçure en masse	1 50
232	Verre creux, commun, c'est-à-dire non taillé, sans dessins, non dépoli, non pressé:	
a)	de couleur naturelle, mais non blanc	1 50
b)	blanc (transparent)	3 —
234	Verre creux, blanc (transparent), taillé, avec dessins, pressé, dépoli, gravé à l'eau forte ou autrement; verre blanc massif, non spécialement dénommé	6 —
235	Verre à glace, brut, non poli; plaques en verre coulé, brutes, cannelées; tuiles en verre pour toitures	1 50
ex 237	Glaces encadrées	12 —
239	Verre d'optique, savoir: flintglass, crownglass, verre au zinc et au borax, bruts, non taillés en lentilles, pressés en disques, en plaques ou en forme de lentilles, même poli en partie	1 50
238	Verres de montre, verres de lunettes et autres verres d'optique, apprêtés au taillés.	50 —
240	Bâtons, disques et tubes de verre sans distinction de couleur (tels qu'ils servent à la fabrication des perles artificielles, des ouvrages à la lampe d'émailleur et des boutons).	1 50
241	Pendeloques massives pour lustres, boutons de verre (avec ou sans oeillets), coraux factices en verre, perles de verre, émail de verre, larmes de verre, verre filé, tous ces articles même de couleur	2 —
242 a)	Le verre pour fenêtres dit *Butzenscheiben*	6 — poids brut
b)	verre à vitre et verre en feuilles, de couleur	12 —
c)	verre de couleur (à l'exception de celui repris au N. 242 *b*) et des articles dénommés aux numéros 240 et 241)	7 50
d)	disques, boutons (avec ou sans oeillets), perles, émail et larmes de verre, peints, dorés ou argentés.	7 50
e)	verre peint, doré ou argenté, à l'exception des articles désignés ci-avant sous la lettre d); vitrifications taillées à pierres fausses, non montées	10 —
243	Verreries et ouvrages en émail, non spécialement dénommés ou combinés avec d'autres matières, en tant qu'ils ne rentrent pas dans les ouvrages en caoutchouc, en cuir, en métal ou dans la mercerie, taxés a des droits plus élevés.	12 —
ex 244	Les plaques en pierre, dites de Kehlheim, rudes, non polies	exemptes
	Dalles de marbre ou d'albâtre, non lissées	exemptes
ex 244 *bis*	Ouvrages non spécialement dénommés, en albâtre, marbre, porphyre, granit, syénite et autres pierres dures similaires:	
a)	ouvrages de tailleur de pierre en marbre et albâtre, grossiers (c'est-à-dire montants de porte et de croisés, colonnes et parties de colonnes, conduit et tuyaux, augés et similaires), unis, non lissés	1 50
b)	autres ouvrages en marbre et albâtre, non lissés	1 50
c)	ouvrages en marbre et en albâtre, lissés, même dalles de ces pierres, lissées.	1 50
	ouvrages en porphyre, granit, syénite et autres pierres dures similaires, lissés: même dalles de ces pierres, lissées	5 —
244 *ter*	Ouvrages non spécialement dénommés en pierres autres que celles désignées sous le No. 244 bis:	
a)	ouvrages de tailleur de pierre, grossiers, unis, non polis	— 50
245 b)	Ardoises pour toiture et autres ardoises en feuille	— 25
ex 245 c)	Tables d'ardoise destinées à l'écriture ou au dessin, polies, noircies, réglées, nues ou contenues dans un cadre de bois brut	3 —
245 *bis a*	Ciment	— 50
ex 246	Pierres de touche et à aiguiser, naturelles, sans combinaison; pierres meulières, même avec des cercles de fer ou des accessoires en métal: pierres lithographiques	exemptes
ex 246 *bis*	Terres et pierres teintes artificiellement, même terres colorantes, nuancées artificiellement; pierres à aiguiser artificielles, pierres ponce, naturelles ou factices, ajustées pour l'usage, même en combinaison avec du bois ou du fer, non vernies ni polies	2 —
247	Ouvrages en pierre, fins, c'est-à-dire articles de luxe (presse-papiers, chandeliers, coupes, encriers et semblables petits objets de phantaisie; statues, bustes, figures d'animaux et autres ouvrages plastiques du poids de 5 kg. ou moins); ouvrages combinés avec d'autres matières, en tant qu'ils ne rentrent pas dans les ouvrages de caoutchouc, de cuir, de métal ou dans la mercerie, acquittant des droits plus élevés.	15 —
ex 248	Coraux naturels et factices, ouvrés, non montés	24 —
249	Tuiles et briques ordinaires et tuyaux en argile, non vernissés	exempts
249 *bis*	Tuiles et briques vernissées	exemptes
	Tuiles cannelées.	— 50
250	Ouvrages en terre réfractaire, non spécialement dénommés:	
a)	briques de forme ordinaire, pesant chacune jusqu'à 5 kg. inclusivement	— 25
b)	autres	— 75
251	Matériaux de pavage et tuyaux en grès commun, de même les tuyaux en terre argileuse vernissés	— 50

Numéros du tarif général austro-hongrois en vigueur au moment de la signature du traité	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	Florins en or les 100 kg.
251 *bis*	Cornues, creusets, récipients pour fabriques (en plombagine, en terre réfractaire ou en grès commun)	1 —
et 252 *b*)	Ouvrages communs en terre argileuse ordinaire	— 50
et 253	Ornementations architecturales (même en terre cuite), vernissées ou non; poêles ordinaires et parties de poêles ordinaires; dalles de revêtement pour murailles et pour carrelage, non vernissées, à l'exception de celles dénommées ci-après.	— 50
	Dalles de revêtement pour murailles et carrelage avec dessins produits par la compression de masses de terre argileuses de couleur variées, non vernissées	1 50
254	Poterie non spécialement dénommée:	
a)	unicolore ou blanche	4 —
b)	de deux ou de plusieurs couleurs, lisérée, peinte, imprimée, dorée, argentée.	8 —
255	Porcelaine:	
a)	blanche	5 —
b)	de couleur, lisérée, peinte, imprimée, dorée, argentée	10 —
256	Poterie combinée avec d'autres matières, en tant qu'elle ne rentre pas dans les articles des caoutchouc, de cuir, de métal ou dans la mercerie, frappés d'un droit plus elévé	12 —
257	Fonte brute; ferraille, débris de fer et d'acier, pour la fonte ou la soudure. .	— 65
	Observation: Pailles et limailles de fer	exemptes
258	Fer en loupes; lingots	1 50
259	Fer et acier en barres, forgés ou laminés:	
a)	non façonnés	2 50
	Observation: Billettes de fer de fusion, dites *Flusseisen-Zaggel* et billettes resuées en fer puddlé dites *Zaggel aus abgeschweisstem Schweisseissen*	2 —
b)	façonnés	3 —
260	Rails de chemin de fer	2 50
261	Tôles et plaques:	
a)	d'un épaisseur de 1 mm. et plus	4 —
b)	d'une épaisseur de moins de 1 mm. jusqu'à 0.4 mm.	4 75
c)	au-dessous de 0.4 mm.	5 25
d)	Tôles et plaques dressées:	
1	d'une épaisseur de 1 mm et plus	5 —
	d'une épaisseur de moins de 1 mm jusqu'à 0,4 mm	5 75
2	au-dessous de 0,4 mm.	6 50
e)	vernissées, cuivrées, étamées, zinguées, plombées, nickelées; tôles et plaques polies:	
1	d'une épaisseur de 0,4 mm et plus	8 —
2	au-dessous de 0,4 mm	9 —
f)	avec dessins, moirées, laquées:	
1	d'une épaisseur de 0,4 mm et plus	8 —
2	au dessous de 0,4 mm.	9 —
261 *bis*	Fil de fer:	
a)	d'une épaisseur de 1,5 mm et plus	4 —
	Observation: Fil de fer laminé, d'une épaisseur au-dessus de 4 mm, pour tréfileries, moyennant permis spécial et observation des conditions et des mesures de contrôle à déterminer par voie d'ordonnance	3 —
b)	d'une épaisseur de moins de 1,5 mm jusqu'à 0,5 mm.	5 —
)	d'une épaisseur de moins de 0.5 mm	5 —
	Observation: Fil de fer pour cardes, d'une épaisseur au-dessous de 1,5 mm, pour fabriques de cardes, moyennant permis spécial et observation des conditions et des mesures de contrôle à déterminer pas voie d'ordonnance .	1 50
d)	vernissé, cuivré, étamé, zingué, plombé, nickelé:	
	1. d'une épaissenr de 1,5 mm et plus	6 —
	2. d'une épaisseur de moins de 1,5 mm	7 —
262	Ouvrages en fonte commune:	
a)	bruts, non travaillés	2 —
b)	blanchis ou grossièrement peints; forés ou sur quelques points seulement dépolis, tournés ou rabotés; ouvrages en fonte brute avec ornements, ne faisant pas partie du No. 270	4 —
	tuyaux de fonte commune non travaillée, recouverts d'asphalte . . .	2 —
c)	dépolis, tournés, rabotés, cuivrés, étamés, zingués, plombés, émaillés ou non grossièrement peints	8 —
	Vaisselle en fonte émaillée	6 50
	Ce régime s'applique aux marchandises indiquées aux lettres *b*) et *c*), même lorsqu'il s'y trouve des parties de fer forgé servant uniquement à l'assemblage ou lorsqu'il y entre du bois.	
263	Ouvrages communs en fer et acier, c'est-à-dire en fonte malléable, en fonte d'acier, en fer forgé ou en acier, en tant qu'ils ne sont pas repris aux numéros suivants:	
a	noirs ou même blanchis	4 —
b)	peints grossièrement	4 —

Numéros du tarif général austro-hongrois en vigueur au moment de la signature du traité	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	Florins en or les 100 kg.
263	Ouvrage communs, ecc., (*suite*):	
	forés ou sur un petit nombre de points seulement dépolis, tournés, rabotés ou taraudés (y compris écrous et boulons), même grossièrement peints . .	5 —
c)	dépolis, tournés, rabotés, cuivrés, étamés, zingués, plombés ou non grossièrement peints	8 —
	Tous ces articles, même combinés avec le bois ou la fonte.	
264	Tuyaux en fer forgé, même avec pièces de raccordement	6 —
	Faux, faucilles, même en combinaison avec du bois	5 —
	Clous (à l'exception des clous à ferrer et des clous sans tête dits *Zwecke*); pointes en fil de fer	6 50
265	Tôle et plaques de fer noires en pièces forées ou creuses; ouvrages en tôle noire du No. 261 *a* et *b*), non spécialement dénommés	5 50
	Ouvrages en tôle noire du No. 261 *c*, non spécialement dénommés . . .	6 —
265 *bis*	Chaudières forgées (y compris chaudières à vapeur)	7 50
265 *ter*	Ouvrages en tôle non spécialement dénommés, cuivrés, étamés, zingués, plombés, non grossièrement peints	12 —
266	Roues pour voitures de chemin de fer, achevées, même montées sur essieux .	5 50
267	Bandes (charnières, verrous et semblables); ressorts pour voiture; fourches à foin et à fumier, du poids de 2 kg. au moins par pièce; pioches, pelles; tous ces articles, noirs, blanchis ou dépolis sur un petit nombre de points, même combinés avec du bois	6 50
268	Cordes en fil de fer, brosses en fil de fer, fonds de crible; ouvrages grossiers en fil de fer; tous ces articles faits de fil de fer du No. 261 (bis) *a* . . .	8 —
269	Scies noires, limes et râpes de 25 cm. ou plus d'entaille; vrilles, marteaux, haches, tenailles et similaires; filières à coussinets; fourches à foin et à fumier, autres que celles reprises au No. 267; balances et parties de balances; serrures, clefs et autres parties de serrures; clous à ferrer, clous sans tête (dits *Zwecke*); vis de 5 mm. d'épaisseur au moins; tous ces articles en tant qu'ils ne rentrent pas dans un numéro du tarif plus fortement taxé, même combinés avec du bois	10 —
269 *bis*	Scies blanches; limes et râpes de moins de 25 cm. d'entaille; fers de rabots et fermoirs, ciseaux à froid, alênes; couteaux et ciseaux grossiers pour usages agricoles et industriels (même pour machines); outils finis de toute sorte, au-dessous du poids de 500 grammes chaque; vis d'une épaisseur inférieure à 5 mm.; tous ces articles même combinés avec d'autres matières, en tant qu'ils ne sont pas repris au No. 271 ou aux ouvrages en caoutchouc, en cuir, en métal ou dans la mercerie, acquittant des droits plus élevés	15 —
	Ouvrages fins en fonte, en fer et en acier:	
270	Fonte d'art et fonte d'ornement légère; parties détachées pour la coutellerie, brutes, non ouvrées (seulement fondues, pressés, forgés); ouvrages en fil de fer, non dénommés, y compris les cordes d'acier; ouvrages combinés avec d'autres matières; tous ces articles en tant qu'ils ne rentrent pas dans les Nos. 271 et 272 ou dans les ouvrages de caoutchouc, de cuir, de métal ou dans la mercerie, plus fortement taxés	12 —
271	Armes (à l'exception des armes à feu portatives) et pièces détachées d'armes .	25 —
	Polis, laqués, nickelés, émaillés (à l'exception de la fonte commune émaillée, dénommée au No. 262 *c*); fil de fer recouvert de fils de matières textiles; peignes et dents de peigne de tisserand; cardes de toute sorte; jouets d'enfant; patins; meubles rembourrés, recouverts ou avec ornements fins . . .	20 —
272	Coutellerie; armes à feu portatives	45 —
	Plumes à écrire; ressorts (à l'exception des ressorts pour horlogerie, de voiture et de meubles); épingles, crochets et aiguilles à tricoter, passelacets, agrafes, boucles, boutons, hameçons, dés à coudre et autres menus objets d'usage similaires; aiguilles à coudre d'une longueur de 5 cm. et plus	30 —
272 *bis*	Aiguilles à coudre d'une longueur inférieure à 5 cm.	50 —
	Les articles compris sous les No. 271 et 272, en tant qu'ils ne rentrent pas dans les ouvrages en caoutchouc, en cuir, en métal ou dans la mercerie, acquittant des droits plus élevés.	
273	Plomb et alliages de plomb:	
a)	brut, même vieux en morceaux, et débris	2 —
b)	fondu (chaudières, tuyaux, plaques, balles, plomb de chasse et similaires), roulé, laminé, étiré (fil de plomb); caractères d'imprimerie, clichés. . .	5 —
274	Zinc:	
a)	brut, même vieux en morceaux, et débris	exempt
b)	en barres, en plaques, en tôle	1 50
c)	en fils et en tuyaux; zinc coulé grossièrement, sans autre main-d'oeuvre, même combiné avec des ouvrages ordinaires de bois et avec des barres ou plaques de fer; plaques et tôle creuses ou percées de trous	3 —
276	Cuivre, nickel, régule d'antimoine, laiton, packfong, tombac et autres métaux et alliages métalliques non spécialement dénommés:	
a)	bruts, même vieux en morceaux, et débris; mercure	exempts
b)	coulés en grosses pièces (c'est-à-dire en cloches et en tuyaux, pesant plus de kg. par pièce, et en autres objets, pesant plus de 10 kg. par pièce) . . .	6 —

Numéros du tarif général austro-hongrois en vigueur au moment de la signature du traité	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	Florins en or les 100 kg.
276	**Cuivre, nickel, etc., (*suite*):**	
c)	étiré, laminé (en barres, en plaques, en planches); tôle et fil au-dessus d'une épaisseur de 0,5 mm.	8 —
d)	tôle et fils d'une épaisseur de 0,5 mm. et moins	9 —
	plaques et tôle; creuses ou percées de trous	10 —
e)	tôle, planches et plaques de cuivre et de laiton, plaqués d'argent	20 —
	fils de cuivre et de laiton plaqués d'argent; fil métallique cimenté (*unechter leonischer Draht*), même aplati, mais non autrement travaillé	30 —
279	Ouvrages en métal fins, c'est-à dire non repris aux autres numéros, même combinés avec d'autre matières, en tant qu'ils ne retrent pas dans le No. 280 ou dans les ouvrages de caoutchouc, de cuir, ou dans la mercerie, acquittant des droits plus élevés; câbles télégraphiques	18 —
280	Ouvrages en métaux de l'espèce la plus fine, c'est-à-dire objet de luxe et autres ouvrages en packfong (argentan, alfénide et autres compositions de nickel similaires), en métal anglais (Britannia), en bronze, en laiton, en tombac ou en d'autres alliages similaires, finiment travaillés (p. ex. ornementés, pressés, vernis ou nickelés); articles d'aluminium ou de nickel; tous ces articles même en combinaison avec d'autres matières en tant qu'ils ne rentrent pas dans les ouvrages de cuir ou dans la mercerie, plus fortement taxés; bronze en poudre	40 —
	Jouets d'enfants: aiguilles, boucles, agrafes, boutons, dés à coudre et autres menus objets d'usage similaires; tous ces articles même en combinaison avec d'autres matières en tant qu'ils ne rentrent pas dans les ouvrages de cuir ou dans la mercerie, acquittant des droits plus élevés	30 —
281	Tissus métalliques, fins, c'est-à-dire contenant 20 fils de chaîne et plus dans l'espace de 2 cm., à l'exception des tissus métalliques dénommés ci-après	50 —
	Tissus métalliques contenant 20 fils de chaîne simples jusqu'à 40 inclusivement dans l'espace de 2 cm.; plumes à écrire; fil métallique surfilé de matières textiles	35 —
ex 282	Locomobiles	8 —
283	Machines à coudre et à tricoter:	
a)	supports, même en parties séparées	6 —
b)	têtes; parties de têtes finies (à l'exception des aiguilles)	25 —
c)	parties de têtes, non finies, même en fonte brute; machines à coudre et à tricoter avec supports	15 —
284	Machines pour préparer et travailler les matières textiles; machines à filer, machines à retordre le fil:	
a)	pour le filage de fils cardés soit de coton, soit de laine, ou de leurs déchets	4 25
b)	pour tout autre filage	3 —
284 *bis*	Métiers à tisser (même pour dentelles) et machines auxiliaires pour le tissage; métiers à bonneterie; charrues à vapeur	4 25
	Machines à rouleaux pour imprimer les tissus; machines à broder; machines à bouter les cardes (*Kratzensetzmaschinen*)	3 —
	Toutes ces machines (N. 284 et 284 bis) lorsqu'elles sont importées en état complet (montées ou démontées).	
284 *ter*	Appareils à distiller et réfrigérants pour distilleries, brasseries, etc.	10 —
284 *quater*	Machines à battre le blé	7 —
286	Machines et appareils (non spécialement dénommés) en métaux communs (c'est-à-dire contenant plus de 50 p. c. de métaux communs).	12
287	La machine pour la fabrication du papier, proprement dite, avec l'appareil à sécher; machines pour la réduction, la compression et tout autre moulage des terres à cuire; machines pour la fabrication de pâtes farineuses; appareils à sécher les fruits et légumes; calandres de toute sorte, pesant 100 q. ou plus; métiers à cylindre et autres machines pour la meunerie; machines-outils pesant 200 q. ou plus — toutes ces machines, lorsqu'elles sont importées en état complet (montées ou démontées)	5 —
	Machines et appareils, non spécialement dénommés, autres	7 50
		la pièce
290	Voitures garnies de cuir ou rembourrées, pour le transport des personnes	75 —
	Observation. Les traîneaux acquittent les deux tiers du droit.	
	Wagons (y compris voitures de tramways):	les 100 kg.
291	Wagons pour le transport des marchandises	6 50
298	Instruments de précision pour usages scientifiques (d'astronomie, de mathématique, de physique, de chirurgie) sans distinction des matières dont ils sont composés	exempts
299	Instruments pour l'usage général:	
ex *a*)	lorgnettes de spectacle	125 —
b)	non spécialement dénommés	50 —
	Les articles désignés sous le numéro 299 a et b, en tant qu'ils ne rentrent pas dans la mercerie acquittant des droits plus élevés.	

Numéros du tarif général austro-hongrois en vigueur au moment de la signature du traité	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	Florins en or les 100 kg.
		L. C.
300	Instruments de musique:	
a)	pianos, planinos, harmoniums et instruments à clavier similaires (à l'exception des orgues d'église)	20 —
b)	autres	10 —
304	Fournitures d'horlogerie	40 —
305	Horloges dites de la Forêt noire (horloges ayant les montants, dans lesquels se trouve le mécanisme, en bois) de toute sorte, sans distinction des cages, en tant qu'elles ne rentrent pas dans la mercerie acquittant des droits plus élevés.	40 —
	Autres horloges et mouvements d'horloge, non spécialement dénommés, en tant qu'ils ne rentrent pas dans la mercerie plus fortement taxée	100 —
307	Ouvrages en or et argent, joaillerie et tous les ouvrages non spécialement dénommés, entièrement ou en partie en métaux précieux, en perles fines ou fausses, en pierres précieuses montées; or et argent filés sur fils de matières textiles et les ouvrages qui en sont faits, ouvrages en fils d'or ou d'argent; ouvrages en fils métalliques dorés ou argentés fins (*Arbeiten aus echt vergoldeten oder versilberten leonischen Drähten* ou en métaux dorés et argentées fins filés sur fils de matières textiles (*Arbeiten aus echt vergoldeten oder versilberten leonischen Gespinnsten*)	300 —
	Ouvrages en coraux naturels ou factices, filigranes en or ou argent, ouvrages en lave, montés en métaux précieux	200 —
309	Fils métalliques argentés fins (*versilberte leonische Drähte*)	30 —
	Montures en acier pour lunettes	50 —
	Ouvrages non spécialement dénommés en métaux communs, dorés ou argentés fins ou plaqués d'or ou d'argent; fils métalliques dorés fins (*echt vergoldete leonische Drähte*) et métaux dorés ou argentés fins filés sur fils de matières textiles (*echt vergoldete oder versilberte leonische Gespinnste*); ouvrages en pierre demifine, même montés; perles fausses, dents artificielles, ouvrages de perruquier; ouvrages en fils métalliques cimentés (*Arbeiten aus unechten leonischen Drähten*) et en métaux cimentés filés sur fils de matières textiles (*Arbeiten aus unechten leonischen Gespinnsten*); montures pour lorgnettes de spectacle, pour lunettes d'approche et pour lunettes (excepté les montures en acier pour lunettes)	100 —
310	Ouvrages entièrement ou en partie en ivoire, en nacre, en écaille, en ambre, en jais.	100 —
311	Jouets d'enfants et autres ouvrages non spécialement dénommés, combinés:	
a)	avec soierie, dentelles, fleurs artificielles (N. 171), plumes de parure apprêtées.	
b)	avec tissus et bonneterie autres	75 —
ex 314	Métaux cimentés filés sur fils de matières textiles (*Unechte leonische Gespinnste*).	50 —
	Or et argent faux, battus en feuilles.	40 —
	Les articles dénommés sous les Nos. 309, 310, 311 et 314 en tant qu'ils ne rentrent pas dans la mercerie acquittant des droits plus elevés ou qu'ils ne sont pas taxés séparément.	
316	Parapluies et parasols:	
		la pièce
a)	en soie ou demi soie	— 50
b)	en d'autres étoffes	— 25
c)	garnies (de noeuds, de broderies, de volants et similaires)	— 70
ex 318	Acide borique, brut ou cristallisé; soufre brut ou raffiné; tartre brut ou raffiné; citrate et tartrate de chaux.	exempts
		les 100 kg.
ex 320	Sulfate de fer	— 50
	Acide muriatique	— 30
ex 320 *bis*	Acide sulfurique, liquide, non fumant (dit anglais)	— 50
321 a)	Soude (c'est-à-dire carbonate de soude simple) brute ou cristallisée; potasse (carbonate de potasse simple), à l'exception de celle désignées sous la lettre *c*; sulfate de potasse (sel de duobus); bisulfate de potasse et de soude; glycérine (même lessive de glycérine)	— 80
b)	Soude calcinée	1 20
c)	Potasse contenant plus de 85° de carbonate de potasse.	— 80
ex 322	Verre soluble	1 —
ex 322 *bis*	Litharge (litharge d'or et d'argent); salpêtre (nitrate de potasse): raffiné . .	2 —
323	Lessives pour blanchir; verdet.	1 50
	Blanc de baryte (sulfate de barite artificiel); mastics de toute sorte; carbonate d'ammoniaque	2 —
	Bicarbonate de soude et de potasse.	3 —
	Borax raffiné	2 50
324	Soude caustique (hydrate de soude); sulfate de magnésie; blanc de zinc (oxyde de zinc blanc), cendres de zinc (oxyde de zinc gris); hydrate d'alumine en pâte	3 —

Numéros du tarif général austro-hongrois en vigueur au moment de la signature du traité	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	Florins en or les 100 kg.
	Potasse caustique (hydrate de potasse); sulfite et hyposulfite de chaux; manganate et permanganate de potasse et de soude, bruts; sulfite et hyposulfite de soude; acide oxalique; oxalate de potasse (sel d'oseille); blanc de plomb; minium et massicot; hydrate d'alumine en morceaux ou en poudre . . .	4 —
ex 324 *bis*	Pyrolignite de chaux et pyrolignite d'alumine (mordant d'alumine, liquide); cendres d'étain; chlorure d'étain et autres préparations d'étain	3 —
	Prussiate de potasse, jaune et rouge	4 —
	Pyrolignite de plomb (sel de Saturne)	5 —
	Chromate de potasse et de soude (jaune et rouge).	6 —
325 *bis*	Cirage	4 —
	Noirs préparés	5 —
ex 326	Colles de toute sorte; gélatine animale et végétale.	4 —
327	Dextrine, léogomme et autres succédanés de la gomme non spécialement dénommés; colle de farine ou d'amidon, parement, colle de pâte et autres produits contenant de l'amidon pour l'apprêt et l'encollage	3 —
328	Amidon et farine d'amidon	6 —
330	Alizarine et autres matières tinctoriales dérivées du goudron, et matières tinctoriales organiques préparées artificiellement.	1 50
331	Chlorure de zinc, même liquide	2 —
	Acide tartrique; chlorate de potasse.	6 —
	Autres produits et préparations chimiques non spécialement dénommés, y compris le sulfate de chinine	10 —
	Observation: Les dérivés de la distillation sèche du goudron de houille compris sous les Nos. 117, 322, 330 e 331, importés pour être employés dans la fabrication des couleurs provenant du goudron, moyennant permis spécial et observation des conditiones et des mesures de contrôle à déterminer par voie d'ordonnance.	exempts
332	Cire à cacheter, pains à cacheter: ouvrages en gélatine; encre et encres en poudre	10 —
ex 333	Crayons de plomb, crayons de pastel, avec ou sans gaine	18 —
	Acide acétique concentré	20 —
	Encre de Chine; fusain, craie à dessiner; couleurs de toute sorte en vessies, en tubes, sur coquilles, en pains et en boites	24 —
335	Vernis à la laque (avec addition de résine, de térébenthine, d'huiles minérales ou d'alcool)	24 —
ex 340	Bougies en cire (flambeaux, bougie filées)	12 —
	Allumettes en cire ou stéarine, boites comprises	3 —
	Veilleuses avec flottant en liège, carton ou autres matières	15 —
341	Bougies et produits fabriqués avec la graisse, non spécialement dénommés, tels que produits fabriqués avec la stéarine, le blanc de baleine, l'huile de palme, la paraffine	9 —
342 *a*)	Savon communs.	2 50
ex 343	Allumettes en bois	5 —
344	Pièces d'artifice; mèches (mèches d'artillerie et pour mines) à l'exception des mèches designées ci-après	24 —
	Mèches (mèches d'artillerie et pour mines) fabriquées sans poudre à tirer . .	15 —
348	Livres imprimés, y compris les calendriers, journaux et annonces, cartes (scientifiques), musique, papier écrit, actes et manuscrits	exempts
349	Estampes sur papier, c'est-à-dire gravures sur cuivre et sur acier, lithographies, gravures sur bois, photographies et similaires; chromotypies sur papier ou sur toile	exemptes
	Observations aux numéros 348 et 349. Sont traités d'après les numéros 348 et 349 les livres, y compris ceux à estampes ou à images, etc., reliés, les cartes et estampes montées sur toile ou sur carton. Lorsque les reliures, d'après leur composition, rentrent dans la mercerie, ces objets doivent payer comme la mercerie. Les reliures, portefeuilles, cartons et similaires qui appartiennent visiblement aux livres, livraisons, images, etc., qui y sont placés ou encartés et qui jouissent à leur entrée de la franchise des droits, sont également admis en franchise. Les impressions à l'encre noire et les chromotypies, y compris les feuilles d'images, produites en gros et dépourvues de valeur artistique, ne sont pas exclues de la tarification d'après le numéro 349.	
352	Statues (même bustes et figures d'animaux), ainsi que bas et hauts-reliefs de pierres, en pièces dépassant 5 kg., de même que statues, bustes et figures d'animaux en métal ou en bois, mais au moins de grandeur naturelle . . .	exemptes
ex 353	Hyperphosphate (pour servir d'engrais)	exempte

Cartel de Douane

Art. 1er. Chacune des Hautes Parties contractantes s'oblige à coopérer, dans les formes déterminées par les dispositions suivantes, à ce que les contraventions aux lois douanières, ou à celles des monopoles d'Etat de l'autre Partie contractancte, soient prévenues, découvertes et punies.

Art. 2. Chacune des Hautes Parties contractantes obligera ses fonctionnaires, chargés d'empêcher ou de dénoncer les contraventions des lois de douane ou des monopoles d'Etat, dès qu'ils seront informés qu'une contravention aux lois susdites de l'autre Partie contractante se prépare ou a déjà été commise, à faire dans le premier cas leur possible pour l'empêcher par tous les moyens à leur portée, et dans les deux cas à la dénoncer à l'autorité compétente de leur pays.

Art. 3. Les autorités des finances d'une Partie devront faire connaître aux autorités des finances de l'autre les contraventions aux lois de douane et des monopoles d'Etat qui leur auraient été signalées, et les renseigner sur tous les faits et détails y relatifs, en tant qu'elles auront pu les découvrir.

On entend, par autorités des finances, en Autriche-Hongrie les directions des districts des finances, les douanes principales, les inspecteurs des frontières ou des finances et les commissaires de la garde des finances, et en Italie les intendances de finances, les douanes principales, les inspecteurs et les officiers de la garde de finance.

Art. 4. Le bureaux de perception des Hautes Parties contractantes devront toujours laisser prendre connaissance aux employés supérieurs des finances, qui y seront autorisés par l'autre Partie, sur leur demande et dans le bureau même, des registres et autres documents se rapportant au mouvement commercial entre les deux Etats, ainsi qu'à la circulation et à l'entrepôt des marchandises soumises au contrôle spécial de la douane.

Art. 5. Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de déléguer, auprès de leurs bureaux douaniers, des employés pour prendre connaissance des opérations de ces bureaux, en ce qui concerne la matière douanière et la surveillance de la frontière; il sera, dans ce but, accordé toute facilité auxdits employés.

Les Hautes Parties contractantes se donneront réciproquement tous les éclaircissements désirables sur la comptabilité et la statistique des deux territoires douaniers.

Art. 6. Dans l'intention de prévenir et de découvrir les tentatives de contrebande, les autorités supérieures des finances, les employés de douane et des monopoles d'Etat, ainsi que les agents de la garde de finance de deux pays, s'aideront avec empressement, non seulement en se communiquant dans ce but, dans le plus court délai, leurs observations, mais en entretenant, les uns et les autres, des rapports continuels, afin de prendre, de concert, les mesures les plus propres pour obtenir le résultat en vue.

Art. 7. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à empêcher que des provisions de marchandises, qui peuvent être considérées comme destinées à être frauduleusement introduites sur les territoires de l'autre Partie, soient accumulées près de la frontière, ou qu'elles y soient déposées, sans être soumises à des mesures de précaution suffisantes pour prévenir la contrebande.

Dans les districts-frontière il ne sera, en règle générale, permis d'établir des dépôts de marchandises étrangères, non nationalisées, que dans les lieux où se trouvent des bureaux de douane; dans ce cas l'autorité douanière mettra sous clef ces dépôts et les surveillera. Si, dans un cas spécial, il ne peut être procédé à la mise sous clef, on adoptera d'autres mesures de contrôle propres à atteindre, d'une manière aussi sûre que possible, le but contemplé.

Les provisions de marchandises étrangères nationalisées et de marchandises indigènes ne pourront dépasser dans les districts-frontière les exigences du commerce licite, c'est-à-dire du commerce proportionné à la consommation locale dans le propre pays. En cas de soupçon que les provisions de marchandises étrangères nationalisées ou de marchandises indigènes dépassent les exigences de la consommation locale, et qu'elles soient destinées à la contrebande, ces dépôts doivent être assujettis, en tant que les lois le permettent, à des contrôles douaniers spéciaux, afin de prévenir la contrebande.

Art. 8. Sur la demande des autorités des finances ou judiciaires de l'une des Hautes Parties contractantes, celles de l'autre devront prendre ou provoquer, auprès des autorités compétentes de leur pays, les mesures nécessaires pour établir les faits et rassembler les preuves des actes de contrebande commis ou tentés au détriment des droits de douane ou des monopoles d'Etat, et pour obtenir, selon les circonstances, la séquestration provisoire des marchandises.

Les autorités de chacune des Hautes Parties contractantes devront déférer aux demandes de cette nature, comme s'il s'agissait de contraventions aux lois de douane et aux monopoles d'Etat de leur propre pays.

De même, les fonctionnaires de la douane et des monopoles d'Etat ainsi que les agents de la garde de finance de l'une des Hautes Parties contractantes, pourront, sur requête adressée à l'autorité dont ils relèvent par les autorités compétentes de l'autre Partie, être appelés à déposer, par devant l'autorité compétente de leur pays, sur les circonstances relatives à la contravention tentée ou commise sur le territoire de l'autre pays.

Art. 9. Les agents de la garde de finance des Hautes Parties contractantes, faisant le service de surveillance sur les eaux du lac de Garda, auront le droit de poursuivre, dans les eaux de l'autre Partie, jusqu'à une distance de cent mètres de la côte, les contrebandiers qu'ils auront aperçus dans les eaux de leur propre pays, et de les arrêter, avec leur contrebande, dans le rayon ci-dessus fixé; ils sont autorisés à livrer les marchandises saisies, les moyens de transport et les contrebandiers au bureau de finance de leur propre pays, pour la procédure pénale relative.

Art. 10. Aucune des Hautes Parties contractantes ne souffrira, sur son propre territoire, des associations ayant pour but la contrebande sur le territoire de l'autre Partie, ni reconnaîtra valables des contrats d'assurance pour contrebande.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent en outre, réciproquement à faire surveiller sur leurs territoires respectifs les sujets appartenants à l'autre Partie notoirement adonnés à la contrebande.

Art. 11. Chacune des Hautes Parties contranctantes est tenue:

a) à ne point accorder le passage, dans les pays de l'autre Partie, de marchandises dont l'importation ou le transit y serait défendu, à moins qu'on ne fournisse la preuve qu'une autorisation particulière a été accordée par cet Etat;

b) à n'accorder la sortie des marchandises destinées pour l'autre pays, et y étant soumises à des droits d'importation, que dans la direction d'un bureau de douane correspondant, qui soit muni d'attributions suffisantes. Cette autorisation ne pourra être accordée qu'à la condition d'éviter tout retard non nécessaire et tout déviation de la route douanière allant d'un bureau à l'autre des deux Etats. Il est bien entendu, en même temps, que la sortie des marchandises ne pourra avoir lieu qu'à certaines heures, calculées de manière à ce que les marchandises arrivent au bureau correspondant pendant les heures réglementaires.

Art. 12. De même, chacune des Hautes Parties contractantes sera obligée à ne pas libérer les cautions qui lui ont été fournies pour la sortie, de son propre territoire, des marcandises en transit, ou pour la réexportation des marchandises étrangères non nationalisées, ni à remettre, ni à restituer les droits d'entrée ou de consommation pour les marchandises à leur sortie, s'il n'est pas prouvé, au moyen d'un certificat du bureau d'entrée de l'autre Etat, que les marchandises y ont été présentées et déclarées.

Art. 13. En ce qui concerne les dispositions contenues aux articles 11, lit. *b*, et 12, les Hautes Parties contractantes fixeront, d'un commun accord, le nombre et les attributions des bureaux auxquels les marchandises devront être présentées à leur passage de la frontière commune, les heures auxquelles pourront avoir lieu l'expédition et le passage des marchandises, la manière dont elles auront à être accompagnées au bureau de l'autre pays, et finalement les mesures

particulières à prendre au sujet du commerce se faisant sur les chemins de fer.

Art. 14. Pour les contrebandes commises ou tentées, en matière de douane ou de monopoles d'Etat, au détriment de l'autre Partie contractante, c'est-à-dire pour les contraventions aux défenses d'entrée, de sortie ou de transit, et pour les fraudes des droits de douane ou des monopoles, chacune des Hautes Parties contractantes soumettra les contrevenants, sur la demande d'une autorité compétente de l'autre Partie, aux peines édictées, par ses propres lois de douane ou des monopoles, pour les contraventions similaires ou analogues dans les cas suivants:

1°. si l'inculpé est sujet de l'Etat qui doit le soumettre à la poursuite et à la peine;

2°. si, n'étant pas sujet de cet Etat, il y avait, à l'époque de la contravention, sa demeure, bien que transitoire, et s'y laissait surprendre à ou après l'arrivée de la demande de poursuite.

On appliquera, toutefois, les peines édictées par les lois de l'autre Etat (réquérant) si elles étaient moins rigoureuses.

Si, par disposition de loi, la peine pécuniaire doit être fixée d'après la somme fraudée, on prendra pour base le tarif de l'Etat dont les lois de douane et de monopole ont été lésées.

Art. 15. Dans les procès à instruire, d'après l'article 14, les rapports officiels des autorités ou fonctionnaires de l'autre Etat, auront la même force de preuve qu'on attribue à ceux des autorités ou fonctionnaires du pays dans des cas semblables.

Art. 16. Les frais occasionnés par suis des procès à instruire, en vertu de l'article 14, devront être remboursés par l'Etat dans l'intérêt duquel se fait la procédure, à moins qu'ils ne puissent être couverts par la valeur des objets saisis, ou acquittés par les contrevenants.

Art. 17. Les sommes versées par l'inculpé, à l'occasion de poursuites faites d'après l'article 14, ou réalisées par la vente des objets de la contravention, seront employées de manière à ce que les frais judiciaires soient remboursés en première ligne; les droits soustraits à l'autre Etat viendront en seconde ligne et les peines pécuniaires en troisième.

Ces dernières resteront à la disposition de l'Etat dans lequel le procès a eu lieu.

Art. 18. On devra se désister du procès instruit en vertu de l'article 14 aussitôt que l'autorité de l'Etat qui l'a provoqué en fera la demande, à moins qu'il n'ait été déjà rendu un arrêt définitif, c'est-à-dire passé en chose jugée.

Dans ce cas seront également applicables les dispositions de l'article 16 concernant les frais de procédure.

Art. 19. Les autorités administratives et judiciaires de chacune des Hautes Parties contractantes devront, quant aux procès instruits dans l'autre pays, soit pour contravention aux lois de douane ou aux monopoles de ce même pays, soit en vertu de l'article 14, sur la demande des autorités ou du juge compétent:

1°. interroger, en cas de besoin sous serment, les témoins et experts qui se trouvent dans le district de leur juridiction, et, au besoin, astreindre les premiers à rendre leur témoignage, à moins qu'il ne puisse être refusé d'après les lois du pays;

2°. procéder d'office à des visites et en certifier les résultats;

3°. faire intimer des citations et des arrêts aux inculpés qui se trouveraient dans le district de l'autorité requise, et qui ne seraient pas sujets de l'Etat dont elle relève.

Art. 20. Les dispositions établies par le présent cartel de douane, pour le commerce par voie de terre, sont étendues, en tant qu'elles sont applicables, au trafic par voie maritime.

Art. 21. Dans tous les ports de la monarchie austro-hongroise où ne réside pas un agent consulaire du royaume d'Italie, l'autorité douanière ou de port (cette dernière après avoir informé la douane du départ prochain du navire) visera les connaissements des navires à voile de toute jauge et ceux des navires à vapeur d'une jauge inférieure à 100 tonnes, de toute nationalité, qui se dirigent vers un un port italien.

Dans les endroits où résident des agents consulaires italiens leur visa, sur les connaissements dont il est question, sera gratuit pour les navires italiens, autrichiens et hongrois.

Art. 22. On entend, dans le présent cartel, pour lois de douane aussi les défenses d'entrée, de sortie et de transit, et pour autorités judiciaires celles instituées, dans les pays de l'une et de l'autre des Hautes Parties contractantes, pour la poursuite et la punition des contraventions à leurs lois analogues.

Article additionnel

Afin de donner au trafic des districts des frontières respectives les facilités qu'exigent les besoins du commerce journalier, les Hautes Parties contractantes sont convenues de ce qui suit:

§ 1. *a)* L'Autriche-Hongrie s'engage à accorder à la fonte et aux débris de fer, introduits d'Italie dans les usines des districts du Tyrol méridional, de Condino, Tione et de la vallée de Ledro, pour y être ouvrés, la franchise de tous droits à l'entrée jusqu'à la quantité annuelle *maximum* de trois mille quintaux métriques de vieux fers ou débris de fer, et de deux mille quintaux de fonte.

b) Le gouvernement italien, de son côté, accorde la rentrée, absolument libre de tous droits, aux fers ci-dessous spécifiés provenant de l'affinage des vieux fers ou débris de fer, et de la fonte exportés de l'Italie dans la quantité *maximum* indiquée à l'alinéa *a)*, et traités dans les susdites usines.

Pour chaque quintal métrique (100 kilogrammes) de fonte et de débris exportés d'Italie, le gouvernement italien admettra, respectivement, à l'importation, en franchise:

soit kilogrammes 75 de fer en barres, essieux bruts, cercles, socs de charrue et gros instruments tranchants, pour 20 kilos de débris ou vieux fers et pour 80 kilos de fonte;

soit kilogrammes 67 de petits instruments tranchants, de chaînes, pioches, haches, scies et garnitures de portes et fenêtres, ou casserollerie (*padellame*), pour 25 kilos de débris ou vieux fers et pour 75 kilos de fonte;

soit, enfin, 72 kilogrammes de clouterie pour 100 kilos de vieux fers ou débris exportés.

Le complément des quantités respectives susénoncées, pour former 100 kilogrammes, représente les déchets de fabrication relatifs à chaque produit, à l'effet d'établir le décompte des droits de douane.

Dans le cas où l'on aurait employé, pour la fabrication des produits nommés sous *b)*, non seulement de la fonte ou des débris de fer importés de l'Italie, mais aussi du fer de provenance austro-hongroise, il sera tenu compte du rapport dans lequel les matières importées de l'Italie entrent dans le mélange.

Ce rapport sera, le cas échéant, constaté par les autorités douanières des Hautes Parties contractantes pour chaque usine et pour chaque espèce de produits.

c) L'exportation et, respectivement, l'importation, d'Italie en Autriche Hongrie, de la fonte et des débris, la rentrée et, respectivement, la réexportation d'Autriche-Hongrie en Italie, des produits susmentionnés se fera par le même bureau de douane italien et, respectivement, autrichien, situé à la frontière de l'Italie et du Tyrol du sud, et sous le régime de l'admission temporaire et du cautionnement des droits d'entrée austro-hongrois.

d) La rentrée en Italie doit avoir lieu dans un terme de six mois. Le montant des droits crédités restera acquis à la douane autrichienne pour toutes les quantités non réexportées dans ce terme. Ce terme pourra, dans des cas exceptionnels, être prolongé, par accord des administrations douanières, sur la demande de l'importateur.

Les administrations douanières s'entendront, avant la mise en vigueur du traité, sur les mesures de détail pour assurer l'exécution des stipulations de ce paragraphe.

Les produits ci-après désignés, originaires du Val Vestino et entrant en Italie par la douane de Casello, accompagnés de certificats

d'origine délivrés par les autorités compétentes, n'acquitteront, jusqu'à concurrence annuelle des quantités ci-dessous indiquées, que le 50 p. 0|0 des droits conventionnels italiens, savoir: fromages (en dehors du *brindza*, dont le régime est réglé au protocole final, II), 25 quintaux; beurre, 65 quintaux; viande fraîche, 30 quintaux.

§ 2. Resteront libres de tout droit de douane et de timbre sur les reçus de la douane, à l'importation et à l'exportation, à travers les frontières austro-hongroise et italienne, en Autriche-Hongrie, et en Italie:

a) toutes les quantités de marchandises dont la somme totale à prélever n'atteint pas le chiffre de deux kreuzers, valeur autrichienne, ou cinq centimes d'un franc;

b) herbes pour la nourriture du bétail, foin, paille, fanes, mousse pour emballage et calfatage; fourrages, joncs et cannes ordinaires, plantes vivantes (plants et provins de vigne), céréales en gerbes, plantes légumineuses, chanvre et lin non battus, pommes de terre, olives fraîches;

c) ruches avec abeilles vivantes;

d) sang de bestiaux;

e) œufs de toute sorte;

f) lait frais et lait caillé;

g) charbons de bois et de terre, tourbe et charbon de tourbe;

h) pierres à bâtir et de taille, pierres à paver et meules, pierres ordinaires à aiguiser, cous ordinaires pour faux et faucilles, toutes ces pierres, soit taillées, soit non taillées, mais ni polies, ni taillées en dalles; scories, cailloux, sable; chaux et plâtre, crus; marne, argile, et, en général, toute sorte de terre ordinaire servant à fabriquer des briques, pots, pipes et vases;

i) briques;

k) son, *sansa* (déchets d'olives pressées, entièrement secs) tourteaux de colza et autres déchets de fruits et de graines oléagineuses, cuits et pressés;

l) cendre à lessive et cendre de houille, engrais, y compris le *guano*, lies, lavures, drêche, marc, balayures et déchets de toute sorte; tessons d'objets en pierre ou en argile; lavures d'or et d'argent; limon;

m) pain et farine, en quantité de 10 kilogrammes ou moins;
châtaignes, en quantité de 10 kilogrammes ou moins;
viande fraîche, en quantité de 4 kilogrammes ou moins;
fromage, en quantité de 2 kilogrammes ou moins;
beurre frais, en quantité de 2 kilogrammes on moins;

§ 3. Seront exempts des droits de douane d'importation et d'exportation, et jouiront du libre passage en dehors des routes douanières, les bêtes de labeur, les instruments agricoles, le mobilier et les effets que les paysans, domiciliés aux extrêmes frontières, importeront ou exporteront, par la ligne douanière, pour leurs travaux agricoles, ou par suite de changement de leur domicile.

§ 4. Les produits naturels, y compris le riz mondé, récoltés dans les propriétés des sujets des Hautes Parties contractantes, qui se trouveraient séparées, par la ligne frontière austro-italienne, des habitations et fermes, seront exempts des droits d'entrée et de sortie à leur transport dans ces bâtiments (habitations ou fermes), pour le terme à compter de la saison des moissons jusqu'à la fin de décembre.

§ 5. Les concessions contenues aux §§ 2 et 3 sont accordées, en Autriche-Hongrie à tout le district-frontière, et en Italie aux habitants d'une zone, le long de la frontière, qui, sauf des exceptions locales motivées par les exigences du service douanier, ne sera pas inférieure à 7 1|2 kilomètres.

Les Hautes Parties contractantes s'entendront sur les mesures pour permettre, sauf l'observation des règles spéciales à établir pour chaque cas et pour les localités où on le jugera nécessaire, le libre passage, en dehors des routes douanières, des objets qui sont libres, en Autriche-Hongrie et en Italie, des droits de douane, tant à l'entrée qu'à la sortie.

Rome, le 6 décembre 1891.

(*L.S.*) v. BRUCK.

(*L.S.*) RUDINI
(*L.S.*) G. MALVANO
(*L.S.*) N. MIRAGLIA
(*L.S.*) B. STRINGHER
(*L.S.*) A. MONZILLI.

PROTOCOL FINAL annexé au traité de commerce et de navigation, conclu le 6 décembre 1891, entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie.

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce et de navigation conclu, à la date de ce jour, entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie, les plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes, qui auront à former partie intégrante du traité même:

I. — *En ce qui concerne le traité de commerce et de navigation.*

Ad Art. 1. § 1. Les stipulations de cet article ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux, en matière de commerce, d'industrie et de police, en vigueur dans les territoires de chacune des Hautes Parties contractantes et applicables aux sujets de tout autre Etat.

§ 2. Le principe de traiter les sujets de l'autre Partie, qui exercent un métier ou le commerce, absolument sur le même pied que les nationaux, quant au paiement des impôts, s'appliquera également à l'égard des statuts de corporations, ou autres statuts locaux, là où il en existerait encore. L'application ne pourra, cependant, avoir lieu que lorsque toutes les conditions que les lois de chacune des Hautes Parties contractantes attachent au droit de l'exercice de l'industrie auront été remplies.

§ 3. Les sociétés anonymes et celles en commandite par actions (y compris les sociétés d'assurance de tout genre), fondées sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes en vertu des lois respectives, pourront réciproquement exercer, sur le territoire de l'autre, tous les droits, y compris celui d'ester en justice, en se conformant aux lois et prescriptions en vigueur sur cette matière.

Ad Art. 2. § 1. Pour jouir de l'immunité des impôts sur l'exercice d'une industrie les voyageurs de commerce italiens en Autriche-Hongrie, et les voyageurs de commerce autrichiens et hongrois en Italie, devront être munis d'une carte de légitimation industrielle dont le formulaire est ci-joint.

Ce document est valable pour le cours de l'année solaire pour laquelle il a été délivré.

§ 2. En ce qui regarde le commerce aux foires et marchés, les sujets de l'autre Haute Partie contractante seront traités absolument sur le même pied que les propres nationaux, tant pour le droit de se rendre aux foires et marchés, que pour les taxes à payer à raison de ce commerce.

Ad Art. 6. § 1. D'après la réserve exprimée à l'art. 6, alinéa *b*, les Hautes Parties contractantes s'engagent, dans le but d'empêcher la propagation du phylloxéra, d'appliquer, à l'égard des importations réciproques, les mesures arrêtées par la convention internationale de Berne du 3 novembre 1881 et par la déclaration additionnelle du 15 avril 1889.

La réserve exprimée à l'article 6, alinéa *b*, s'étend également aux mesures prohibitives prises dans le but d'empêcher, dans l'intérêt de l'agriculture, la propagation d'insectes ou d'autres organismes nuisibles.

§ 2. Les Hautes Parties contractantes se communiqueront, réciproquement, toutes les restrictions du trafic apportées pour cause de police sanitaire.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à entrer en négociation, aussitôt que faire se pourra, sur une nouvelle convention relative eux épizooties. En attendant la conclusion de cet acte, il est entendu que la convention sur les épizooties, conclue le 7 décembre 1887 entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie, continuera à être en vigueur. Toutefois, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de dénoncer de tout temps ladite convention pendant la durée du présent traité de commerce et de navigation. S'il est usé de cette faculté, cette convention cessera dans ses effets six mois à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Ad Art 8. § 1. Les lettres de voiture accompagnant les envois de marchandises, faits par les postes autrichienne et hongroise, et portant l'estampille de l'office expéditeur, seront affranchies, en Italie, du droit de timbre, sauf réciprocité.

§ 2. Afin de motiver la demande du traitement de faveur, la déclaration des marchandises devra contenir l'indication de l'origine.

Les importateurs de marchandises italiennes, autrichiennes ou hongroises seront, en règle générale, réciproquement dispensés de l'obligation de produire des certificats d'origine. Toutefois, la production de certificats d'origine pourra exceptionnellement être exigée par une des Hautes Parties contractantes pour le cas où elle aurait établi des droits différentiels d'après l'origine des marchandises, et que, selon la situation générale, tant par rapport aux droit douaniers, qu'en ce qui concerne les conditions de transport, il deviendrait probable que des marchandises provenant d'un tiers Etat qui, dans le cas dont il s'agit, y serait exclu du régime de faveur, soient introduites des territoires de l'autre Haute Partie contractante.

Lesdits certificats pourront émaner de l'autorité locale du lieu d'exportation ou du bureau de douane d'expédition, soit à l'intérieur, soit à la frontière, ou bien d'un agent consulaire; enfin ils pourront, au besoin, même être remplacés par la facture, si les gouvernements respectifs le croient convenable.

§ 3. Les certificats d'origine et autres documents constatant l'origine des marchandises seront, sois délivrés, soit visés, en franchise de tout droit.

Ad Art. 10. Il est convenu de fixer, d'un commun accord, par correspondance directe entre les ministères des Hautes Parties contractantes, les conditions et formalités sous lesquelles auront lieu les facilités accordées au commerce et au trafic en vertu de l'article 10. A cet égard les principes suivants serviront de guide:

§ 1. Les objets pour lesquels l'exemption des droits de douane est demandée devront être déclarés aux bureaux douaniers par espèce et quantité, et devront être présentés à la visite.

§ 2. La faculté concernant l'exportation et l'importation temporaires du riz à moudre est admise seulement dans le cas où il s'agirait de riz récolté sur les propriétés traversées par la frontière. Cette faculté est subordonnée à l'autorisation des autorités de finance locales. Les Hautes Parties contractantes se mettront d'accord pour fixer toutes les dispositions qui devront régler cette matière.

Le traitement douanier des objets exportés et réimportés, respectivement importés et réexportés, devra se faire par les mêmes bureaux douaniers, soit que ceux-ci se trouvent situés à la frontière, soit qu'ils soient à l'intérieur du pays.

Cette disposition ne s'applique pas aux objets destinés à être vernis, brunis ou peints. Leur rentrée, en exemption de droits, peut avoir lieu par chaque bureau douanier du territoire où s'est effectuée l'expédition, pourvu que celui-ci soit muni d'attributions suffisantes. Pour les échantillons importés par les voyageurs de commerce on appliquera les formalités fixées au § 8.

§ 3. La réexportation et la réimportation pourront être limitées à des termes convenables et, en cas de leur non observation, on pourra procéder à la perception des droits légaux.

§ 4. Il est permis de demander une garantie des droits, soit par le dépôt de leur montant, soit d'une autre manière convenable.

§ 5. Les différences de poids résultant des opérations énumérées aux alinéas *c* et *d* de l'article 10 seront prises en considération équitable.

Les différences peu importantes ne donneront lieu à aucun paiement de droits.

§ 6. Les Hautes Parties contractantes pourvoiront à ce que le traitement douanier soit le moins onéreux possible.

§ 7. Il est entendu que les dispositions sur l'admission temporaire ne tendent qu'à faciliter l'exercice de l'industrie, et qu'en considération de cette raison il est réservé à chacune des Hautes Parties contractantes le droit de fixer les mesures d'exécution et de contrôle nécessaires pour empêcher toute tentative de transgression frauduleuse du tarif.

§ 8. Chacune des Hautes Parties contractantes désignera, sur son territoire, les bureaux ouverts à l'importation et à l'exportation des échantillons importés par les voyageurs de commerce.

La réexportation pourra avoir lieu par un bureau autre que celui d'importation.

A l'importation, on devra constater le montant des droits afférant à ces échantillons, montant qui devra, ou être déposé en espèces à la douane d'expédition, ou être dûment cautionné. Les timbres, plombs ou cachets, apposés aux échantillons par les autorités douanières de l'une des Hautes Parties contractantes, seront reconnus comme suffisants par celles de l'autre Haute Partie. Seulement, dans le cas où ces échantillons seraient arrivés sans porter les marques d'indentité susdites, ou bien les marques ne présenteraient pas de garanties suffisantes aux yeux de l'administration intéressée, ils pourront, si cela est possible sans les endommager, être marqués de façon à les reconnaître. Cette opération sera faite gratuitement.

Le bordereau qui sera dressé de ces échantillons, et dont les Hautes Parties contractantes auront à déterminer la forme, devra contenir:

a) l'énumération des échantillons importés, leur espèce et les indications propres à faire reconnaître leur identité;

b) l'indication du droit afférant aux échantillons, ainsi que la mention que le montant des droits a été acquitté en espèces ou cautionné;

c) l'indication de la manière dont les échantillons ont été marqués;

d) la fixation du délai à l'expiration duquel le montant du droit payé d'avance sera définitivement acquis à la douane, ou, s'il a été cautionné, réalisé au moyen de la caution déposée, à moins que la preuve de la réexportation des échantillons, ou de leur mise en entrepôt, ne soit fournie.

Ce délai ne devra pas dépasser une année.

Lorsque, avant l'expiration du délai fixé (*d*), les échantillons seront présentés à un bureau compétent pour être réexportés ou mis en entrepôt, ce bureau devra s'assurer que les objets dont la réexportation doit avoir lieu sont identiquement les mêmes que ceux présentés à l'importation. Lorsqu'il n'y aura aucun doute à cet égard, le bureau constatera la réexportation ou la mise en entrepôt, et restituera le montant des droits déposés en espèces à l'entrée, ou prendra les mesures nécessaires pour décharger la caution.

§ 9. Afin de faciliter, le plus possible, le mouvement, à travers les frontières, du bétail destiné, soit au pâturage ou à l'hivernage, soit aux travaux agricoles, soit aux foires et marchés, les Hautes Parties contractantes sont convenues des dispositions suivantes:

I. L'entrée du bétail conduit aux pâturages, ou aux travaux agricoles, peut se faire, le long de la ligne douanière, par chaque bureau-frontière de douane.

II. Si des circonstances locales rendaient trop onéreux aux propriétaires le passage du bétail destiné aux pâturages, ou aux travaux agricoles, à travers le bureau-frontière de douane, une déclaration préalable d'entrée et de sortie, faite auprès de ce bureau, sera reconnue suffisante; les agents de la garde de finance contrôleront cependant l'entrée et la sortie, sur la base des déclarations fournies par le bureau-frontière douanier.

La garde de finance retournera ces déclarations au bureaux-frontière douanier, après les avoir munies du certificat de la vérification faite.

III. Si le bureau-frontière douanier était situé à une distance trop grande du point d'entrée ou de sortie du bétail en question, ou s'il y manquait des communications suffisantes, et que, pour ces raisons, la déclaration mentionnée sous II ne pouvait être fournie que difficilement, la remise des déclarations d'entrée et de sortie pourra se faire à l'agent de finance qui sera délégué, à cette fin, à la frontière, sur les lieux du passage du bétail, et qui tiendra le registre des admissions.

Les agents chargés par le bureau douanier italien ou autrichien de recueillir les déclarations d'entrée et de sortie, et de faire l'enquête dans un endroit situé au dehors des leur résidence, n'ont droit

qu'aux frais de tournée fixes, ou aux indemnités qui sont prescrites par les règlements de service de leur pays, et ne seront payés qu'une seule fois, pour chaque journée, sans qu'on ait égard au nombre des déclarations ou du bétail.

Ces agents auront à remettre un reçu au porteur de la déclaration.

Si plusieurs propriétaires avaient réuni leur bétail pour le soumettre à l'examen commun, les susdits agents remettront également à un de ceux-ci le reçu en question.

IV. Le bétail qui passera la ligne douanière pour être mené aux pâturages ou à des travaux agricoles, et qui sera reconduit le jour même, ne sera pas soumis au régime douanier; des mesures de surveillance suffisantes seront, cependant, prises afin d'empêcher les abus qui pourraient résulter de ce passage.

V. Il sera constaté, au retour à la frontière douanière, l'identité et le nombre des têtes de bétail. S'il résultait, de cet examen, une différence dans la qualité des bêtes, il sera perçu, à la réexportation pour l'animal remplacé, et à la rentrée pour l'animal remplaçant, les droits prescrits d'entrée.

S'il y a une inégalité dans le nombre des têtes de bétail, on percevra les droits d'entrée, à la réexportation pour le manque, à la rentrée pour le surplus.

On ne percevra pas, cependant, de droit pour les animaux non représentés à la douane, si le manque a été légalement déclaré et s'il est certifié par l'autorité qu'il est la suite d'accidents malheureux.

VI. Si la rentrée ou la réexportation étaient retardées au delà du terme fixé à l'occasion de la déclaration de sortie ou d'entrée l'entrée suivrait le régime général douanier, pourvu que ces retards ne trouvent leur excuse dans des circonstances accidentelles, dûment certifiées par la commune.

VII. Les dispositions énumérées aux n os I, V et VI s'appliquent également au bétail qui est conduit des districts-frontière aux marchés, ou qui passe la ligne-frontière pour l'hivernage.

VIII. La franchise de droit accordée au bétail qui est conduit à travers la ligne douanière, aux pâturages, travaux agricoles, marchés, ou à l'hivernage, s'applique également, dans une quantité proportionnelle, aux produit respectifs. En conséquence, resteront libres de droit:

a) les petit mis bas par les vaches, chèvres, brebis et juments conduites aux pâturages, travaux agricoles, marchés, et à l'hivernage et cela pour autant de têtes qu'auront été notées de bêtes grosses au moment du départ, en tenant compte du temps que ces dernières ont passé hors du district douanier;

b) le fromage et le beurre du bétail rentré des pâturages ou de l'hivernage seront libres, savoir, par chaque jour: *fromage*, par chaque vache 0,29 kg., par chaque chèvre 0,058 kg., par chaque brebis 0,029 kg.; *beurre*, par chaque vache 0,16 kg., par chaque chèvre 0,032 kg.

Il est permis de rapporter en franchise de douane, mais dans un terme de quatre semaines, à compter du jour du retour du bétail, le fromage et le beurre qui ont été produits jusqu'au jour de son retour des pâturages ou de l'hivernage passés dans le district douanier de l'autre pays.

IX. Les employés douaniers à la frontière et les agents de la garde de finance auront à faire observer aux personnes dirigeant le passage, au district-frontière voisin, du bétail conduit aux pâturages, travaux agricoles, marchés et à l'hivernage, qu'elles ont à garder soigneusement le double du document faisant preuve de la déclaration ou de l'admission, ainsi que les reçus délivrés pour l'acquittement de la caution des droits crédités, ces documents devant être reproduits au retour du bétail. Les fonctionnaires susdits auront aussi soin d'informer ces personnes des conséquences de procédés frauduleux.

X. Les certificats à présenter, soit sur l'état-sanitaire du bétail, soit sur l'exemption des districts-frontière de toute maladie contagieuse d'animaux, ne seront exigés qu'en original, et non en traduction.

Ad Art. 11. — Les facilités stipulées à l'article 11 sont soumises aux conditions suivantes:

a) Les marchandises devront être déclarées, au bureau d'entrée, pour passage ultérieur moyennant un certificat de caution et seront accompagnées par une attestation officielle qui prouve le fait et la manière avec lesquelles elles ont été scellées par la douane au lieu d'expédition;

b) La visite aura à constater si ces scellés sont restés intacts et présentent les garanties suffisantes;

c) La déclaration devra se faire conformément aux règlements, en évitant toute irrégularité ou omission qui rendrait nécessaire une visite spéciale, ou qui laisserait soupçonner une tentative de fraude.

On pourra se passer de décharger et de peser les marchandises, dès qu'il ressort pleinement, sans leur déchargement, que les scellés apposés par l'autre Partie se trouvent intacts et présentent des garanties suffisantes.

Ad Art. 12. — § 1. La perception, en Italie, de la taxe intérieure sur les alcools, de même que celle de la surtaxe de douane, auront lieu d'après la quantité réelle et la richesse alcoolique du produit.

A cet effet, dans les fabriques d'alcool indigène traitant l'amidon et autres substances amylacées (telles que céréales, riz, farine, pommes de terre), les résidus de la fabrication ou de la raffinerie du sucre (mélasses, etc.), les betteraves et les topinambours, la constatation de la quantité de la force alcoolique du produit aura lieu, soit ou moyen de l'exercice (c'est-à-dire de la constatation du produit par la surveillance permanente), soit par un instrument spécial dont la convenance technique et financière ait été reconnue, soit enfin au moyen de ces deux systèmes combinés ensemble.

Il est, par suite, entendu que l'Italie se réserve entière liberté à l'égard du système de perception de la taxe intérieure pour les fabriques qui ne traitent que le marc de raisin, les fruits, les racines et le vin.

§ 2. La surtaxe que les bières en fûts ou bouteilles acquittent, à titre d'équivalent de l'impôt intérieur, sera perçue, au choix de l'importateur, soit sur la base de la richesse saccharine ou alcoolique constatée, soit sur celle de 16° au *maximum*.

§ 3. A l'entrée en Italie, les sucres bruts étrangers, qu'ils soient destinés aux raffineries ou non, acquitteront des droits s'élevant au moins aux 4/5 des droits grevant le sucre raffiné étranger.

La protection dont jouit à présent la production du sucre indigène, soit brut, soit raffiné, ne pourra pas être augmentée.

Pandant la durée du régime actuel d'impôt les sucres brut colorés artificiellement payeront le droits du sucre raffiné.

Si, pendant la durée du présent traité, le gouvernement italien se décidait à substituer, dans son régime douanier, le système saccharimétrique à celui des types de Hollande, les dispositions concernant le nouveau régime ne seraient appliquées qu'après les avoir communiquées à l'autre Haute Partie contractante et les avoir adoptées de commun accord.

Ad Art. 16. — Les Hautes Parties contractantes conviennent d'entrer, aussitôt que faire se pourra, en négociation dans le but de régler, de commun accord et par un arrangement spécial, la protection mutuelle des marques de fabrique et de commerce, des dessins industriels, des modèles, ainsi que des brevets d'invention.

Ad Art. 17 *et* 18. — § 1. L'assimilation convenue des navires et de leur cargaison, dans les ports des Hautes Parties contractantes ne s'étend pas:

a) aux primes qui sont concédées, ou seront concédées à l'avenir, aux navires nouvellement construits, en tant qu'elles ne consistent pas dans l'exemption des droits de port ou de douane, ou dans la réduction de ces droits;

b) aux privilèges des sociétés appelées *Yacht-Club*.

§ 2. Tout en maintenant expressément, en principe, pour les sujets du pays le droit exclusif de la pêche le long des côtes, il sera, de part et d'autre, eu égard aux circonstances particulières locales, et

de la part de l'Autriche-Hongrie, eu égard de plus aux concessions faites en retour par l'Italie, réciproquement accordé, par pure exception et pour la durée de ce traité, aux habitants autrichiens ou hongrois et italiens du littoral de l'Adriatique, le droit de pêcher le long des côtes de l'autre Etat, en exceptant cependant la pêche du corail et des éponges, ainsi que celle qui, jusqu'à la distance d'un mille marin de la côte, est réservée exclusivement aux habitants du littoral.

Il est entendu qu'on devra rigoureusement observer les règlements pour la pêche maritime en vigueur dans les Etats respectifs, et surtout ceux qui interdisent la pêche exercée d'une manière nuisible à la propagation des espèces.

Ad Art. 21. — Les embarcations italiennes naviguant sur les eaux intérieures de l'Autriche Hongrie, et, réciproquement, les embarcations autrichiennes ou hongroises naviguant sur les eaux intérieures de l'Italie, seront soumises à la législation du pays en tout ce qui concerne les règlements de police, de quarantaine et de douane.

Ad Art. 24. — Les dispositions de l'article 24, en ce qui concerne le transport direct des marchandises, ne dérogent pas à la convention de Berne du 18 octobre 1890, en tant que celle-ci demeurera en vigueur entre les Hautes Parties contractantes.

II. — *En ce qui concerne le tarif* A

(Droits à l'entrée en Italie).

L'interprétation des positions énumérées dans le tarif *A* se fera d'après leur portée actuelle, en conformité avec le tarif général italien en vigueur au moment de la signature du présent traité, sauf les exceptions qui y ont été stipulées.

1.

Ad n° 2. — Le vin naturel payera le droit afférant au vin si sa force alcoolique ne dépasse pas 15 degrés. S'il contient plus de 15 degrés, il sera assujetti au droit sur le vin, et à l'impôt grevant l'alcool pour chaque degré excédant cette limite.

Les Hautes Parties contractantes choisiront des experts pour étudier et établir, d'un commun accord, les caractères que les vins doivent présenter pour être admis comme tels par les douanes.

2.

Ad n° 4 *b*). — Le *slivovitz* des pays de la Couronne de Saint-Etienne, jusqu'à concurrence de 130 hectolitres par an, est admis au droit réduit de 25 lires l'hectolitre, à la condition que l'origine de ce produit soit justifiée par des certificats délivrés par les autorités compétentes.

3.

Ad n° 4 *c*) et *d*). — Le *mareschino*, jusqu'à concurrence d'une importation annuelle de 130 hectolitres, sera admis au droit de 25 lires le cent s'il est introduit en bouteilles d'une capacité au-dessus d'un demi-litre, mais ne dépassant pas le litre; au droit de 18 lires le cent, si les bouteilles ont une capacité d'un demi-litre ou moins. La surtaxe sera perçue en raison de 70 degrés, sans égard à la force alcoolique effective de la liqueur.

4.

Ad n° 30 *c*). — L'extrait de sumac rentre sous le numéro 30 *c*).

5.

Ad n° 30 *d*). — Est considéré acide acétique impur, ou brut, ou acide pyroligneux brut: l'acide acétique, même limpide comme l'eau, qui contient des substances ayant des odeurs empireumatiques ou bitumineuses provenant de la distillation du bois, et une acidité complexive inférieure à 50 pour cent, calculée en acide acétique pur.

6.

Ad n° 37 *b*). — Le carbonate de magnésie produit dans la vallée de Ledro, jusqu'à concurrence d'une quantité annuelle à déterminer, d'accord, par les administrations douanières des deux Hautes Parties contractantes, est admis au droit réduit de 15 lires les 100 kg., à la condition que l'origine de ce produit soit justifiée par des certificats délivrés par les autorités compétentes.

7.

Ad n° 53 *b*). — Les cartouches vides munies de capsules, ou autres matières fulminantes, rentrent au numéro 53 *b*).

8.

Ad n. 72. — Par laques couleur aniline on entend les combinaisons de l'aniline avec allumine, oxyde d'étain, de plomb ou de fer, sans aucune addition d'huile minérale, ni d'alcool, à l'état sec ou humide en pâte.

9.

Ad cat. V. — Il est convenu que les droits inscrits aux numéros 82 et 86 du tarif *A* n'entreront en vigueur qu'à partir du 1er juillet 1892. Jusqu'à ce terme le *statu quo* pour les fils et tissus de lin, tel qu'il résultait des dispositions du n° IV du protocole final annexé au traité de commerce et de navigation du 7 décembre 1887, est maintenu intégralement.

10.

Ad nn. 82 et 86. — Les droits sur les fils et les tissus de lin, écrus, ne seront, dans aucun cas, plus élevés que ceux sur les fils et les tissus blanchis de la même catégorie.

11.

Ad n° 87 *a*). — Le droit afférant aux toiles fortes de lin, de chanvre ou de jute, rendues imperméables avec des graisses ou avec des produits chimiques, en tant que les toiles mêmes soient déjà confectionnées en couvertures pour marchandises et voitures, est fixé à 30 lires les 100 kg.

12.

Ad n° 94 *c*). — La surtaxe de coûture afférant aux couvertures pour marchandises et voitures, cousues et ajustées avec des boucles, courroies, cordes, etc., est réduite de 50 à 10 pour cent.

13.

Ad n° 111. — Les tissus de coton à jour (*graticolati a foggia di velo*), non façonnés, pesant plus de 3 kilogrammes les 100 mètres carrés, acquittent le droit du tissu uni, selon l'espèce.

14.

Ad n° 135 *b*). — La bonneterie façonnée comprise sous le n° 135 *b*) n'est pas soumise à la surtaxe pour la coûture nécessaire à compléter l'objet.

15.

Ad n° 140 *b*). — Les couvertures ordinaires, dites *schiavine*, de laine passée à la chaux, entièrement blanches ou avec de simples bordures en couleur, sont admises, jusqu'à concurrence de 400 quintaux au *maximum* par an, et sauf réciprocité du traitement à l'entrée des *schiavine* italiennes en Autriche-Hongrie, au droit de 22 lires 50 c. les 100 kg., à la condition que l'origine de ce produit soit justifiée par des certificats délivrés par les autorités compétentes.

16.

Ad n° 142. — Les châles, écharpes et fichus de laine, tissés ou tricotés, imprimés ou non, garnis de franges de matière textile mélangée de soie, la soie dans une proportion inférieure à 12 pour cent, si les franges représentent dans la confection la matière textile plus fortement taxée, payeront le droit afférant aux franges d'après la matière dominant en poids, avec une majoration d'une lire le kg.

La surtaxe pour la simple confection des châles, écharpes et fichus de laine, tissés ou tricotés, imprimés ou non, même garnis de franges, de même que la surtaxe pour la confection des couvertures et tapis en laine, simplement ourlés ou bordés, sont réduites de 50 à 20 pour cent.

Art. 17.

Ad n° 142. — Les châles, écharpes et fichus en tissu de laine, noirs, non brodés avec franges en soie, ou brodés, même en soie, dans un seul coin, avec ou sans franges en soie, seront traités selon l'espèce du tissu, plus une surtaxe de 25 pour cent. Ces articles ne seront pas assujettis à la surtaxe pour la coûture.

18.

Ad n° 142. — Les confections pour hommes et garçons, et les manteaux et jaquettes pour dames, en laine, payeront le droit afférant à la matière la plus fortement taxée dans le cas où cette matière présenterait plus d'un dixième de la superficie totale de l'article confectionné.

Si deux parties ou plus des matières les plus taxées présentaient, dans leur ensemble, plus de 10 pour cent de ladite superficie, l'article payera un droit correspondant à la moyenne arithmétique des droits afférant aux matières les plus taxées qui entrent dans la composition.

19.

Ad n° 160. — La surtaxe pour la confection des fichus, écharpes et cache-nez, noirs ou de couleur, en tissu de soie ou de bourre de soie, façonnés ou non, ourlés, bordés ou garnis de franges, est réduite de 50 à 20 pour cent.

20.

Ad n° 163 *a*). — Sont comprises sous le n° 163 *a*) 2) les planches ou planchettes pour objets d'emballage, les planchettes ou carreaux pour planchers, non marquetés, ni collés, et en général tous objets en bois commun, qui ne sont pas encore des ouvrages fins, même s'ils sont rabotés, rainés ou bouvetés.

Les planches, carreaux et feuilles pour plaquer, en bois commun, rentrent sous le n° 163 *a*) 2) s'ils ont une épaisseur de 2 mm. ou plus.

Les bardeaux et les douves rentrent sous le n° 163 *a*) 1).

21.

Ad n° 163 *b*). — Le renvoi aux positons concernant les bois d'ébénisterie est maintenu d'après le répertoire actuellement en vigueur.

22.

Ad n° 165 *a*). — Les meubles non rembourrés, en bois commun courbé, rentrent sous le n° 165 *a*) 1) même s'il sont combinés avec du bois commun non courbé, avec des ouvrages tressés en paille, rotin et similaires, et avec des parties tournées, perforées ou avec ornements pressés ou produits par la machine à fraiser, non sculptés.

Les meubles non rembourrés, en bois commun non courbé, rentrent sous le n° 165 *a*) 2), même s'ils sont tournés, plaqués en bois commun, perforés, ornementés par pression, ou par la machine à fraiser, et combinée avec des ouvrages tressés en paille, rotin et similaires, pourvu qu'ils ne soient pas sculptés.

Ne sont pas exclus du n° 165 *a*) 1) et 2) les meubles en bois commun, non rembourrés, avec accessoires usuels et non ornementaux en métaux communs, même nickelés.

23.

Ad n° 170. — Les pelles, fourches, râteaux, plats, cuillers, écuelles et autres articles de ménage, manches d'ustensiles et d'outils avec ou sans viroles, les sabots communs en bois et les ustensiles à dessiner (planches, règles et semblables) sont rangés sous le n° 170 *a*) et *b*) 2), selon leur travail.

Les articles compris sous le n° 170 y sont admis même s'ils portent des ferrures, cercles, ou autres accessoires en métal ordinaire.

Les fuseaux, bobines et rochets rentrent au n° 170 *b*) 1), même s'ils sont composés, en partie, de bois d'ébénisterie.

24.

Ad n° 171. — Les boutons de toute sorte, en bois, sont rangés parmi les ouvrages en bois, selo leur travail.

Les boutons de corozzo, et les tuyaux de pipe, de toute sorte, montés avec embouchures en os, en corne ou en bois, rentrent dans les « merceries en bois ».

25.

Ad n° 177 *b*). — Les ouvrages de vannerie fins peuvent être avec des accessoires usuels et non ornementaux en métaux ordinaires, même nickelés.

26.

Ad n° 183. — Le papier blanc ou teint en pâte, coupé pour enveloppes en forme rectangulaire ou autre, est classifié comme le papier blanc ou teint en pâte, en enveloppes (n° 183 *c*).

27.

Ad n° 186 *a*). — Sera considéré comme carton ordinaire le carton en masse, ou formé de couches réunies par compression sans aide de colle. Tout autre carton formé de couches de papier collées les unes aux autres, ou recouvert de papier, sera rangé dans la classe des cartons fins.

Le carton commun ayant un poids au-dessous de 300 grammes au mètre carré, qui présente les caractères du papier d'emballage, sera admis au régime du papier d'emballage.

Les cartons découpés aux bords, en forme rectangulaire, suivent le régime du n° 186.

28.

Ad n° 187. — Sont compris dans les ouvrages en papier et en carton (n° 187) les articles en papier et en carton, avec accessoires en matières différentes, que le répertoire actuellement en vigueur renvoie à ladite position (187), et le papier linge.

Les cartons coupés en morceaux ou pliés, pour ouvrages de carton, sont admis au régime des cartons respectifs, accru de 12 lires les 100 kg.

29.

Ad n° 187. — Les boutons de papier mâché et de matières semblables sont admis au droit de 50 lires les 100 kg.

30.

Ad n° 188. — La musique lithographiée est considérée comme musique imprimée (n° 188).

31.

Ad n° 190 *b*). — Les peaux crues, propres à la pelleterie, rapiécetées ou raccomodées non essentiellement ne rentrent pas sous le n° 192 (ouvrages de pelleterie); elles sont comprises dans le n° 190 *b*).

32.

Ad n° 192. — Les collets, boas, bonnets, bérets, de fourrure (sauf les bonnets et bérets garnis pour dames), avec doublure, rubans, cordons de soie ou autres garnitures, rentrent sous la position 192.

33.

Ad n° 201 *b*) 2. — Il n'est pas tenu compte, pour la classification des tuyaux en fonte, de la circonstance qu'ils se présentent déjà goudronnés.

34.

Ad n° 206 *a*) et *b*). — Le droit de 10 lires, fixé pours les clous forgés de fer ou d'acier, est applicable même s'ils sont polis à la machine ou bleuis au four.

35.

Ad n° 206. — Les coffres-forts (*casse forti, forzieri*) rentrent sous le n° 206 *a*) et *b*) 2, même s'ils ont des accessoires usuels et non ornementaux brunis ou garnis d'autres métaux, même dorés.

36.

Ad n° 206 *b*) 2. — La vaisselle (poêles et semblables) en tôle de fer de toute épaisseur, dépolie seulement à l'intérieur, est admise au droit de 16 lires 50 c. les 100 kg.

37.

Ad n° 209 *a*) et *b*). — L'acier trempé est assimilé à l'acier non trempé.

38.

Ad n° 224. — Les chaînes de montres, boucles, dés et agrafes; les chaînettes et cercles pour clefs; de même que les montures, serrures, garnitures et fermoirs pour portemonnaies et sacs; tous ces articles en fer et en acier, brunis, sont admis au droit de 80 lires les 100 kg.

39.

Ad n° 234. — Les ouvrages en argent plaqués d'or sont traités comme ouvrages en argent doré, non pas comme ouvrages d'or.

40.

Ad n°s 252, 253, 254 et 255. — Les pipes en argile, faïence (majolique) ou porcelaine, même avec cercles ou couvercles en métaux communs non dorés, ni argentés, sont assimilées aux ouvrages en terre, faïence ou porcelaine.

Les couvercles et autres accessoires en alliages de nickel, avec lesquels ces pipes peuvent être montées, ne sont pas considérés comme métaux argentés.

Ces mêmes objets, avec cercles ou couvercles en métaux communs argentés, rentrent sous le n° 329 *a*) (mercerie commune).

41.

Ad n° 253. — La poterie connue sous la dénomination de *Braun*

geschirr, produite à Znaim, Krummnussbaum et Cilli, décorée ou non, est admise au droit réduit de 3 lires les 100 kg., jusqu'à concurrence de 1000 quintaux par an, à la condition que l'origine de ce produit soit justifiée par des certificats délivrés par les autorités compétentes.

42.

Ad nos 254 et 255. — Toutes variétés de moulage, y compris les ornementations en pâte, sont indifférentes au point de vue de la classification.

43.

Ad n° 258. — Les verres et cristaux qui portent la marque ou le nom de la fabrique, une plaque en verre, ou une incision, pour indiquer la capacité, ne sont pas exclus du n° 258 *a*).

Les ouvrages de verre et de cristal simplement soufflés, ou moulés, rentrent sou le n° 258 *a*), même s'ils ont le bord, le fond, ou le bouchon passé à la meule ou dépoli.

Les ouvrages de verre et de cristal considérés par le n° 258 *b*), peuvent être gravés entièrement ou en partie.

44.

Ad n° 258 *b*) et *c*). — La verre creux blanc, ou de couleur, simplement soufflé, non taillé, non poli, ni passé à l'émeri on gravé, argenté à l'intérieur, même recouvert à l'extérieur, eu tout ou en partie, d'un vernis jaune, ou de décorations en peinture grossière (boules pour jardins, chandeliers, vases, coupes, salières et semblables), est admis au droit de 12 lires le 100 kg.

45.

Ad n° 259. — Les bouteilles de n'importe quelle forme, contenant de l'eau minérale ou de la bière, acquittent le droit des boutelles ordinaires non remplies.

46.

Ad n° 265. — Le malt est sujet au régime douanier de l'orge; les légumes secs à celui des *granaglie altre* (265 *b*).

47.

Ad n° 274. — L'amidon de pommes de terre, la dextrine et la fécule de pommes de terre torréfiée non comprises, est assujetti au régime des fécules.

48.

Ad n° 284 *a*). — Les choux de toute sorte, salés ou mis dans du vinaigre, provenant du Tyrol, avec certificat d'origine, sont admis au droit réduit de 2 lires les 100 kg.

49.

Ad nos 294, 295, 296, 297, 298 et 299. — Si l'Italie obtient une réduction des droits d'importation sur le bétail en France, elle s'engage à réduire, dans la même mesure, ses droits sur le même article à faveur de l'Autriche-Hongrie.

50.

Ad n° 301 *b*). — Le droit réduit de 5 lires les 100 kg. est admis, jusqu'à la concurrence de 4000 quintaux au *maximum* par an, pour la *castradina*, viande desséchée et salée (*gepöckelt*) de mouton ou autre bétail de race ovine. L'application de ce droit réduit est, cependant, subordonnée à la production de certificats d'origine.

51.

Ad n° 306 *c*). — Les sardelle (*Clupea sardina, C. pilchardus, C. papalina*), acciughe (*Engraulis enchrasicholus*), boiane (*Gadus minutus*), scoranze (*Alburnus alborella*), sgombri (*Scomber scombrus*), lanzarole (*Scomber colias*), angusigole (*Belona rostrata, Belona acus*), maride (*Maris vulgaris, Maëna vulgaris*), bobi (*Box vulgaris*) et suri (*Trachurus trachurus*), salés, sont admis en franchise de droits.

Est aussi admise en franchise de droits la saumure importée séparément, mais en même temps que les poissons, jusqu'à la concurrence de 10 pour cent du poids de poissons.

52.

Ad n° 311. — Le *brindza*, sorte de fromage de brebis ou de chèvre, à pâte peu cohérente, acquitte le droit de 3 lires les 100 kg., à la condition que l'origine de ce produit de l'Autriche-Hongrie soit prouvée par des certificats délivrés par les autorités compétentes. La quantité à introduire en Italie, à ce droit réduit, ne pourra pas dépasser, par an, 800 quintaux au *maximum*.

53.

Ad n° 326 *b*). — Les boutons d'os et de corne sont admis au droit de 50 lires les 100 kg.

54.

Ad n° 329. — Les porte-feuilles, porte-monnaies, porte-cigares, livrets pour notes et semblables ouvrages en cuir de toute sorte, y compris le cuir de Russie, montés en métaux communs non dorés, ni argentés, sont assimilés à la mercerie commune. Les accessoires en alliage de nickel, dont ces objets peuvent être fournis, ne sont pas considérés comme métaux argentés.

55.

Ad n° 337 *b*). — Les chapeaux de feutre ordinaires, non garnis, à l'usage des paysans, sont admis, à leur entrée en Italie, passant par les points-frontière du Tyrol, au droit réduit de 15 centimes la pièce, à la condition que l'origine de ce produit du Tyrol soit prouvée par des certificats délivrés par les autorités compétentes.

56.

L'application des marques ou des noms de fabrique sur les marchandises n'exerce aucune influence sur le traitement douanier.

III. — *En ce qui concerne le tarif* B (*droits à l'entrée dans le territoire douanier austro-hongrois*).

L'interprétation des positions énumérées dans le tarif *B* se fera d'après leur portée actuelle en conformité avec le tarif général austro-hongrois en vigueur au moment de la signature du présent traité, sauf les exceptions qui y ont été stipulées.

1.

Ad n° 64. — Les graines de vers à soie resteront exemptes.

2.

Ad n° 70. — L'huile de noyaux de palme, solide, rentre dans le n° 70.

3.

Ad n° 73. — Ne sont pas compris sous le n° 73 les vernis à l'huile.

4.

Ad n° 77. — Le vin connu sous le nom de *vermouth* suit le régime des vins purs, appliqué aux autres Etats qui jouissent du traitement de la nation la plus favorisée.

5.

Ad n° 77. — Dans les cas où, pendant la durée du traité, un droit de 5 francs 77 c., ou moindre, était établi à l'entrée des vins, en Italie, ce droit sera appliqué à tous les vins provenant de l'Autriche-Hongrie; et l'Autriche-Hongrie, dans ce cas, s'engage à accorder, *ipso facto*, aux vins italiens, les faveurs spéciales mentionnées au n° 5. III. en ce qui concerne le tarif *B* (droits à l'entrée en Autriche-Hongrie) du protocole final du traité de commerce et de navigation du 27 décembre 1878. Le droit serait, dans ce cas, de 3 fl. 20 kr. les 100 kilogrammes, et devrait s'appliquer aux vins importés en Autriche-Hongrie, soit par voie de terre, soit par mer, en fûts et futailles.

6.

Ad n° 84. — Les cervelats et les *salami* sont compris sous le n° 84, avec le droit réduit de 16 fl.

7.

Ad n° 85. — Les fromages qui sont une spécialité de l'Italie, savoir le *stracchino*, le *gorgonzola*, le *parmigiano* seront admis en Autriche-Hongrie, moyennant certificats d'origine, délivrés par les autorités compétentes, au droit de 5 fl. les 100 kg.

8.

Ad n° 87. — Les poissons en saumure rentrent sous le n° 87.

9.

Ad n. 88. — Ne rentrent pas sous le n° 88 les poissons y indiqués, en tant qu'ils seront présentés en boîtes de fer blanc et similaires, hermétiquement fermées, de même que ces articles autrement préparés ou confits en boîtes, bouteilles, verres et similaires.

10.

Ad n°s 92 et 93. — Les biscuits (*cakes*), pain d'épice et oublies rentrent sous les nn. 92 et 93.

11.

Ad n° 102. — Ne sont compris dans les pierres sciées inscrites au n° 102 que les pierres qui montrent un travail avec la scie sur trois côtés au plus.

12.

Ad n° 103 *b*) 2. — Le manganèse et la craie blanche, moulus ou lavés, seront admis en franchise de droit d'après le n° 103 *b*) 2.

13.

Ad n°s 106 et 107. — Ne rentrent pas sous les n°s 106 et 107 les eaux et huiles y énumérées, en tant qu'elles seront présentées dans des récipients avec étiquettes, instrucitons pour l'usage et similaires, par lesquelles elles sont caractérisées comme parfumeries.

14.

Ad n° 113. — L'indigo artificiel, de la même composition que l'indigo naturel, sera tarifé comme ce dernier.

15.

Ad n° 146. — Sous les guipures rentrant sous le n° 146 et étant soumises au droit des dentelles on n'entendra pas les guipures tissées ou tricotées; ces deux espèces de guipures rentrent dans la passementerie ou dans la bonneterie inscrites au n° 147.

16.

Ad n° 169 *b*). — Seront reconnues comme étoffes de soie pure, unies et armures, celles qui présentent une surface unie et régulière, formée simplement par un croisement de fils de chaîne et de trame, se répétant d'après un certain nombre limité de fils, et qui peuvent être fabriquées par l'emploi simultané de plusieurs lisses, c'est-à-dire les taffetas et toutes les armures, comme: satins, sergés, surahs, merveilleux, ottomanes, marquises, gros de Suez, failles françaises, lévantines, reps, gros de Tours, armures-piquets, etc. Toutes les étoffes qui ne présentent pas une surface unie et régulière et sont formées par la combinaison de deux ou plusieurs différentes armures séparées, soit par des effets de chaîne (comme les pékins), soit par des effets de trame (comme tous les barrés), et en outre, toutes les étoffes quadrillées et barrées montrant des effet produits par différentes trames, les moirés, les gauffrés et toutes les étoffes imprimées (soit sur chaîne, soit sur étoffe), rentrent parmi les façonnés.

On considère façonnées toutes les étoffes qui montrent et présentent un dessin formé par toute espèce de combinaison d'un nombre illimité de fils de chaîne et de trame, et qui sont fabriquées par la machine Jacquard. Les velours de toute sorte, les rubans et les gazes seront traités comme les façonnés.

17.

Ad n° 170. — On entend sous étoffes de demi-soie, non seulement les tissus mélangés de soie (y compris la soie Tussah) et de coton, mais encore les tissus mélangés de soie (y compris la soie Tussah) et de laine, ainsi que ceux fabriqué de soie (y compris la soie Tussah) et de matières textiles mélangées.

18.

Ad n° 175 *a*). — Un droit réduit de 2 kr., la pièce, est accordé aux chapeaux de paille grossiers non garnis, originaires de la Vénétie, importés en Autriche-Hongrie par la frontière entre Ala et Cormons, à la condition que leur origine soit prouvée au moyen de certificats délivrés par les autorités compétentes.

19.

Ad n° 191. — Le papier à lignes transparentes (réglé dans la pâte) n'est pas considéré comme du papier pressé (n° 192 *a*), mais sera tarifé comme le papier réglé d'après le n° 191.

20.

Ad n° 195. — Les poupées ou parties de poupées, en pâte de papier, finies, peintes, laquées, même en combinaison avec d'autres matières, en tant qu'elles ne rentrent pas dans les ouvrages de cuir ou dans la mercerie plus fortement taxés, ne bénéficient pas du droit réduit conventionnel, mais sont soumises au droit inscrit au n° 195 du tarif général austro-hongrois.

21.

Ad n° 214. — Le cuir à semelle, produit de la Vénétie et de la province limitrophe de Brescia, pourra être introduit en Autriche-Hongrie au droit reduit de 8 florins les 100 kilogrammes, à titre de trafic-frontière, dans la quantité *maximum* de 2,000 quintaux par an, à la condition qu'il soit accompagné d'un certificat d'origine.

22.

Ad n°s 220 et 221. — Les imitations des pelleteries fines, obtenues au moyen de l'apprêt ou de la teinture des pelleteries ordinaires, seront traitée comme pelleteries ordinaires, aux droits réduits inscrits aux n°s 220 *a*) et 221 *a*).

La pelleterie artificielle de toute sorte, faite de plumes, sera tarifée d'après le droit inscrit au n° 221 *b*) du tarif général austro-hongrois.

23.

Ad n° 241. — Les articles connus sous la dénomination de verrerie de Venise, tel que perles, *conterie*, rentrent sous le n° 241, même s'ils sont passés sur des fils pour faciliter leur emballage et leur transport.

24.

Ad n°s 240, 241 et 242. — La verrerie iridescente sera tarifé comme verrerie de couleur.

25.

Ad n° 243. Les *conterie* de Venise (émaux, larmes de verre, perles, verre filé) rentrent au n° 243 avec le droit de 12 florins, même si elles sont en union avec le caoutchouc, le cuir et les métaux non précieux, ni dorés, ni argentés.

26.

Ad n° 245 *c*). — Les crayons d'ardoise naturelle, recouverts de papier, seront traités d'après le n° 245 *c*).

27.

Ad n° 249 *bis*. — Les tuiles cannelées, vernissées ou non (*Dachfalzziegel*), produites dans la Vénétie, jusqu'à concurrence de 25,000 quintaux par an, jouiront à titre de faveur de trafic-frontière, de la franchise des droits, pourvu qu'elles soit accompagnées de certificats d'origine.

28.

Ad n° 254. — La poterie en argile ordinaire, même lavée, de la Vénétie, vernissée, même avec une décoration grossière de fleurs et semblable de plusieurs couleurs, est assimilée, à titre de faveur de trafic-frontière, au n° 252 *b*), à la condition que son origine soit certifiée par les autorités compétentes.

29.

Ad n° 256. — Les cruches en grès avec couvercles de métaux communs non dorés, ni argentés, seront tarifées, comme la poterie combinée d'autres matières, au droit réduit du n° 256, pourvu que le poids du couvercle ne dépasse pas le poids de la cruche.

30.

Ad n° 259 *a*). — Le fer en barres, plates, à profil bombé aux côtés, étroites, rentre dans le fer non façonné.

Sont entendus sous le terme: « *Zaggel aus abgeschweissten Schweisseisen* » les *Zaggel* produits au moyen de la soudure des loupes des milbars, des paquets de fer ébauché au laminoir (*Rohschienenpackete*) ou des paquets de débris de fer (dits *Schwitzpackete*).

31.

Ad n° 271. — Les ouvrages de fer et d'acier, finement matés, damassés (ornementés) ou gravés, non spécialement dénommés, acquitteront le droit inscrit au n° 271 pour les ouvrages de fer et d'acier polis.

32.

Ad n° 298. — La franchise des droits pour les instruments de précision pour usages scientifiques est accordée, non seulement à des instituts publics, mais encore à toute personne qui prouve, par un certificat de l'autorité compétente, que les instruments à importer sont destinés pour servir dans ses études scientifiques, à l'exclusion toutefois de leur emploi dans un métier, dans une profession ou dans le commerce.

33.

Ad n° 323. — Jouiront du droit concédé pour les lessives pour

blanchir, non seulement le hypochlorite de soude (eau de de Labarraque) et le hypochlorite de potasse (eau de Javelle), mais encore les solutions aqueuses de potasse et de soude caustiques, de bisulfite de chaux et de sulfite de soude, ou de l'acide sulfureux, de même que le bioxyde d'hydrogène.

34.

Ad n° 328. — L'amidon brillant ou l'amidon double, c'est-à-dire l'amidon préparé avec la stéarine, le borax, la cire et d'autres matières, rentre dans le n° 328, pourvu qu'il ne soit pas parfumé.

35.

Ad n^{os}. 348 et 349. — Les reliures appartenant à la mercerie sont, entre autres, les reliures en soie, en velours, en ivoire, en écaille. Les livres, y compris ceux à estampes ou à images, s'il sont reliés en toile ou en cuir, seront admis en franchise.

Les impressions et la dorure sur tranches sont indifférentes au point de vue de la tarification des livres reliés.

Il est entendu, de même, que les reliures qui d'après leur nature ne sont pas rangées dans la mercerie ne seront pas soumises au régime de la mercerie pour la seule raison qu'elles portent des fermoirs et des garnitures en métaux communs, finement dorés ou argentés. Il ne sera donc pas tenu compte de ces accessoires dans la tarification.

IV. — *En ce qui concerne le Cartel de douane.*

Ad Art. 7. — Suivant les dispositions en vigueur, les marchandises étrangères, qui n'ont pas été soumises au traitement douanier, ne peuvent être déposées, dans les districts-frontière des deux territoires douaniers, que dans les lieux où se trouvent des bureaux de douane, et là seulement dans les magasins de douane ou, du moins, sous un controle suffisant pour empêcher des abus. Il est convenu que, aussi longtemps que ces dispositions resteront en vigueur, il suffira, pour l'exécution des stipulations contenues à l'article 7, que les autorités douanières des Hautes Parties contractantes soient chargées de contrôler dans les districts-frontière, conformément aux lois, les dépôts de ce genre, de même que les provisions de marchandises étrangères nationalisées et de marchandises indigènes, en ayant également soin des intérêts fiscaux de l'autre Partie.

Ad Art. 17. — Le droit de remettre ou d'atténuer les peines auxquelles l'inculpé a été condamné par suite du procès instruit conformément à l'art. 14, ou qu'il s'est offert spontanément à subir, appartient à l'Etat dont les tribunaux ont prononcé la condamnation ou sont saisis de cet offre. Toutefois, avant de prononcer la remise ou l'atténuation de ces peines, on donnera aux autorités compétentes de l'Etat dont les lois ont été lésées l'occasion d'exprimer leur avis sur la matière.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les deux Hautes Parties contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du traité, auquel il se rapporte, a été dressé, en double expédition, à Rome, le 6 décembre 1891.

(*L. S.*) Rudinì. (*L. S.*) v. Bruck.

(*L. S.*) G. Malvano.
(*L. S.*) N. Miraglia.
(*L. S.* B. Stringher.
(*L. S.*) A. Monzilli.

(Formulaire).

Carte de légitimation industrielle pour voyageurs de commerce

Valable pour l'année 18 . .

Il est certifié par la présente que le sieur N. . . .
. . . . fait le commerce (possède une fabrique) de . . . .
sous la raison sociale . . . .
est au service de la maison de commerce. . . . . .
en qualité de voyageur de commerce et que cette maison fait le commerce (possède une fabrique) de . . . .
à . . . .

Le sieur N. . . . .
désirant recueillir des commandes et faire des achats de marchandises pour le compte de la susdite raison sociale ainsi que pour celui des raisons sociales suivantes :
. . . .

de la { la Monarchie austro-hongroise / le Royaume d'Italie }

il est certifié, en outre, que l . . . . dite . . . . . .
raison . . . . sociale . . . . acquitte . . . . .
dans son (leur) pays les droits réglementaires pour l'exercice de son (leur) commerce.

Le porteur de la présente carte de légitimation est autorisé à recueillir des commandes et à faire des achats de marchandises, mais exclusivement en voyageant et seulement pour compte de . . . .
dite . . . . raison . . . . . . Il pourra porter avec lui des échantillons, mais non des marchandises. En recueillant des commandes et en faisant des achats, il aura à se conformer aux règlements en vigueur dans chaque Etat pour les voyageurs de commerce de la nation la plus favorisée, et il devra toujours être muni de la carte de légitimation.

(Endroit, date, signature et sceau de l'autorité qui délivre la carte)
. . . .

(Signalement, domicile et signature du voyageur de commerce).
. . . .

TRATTATO

di commercio, dogana e navigazione tra l'Italia e la Germania

Sua Maestà il Re d'Italia da una parte, e Sua Maestà l'Imperatore di Germania, Re di Prussia, in nome dell'Impero germanico, dall'altra, mossi dal desiderio di rendere più intime le relazioni di commercio e di traffico tra i due paesi, hanno risoluto di sostituire al vigente trattato di commercio e di navigazione del 4 maggio 1883 un nuovo trattato di commercio, dogana e navigazione, il quale, per più lunga durata, fornisca una solida base alle esigenze del reciproco scambio di prodotti del suolo e dell'industria, ed in pari tempo assicuri opportuni punti di rannodamento per una correlativa definizione convenzionale dei reciproci rapporti commerciali con altri Stati; ed hanno, a questo scopo, fatto aprire trattative e nominato a Plenipotenziari:

Sua Maestà il Re d'Italia:

Sua Eccellenza Antonio Starrabba, marchese di Rudinì, cavaliere gran croce decorato del gran cordone degli ordini dei SS. Maurizio e Lazzaro e della Corona d'Italia, decorato della medaglia d'oro al valore militare, deputato al parlamento, suo presidente del consiglio, ministro degli affari esteri,

Giacomo Malvano, grande ufficiale degli ordini dei SS. Maurizio e Lazzaro e della Corona d'Italia, decorato dell'ordine prussiano della Corona di 1ª Classe, consigliere di Stato, segretario generale del ministero degli affari esteri,

Nicola Miraglia, grande ufficiale degli ordini dei SS. Maurizio e Lazzaro e della Corona d'Italia, direttore generale dell'agricoltura al ministero di agricoltura, industria e commercio,

Bonaldo Stringher, commendatore dell'ordine della Corona d'Italia, ufficiale dell'ordine dei SS. Maurizio e Lazzaro, ispettore generale al ministero delle finanze,

Antonio Monzilli, commendatore degli ordini dei Santi Maurizio e Lazzaro e della Corona d'Italia, direttore del commercio al ministero di agricoltura, industria e commercio;

E SUA MAESTÀ L'IMPERATORE DI GERMANIA, RE DI PRUSSIA:

Sua Eccellenza Eberardo conte di Solms-Sonnewalde, decorato degli ordini prussiani dell'Aquila Rossa di 1ª classe, della Corona di 1ª classe e della croce di ferro di 2ª classe, cavaliere gran croce decorato del gran cordone dell'Ordine dei SS. Maurizio e Lazzaro, Suo consigliere intimo attuale, Suo ambasciatore straordinario e plenipotenziario presso Sua Maestà il Re d'Italia,

i quali dopo essersi reciprocamente comunicato i loro pieni poteri, trovati in buona e debita forma, hanno conchiuso il seguente trattato di commercio, dogana e navigazione:

Art. 1. Vi sarà piena ed intera libertà di commercio e di navigazione fra le Parti contraenti.

I sudditi di ciascuna delle Parti contraenti godranno nel territorio dell'altra; degli stessi diritti, privilegi e favori di ogni specie, in materia di commercio, d'industria e di navigazione che spettano o spetteranno ai nazionali o ai sudditi della nazione più favorita; e non saranno assoggettati ad imposte, tasse, restrizioni o pesi, generali o locali, di qualsivoglia natura, diversi o più onerosi di quelli, ai quali sono o saranno sottoposti i nazionali ed i sudditi della nazione più favorita.

Le disposizioni precedenti non si applicano ai farmacisti, ai sensali pubblici, ai merciai ambulanti ed alle persone che esercitano un'industria esclusivamente ambulante; questi industriali godranno lo stesso trattamento dei sudditi della nazione più favorita, i quali esercitino la stessa professione.

Art. 2. I sudditi di ciascuna delle Parti contraenti godranno, nel territorio dell'altra parte, di tutti i diritti civili (non compresi i diritti politici) accordati senza limitazione e senza distinzione ai nazionali del paese.

Essi avranno, per conseguenza, al pari dei nazionali, il diritto di acquistare e di possedere ogni specie di beni mobili od immobili, come pure di disporne per vendita, permuta, donazione, testamento, od in altro modo, come pure quello di raccogliere successioni testamentarie o legittime.

In niuno, poi, di questi casi saranno assoggettati a tasse od imposizioni altre o più elevate di quelle cui vanno soggetti i nazionali.

Art. 3 I tedeschi in Italia e gli italiani in Germania saranno interamente liberi di regolare i loro affari come i nazionali, sia in persona, sia per mezzo di un intermediario scelto da loro stessi, senza essere obbligati a pagare ricompense od indennità a persone intermediarie quando non vorranno servirsene, e senza essere, sotto questo rapporto, assoggettati a restrizioni diverse da quelle che le leggi generali del paese stabiliscono.

Essi avranno libero accesso presso i tribunali, così per rivendicare come per difendere i loro diritti: essi godranno sotto questo rapporto, di tutti i diritti ed immunità dei nazionali, e potranno, al pari di questi, servirsi, in tutte le cause, di avvocati, procuratori od agenti ammessi dalle leggi del paese.

Art. 4. I sudditi di ciascuna delle Parti contraenti saranno esenti, sul territorio dell'altra Parte, da ogni servizio militare, tanto nell'esercito regolare e nell'armata, quanto nella milizia o guardia nazionale.

Essi saranno, del pari, esenti da qualsiasi funzione ufficiale obbligatoria, giudiziaria, amministrativa o municipale, da ogni requisizione o prestazione militare, come pure dai prestiti forzosi o da altri oneri che potessero essere imposti per iscopi di guerra, od in seguito di altre circostanze straordinarie. Tuttavia saranno eccettuati gli oneri che sono connessi col possesso o con la locazione di immobili e le prestazioni o requisizioni militari, alle quali i nazionali ed i sudditi della nazione più favorita possono, come proprietarii o locatarii di beni immobili, essere chiamati a concorrere.

Essi non potranno, nè personalmente, nè per le loro proprietà mobiliari ed immobiliari, essere assoggettati ad altri obblighi, restrizioni, tasse ed imposte, salvo quelli a cui saranno assoggettati i nazionali.

Art. 5. Se negozianti di una delle Parti contraenti viaggiano essi stessi, o fanno viaggiare, nel territorio dell'altra Parte, i loro commessi, agenti od altri rappresentanti, tanto allo scopo di fare acquisti o di ricevere commissioni, con o senza campioni, quanto altresì nell'interesse generale dei loro affari commerciali ed industriali, questi negozianti, od i loro rappresentanti suddetti, non potranno, per questo motivo, essere assoggettati ad alcun aumento di imposte o di tasse, purchè la loro qualità di viaggiatori di commercio sia giustificata da un certificato di legimittimazione, rilasciato dalle autorità competenti del proprio paese.

Gli oggetti passibili di dazio di dogana, che sono importati, come campioni, da mercanti, industriali e viaggiatori di commercio, saranno ammessi, da una parte e dall'altra, in esenzione di dazii d'entrata e di uscita, a condizione però che tali oggetti siano riesportati, senza essere stati venduti, entro il termine stabilito dalle leggi del paese, e con la riserva dell'adempimento delle formalità doganali necessarie per la riesportazione o la riammissione in deposito.

La riesportazione dei campioni dovrà essere garantita, nei due paesi, immediatamente alla prima località di entrata, sia mediante deposito dell'ammontare dei dazi doganali rispettivi, sia mediante cauzione.

Art. 6. Le Parti contraenti s'impegnano a non impedire il commercio reciproco fra i due paesi con alcun divieto d'importazione, d'esportazione o di transito, che non sia applicabile, nel tempo stesso, od a tutte le altre nazioni, od a quelle altre nazioni che si trovassero in circostanze identiche.

L'esportazione di provvigioni da guerra può nondimeno in circostanze straordinarie, essere vietata, senza riguardo alle precedenti disposizioni.

Art. 7. I prodotti del suolo o dell'industria d'Italia, enumerati nella tariffa *A*, annessa al presente trattato, saranno ammessi, alla loro importazione in Germania, alle condizioni stabilite da questa tariffa.

I prodotti del suolo o dell'industria di Germania, enumerati nella tariffa *B*, annessa al predente trattato, saranno ammessi, alla loro importazione in Italia, alle condizioni stabilite da questa tariffa.

Ciascuna delle due Parti contraenti s'impegna, per quanto concerne l'importazione e l'esportazione delle merci denominate e non denominate nel presente trattato, a far profittare senz'altro ed immediatamente l'altra Parte di ogni favore, di ogni privilegio o riduzione nei dazii di entrata e d'uscita, che una di esse avesse accordato od accordasse ad una terza Potenza.

Art. 8. I certificati d'origine, come pure tutti gli altri certificati richiesti dalla dogana per un interesse fiscale, di igiene o di preservazione, saranno rilasciati e legalizzati gratuitamente dalle autorità rispettive.

Art. 9. Quanto all'ammontare, alla garanzia ed alla riscossione dei dazi d'importazione e di esportazione, come pure per rispetto al transito, al deposito doganale, alle tasse locali ed alle formalità, al trattamento ed alle spedizioni in dogana, e per quanto concerne i diritti interni di consumo e le accise d'ogni specie, che fossero riscossi per conto dello Stato, d'un comune o d'una corporazione, ciascuna delle Parti contraenti, s'impegna a far profittare l'altra d'ogni favore, d'ogni privilegio o ribasso nelle tariffe, che una di esse potesse aver accordato ad una terza Potenza.

Del pari, ogni agevolezza od immunità concessa più tardi ad una terza Potenza sarà estesa immediatamente e senza condizioni all'altra Parte contraente.

Art. 10. I diritti interni riscossi per conto dello Stato, di comuni o di corporazioni, che colpiscono o colpiranno la produzione, la fabbricazione od il consumo di un prodotto nel territorio di una delle Parti contraenti, non colpiranno, sotto alcun pretesto, i prodotti dell'altra Parte, nè in misura più elevata, nè in modo più oneroso, dei prodotti similari indigeni.

Art. 11. Saranno considerate navi tedesche od italiane tutte quelle che saranno riconosciute per navi tedesche secondo le leggi dell'Impero germanico, o navi italiane secondo le leggi italiane.

Art. 12. Le merci di qualsivoglia natura e provenienza, la cui importazione, esportazione, transito o deposito potranno aver luogo, nel

territorio di una delle Parti contraenti, per mezzo di navi nazionali, potranno esservi ugualmente importate, esportate, passare in transito od essere messe in deposito, per mezzo di navi dell'altra Parte, senza essere sottoposte ad altri o più forti diritti di dogana, nè ad altre o più forti restrizioni, e col godimento degli stessi privilegi, riduzioni, benefizi e restituzioni, che sono in vigore per le merci alla loro importazione, esportazione, transito od al loro deposito, per mezzo di navi nazionali.

Art. 13. Le navi di una delle Parti contraenti, che entreranno in zavorra, o cariche, nei porti dell'altra, o che ne usciranno, qualunque sia il loro luogo di partenza o quello di loro destinazione, saranno trattate, in ogni rispetto, sullo stesso piede delle navi nazionali. Esse non saranno assoggettate, così all'entrata come durante il soggiorno e all'uscita, a diritti di faro, di tonnellaggio, di pilotaggio, di porto di rimorchio, di quarantena, od altri diritti sul corpo della nave, di qualsivoglia denominazione, percepiti in nome ed a profitto dello Stato, di pubblici funzionari di Comuni o di corporazioni qualsiansi, altri o più elevati di quelli che sono attualmente, o potranno in seguito essere imposti ai bastimenti nazionali.

Per quanto riguarda il collocamento delle navi il loro, caricamento e scaricamento nei porti, rade, seni e bacini, ed in generale per tutte le formalità e disposizioni alle quali possono essere sottoposte le navi di commercio, il loro equipaggio ed il loro carico, è convenuto che non sarà accordato alle navi nazionali alcun privilegio, nè alcun favore che non lo sia egualmente alle navi dell'altra Parte, essendo volontà delle Parti contraenti che anche a questo riguardo i loro bastimenti siano trattati sul piede di una perfetta eguaglianza.

Art. 14. Quanto al cabotaggio, ciascuna delle Parti contraenti avrà diritto, per le sue navi, a tutti i favori e privilegi che l'altra ha accordato od accorderà; a questo riguardo, ad una terza Potenza, a condizione che essa accordi alle navi dell'altra Parte gli stessi favori e privilegi nel suo territorio.

Le navi di ciascuna delle Parti contraenti, entrando in uno dei porti dell'altra, sia per completarvi il loro carico, sia per sbarcarne una parte, potranno, conformandosi però alle leggi ed ai regolamenti del paese, conservare a bordo quella parte di carico che fosse destinata ad un altro porto, sia dello stesso, sia d'un altro paese, e riesportarlo, senza essere costretti a pagare tasse per questa parte del carico, salvo i diritti di sorveglianza, i quali, d'altronde, non potranno essere percepiti che nella misura stabilita per la navigazione nazionale.

Art. 15. Il presente trattato è applicabile ai paesi o parti di paese che sono attualmente o saranno in avvenire compresi in una unione doganale con una delle Parti contraenti.

Art. 16. Il presente trattato è destinato a sostituire il trattato di commercio e di navigazione conchiuso fra l'Italia e l'Impero germanico il 4 maggio del 1883.

Esso entrerà in vigore il 1° febbraio 1892 e vi resterà fino al 31 dicembre 1903.

Nel caso in cui nessuna delle Parti contraenti non avesse notificato dodici mesi prima della scadenza di questo termine, la sua intenzione di farne cessare gli effetti, esso resterà obbligatorio fino allo spirare di un anno a partire dal giorno in cui l'una o l'altra delle due Parti contraenti l'avrà denunciato.

Art. 17. Il presente trattato sarà ratificato e le ratifiche ne saranno scambiate a Roma il più presto possibile.

In fede di che, i Plenipotenziari rispettivi l'hanno firmato e vi hanno applicato il sigillo delle loro armi.

Fatto a Roma, addì 6 dicembre 1891.

(*L. S.*) RUDINÌ (*L. S.*) GR. E. SOLMS.
(*L. S*) G. MALVANO.
(*L. S.*) N. MIRAGLIA.
(*L. S.*) B. STRINGHER.
(*L. S.*) A. MONZILLI.

Tariffa A. — Dazi all'entrata in Germania.

NUMERO della tariffa tedesca	Denominazione delle merci	UNITÀ	DAZIO
			Mark.
ex 1 b)	Crusca; germi di orzo tallito.	—	esenti
2 c)	Filati di cotone, non misti o misti con lino, seta, lana od altre materie tessili vegetali od animali:		
4	a tre o più capi ed a semplice o doppia torsione, greggi, imbianchiti, tinti .	100 chil.	48 —
5	a due capi ed a doppia torsione, greggi, imbianchiti, tinti; compreso il filo da cucire di cotone d'ogni sorta, preparato per la vendita al minuto .	»	70 —
d)	Merci di cotone puro o misto di fili metallici, senza mescolanza di seta, lana ed altri peli di animali, indicati sotto la voce n. 41:		
3	tutti i tessuti compatti non compresi sotto i numeri 1, 2 e 6; tessuti greggi (fatti di filo greggio) non compatti, escluse le stoffe da cortine, in quanto non siano compresi nel n. 1; maglie; passamani e bottoni; come pure filati misti con fili metallici	»	120 —
ex 3 a)	Litargirio di piombo, d'argento, d'oro	—	esenti
4 ex a) 1	Spazzole di corteccia, di paglia, di giunchi, di erbe, di radici, di biodolo e simili, anche in unione con legno o ferro non puliti nè verniciati	100 chil.	4 —
	Scope di corteccia, di paglia, di giunchi, di erbe, di radici, di biodolo e simili, anche in unione con legno o ferro non puliti nè verniciati	»	3 —
b)	Lavori da setolinaio e da stacciaio, fini, anche in unione con altre materie, purchè, per effetto di questa unione, non entrino sotto il n. 20	»	24 —
5 ex a)	Olii volatili, eccettuati quelli considerati sotto 5 c) e 5 m) essenze, contenenti spirito o etere, per uso industriale o medicinale	»	20 —
	Grafite in tavolette o blocchi e simili, compressi e preparati.	»	2 —
ex d)	Fiammiferi di legno	»	10 —
ex e)	Prussiato di potassa, giallo e rosso	»	8 —
ex i)	Soda calcinata	»	2 50
k)	Soda, greggia, naturale od artificiale; soda cristallizzata; potassa	»	1 50
ex m)	Sommacco, anche macinato; zolfo, greggio e raffinato; tartaro, greggio e raffinato;		

NUMERO della tariffa tedesca	Denominazione delle merci	UNITÀ	DAZIO
			Mark.
	sugo di liquirizia; borace ed acido borico; acido citrico e sugo di limone, senza zucchero; altri prodotti greggi e prodotti chimici per uso industriale e medicinale, particolarmente droghe, medicinali e colori, tutti questi prodotti in quanto non siano compresi da a) sino ad l), sotto n) od o), ovvero sotto altri numeri della tariffa; benzolo e simili olii leggeri di catrame; olio di trementina; olio di resina; olio animale; acqua minerale, artificiale e naturale, comprese le bottiglie e brocche; ostie; succhi condensati; gruma di botte, disseccata e in pasta	—	esenti
6 b)	Ferro duttile (ferro e acciaio laminati e fusi) in verghe, compreso quello foggiato; ferro in cerchioni da ruote; vomeri da aratri; ferri d'angolo e corniere; rotaie da strade ferrate, ganascie o stecche per la congiunzione delle rotaie, cuscinetti e traversine	100 chil.	2 50
	Nota: Ferro duttile in verghe, di lunghezza non superiore a 12 centimetri, da rifondere	»	1 50
e) 2	**Lavori di ferro, comuni:**		
a)	**non nominati altrove, anche commisti a legno**	»	6 —
b)	**lisciati, verniciati, ramati, zincati, stagnati, piombati o smaltati, però non puliti nè verniciati; come pure tutti i pattini, martelli, ascie, accette, serrature ordinarie, coltelli ordinari, falci, falciuole, striglie, orologi da torre, chiavi per avvitare, squadre, viti da legno, viti per serrature, viti per ruote, e viti di fil di ferro (*Drahtschrauben*), tanaglie, chiavi fatte allo stampo, forche da letame e da fieno**	»	10 —
c)	**lime a mano, lame da spade, ferri da pialle, scalpelli, forbici da panno, per sarti, da siepi e da lamiera, seghe, trapani, morse, coltelli da macchine e da carta e simili strumenti**	»	15 —
e) 3	**Lavori di ferro, fini:**		
a)	**di ghisa fine, come: ghisa leggera da ornamenti, ghisa in getti puliti, in getti artistici, ghisa malleabile;**		
b)	**di ferro duttile, pulito o verniciato; coltelli, forbici, ferri da calze, uncinetti, lavori da spadaio, ecc.;**		
	tutti questi oggetti, non nominati altrove, anche in unione con legno e altre materie, purchè, per effetto di questa unione, non entrino sotto il n. 20	»	24 —
ex 7 a)	**Terre e materie minerali greggie, anche calcinate, lavate o macinate; come pure minerali anche preparati, in quanto queste materie non siano nominativamente colpite da dazio**	—	esenti
ex 8	**Lino e canapa, greggi, macerati, stigliati o pettinati, stoppa e altri cascami**	—	esenti
9 a)	**Frumento**	100 chil.	3 50
b) a)	**Segala**	»	3 50
b)	**Avena**	»	2 80
c)	**Grano saraceno**	»	2 —
d)	**Legumi**	»	1 50
e)	**Altre granaglie non specialmente nominate**	»	1 —
c)	**Orzo**	»	2 —
d) a)	**Semi di colza, di barbabietola, di papavero, di sesamo, di arachide, ed altri semi oleosi non specialmente nominati**	»	2 —
ex e)	**Mais**	»	1 60
ex f)	**Malto (orzo tallito)**		3 60
g)	**Anici, coriandoli, finocchio e comino**	»	3 —
ex h)	**Uva fresca, da tavola.**	»	4 —
	L'uva fresca, da tavola, importata in pacchi postali di peso fino a 5 chilogrammi inclusivamente, è ammessa in esenzione di dazio d'entrata		
	Uva fresca, altra:		
	L'uva fresca altra (uva da vendemmia) pigiata, in fusti o in serbatoi, è ammessa, sia o no cominciata la fermentazione, quando la sostanza pigiata contenga, oltre il succo, tutte le parti del frutto, cioè i graspi, i vinaccioli e le buccie, col dazio di	»	4 —
k)	**Fiori e foglie, per mazzi e da ornamento, freschi; piante vive e parti di piante; semi di trifoglio, di erba medica, di lupinella; legumi ed ortaggi, freschi; patate; frutta fresche non nominate (ad eccezione dell'uva e delle frutta del Mezzogiorno) ed altri prodotti agrari non nominati altrove**	—	esenti
10 a)	**Vetro comune vuoto (vasellame di vetro) verde o di altro color naturale, non stampato, arrotato, nè smerigliato, anche con rivestimento ordinario di vimini di giunco, di paglia o di canna; vetro in massa; vetro greggio da lenti (*Flintglas e Kronglas*); lastre di vetro, gettate, greggie, ondulate (vetri da tettoie); smalto in masse; tubi di vetro e verghette di vetro, senza distinzione di colore, per la fabbricazione delle perle e dei vetri artistici**	100 chil.	3 —
b)	**Vetro vuoto bianco, liscio, non arrotato, nè smerigliato, nè stampato o solo con turacciolo, fondo od orli arrotati o smerigliati**	100 chil. lordo	8 —
d) 1	**Lastre da specchi, greggie, non arrotate**	100 chil.	3 —
ex 2	**Lastre di vetro da finestre, colorate**	100 chil. lordo	24 —
	Nota: Dischi di vetro per finestre (*Butzenscheiben*)	»	12 —
e)	**Pendenti di vetro da lumiere, bottoni di vetro (con o senza gambo), anche colo-**		

NUMERO della tariffa tedesca	Denominazione delle merci	UNITÀ	DAZIO
			Mark.
	rati; vetro bianco massiccio, non specialmente nominato; vetro stampato, arrotato, pulito, smerigliato, tagliato, inciso, a disegni, in quanto non sia compreso sotto d) o f)	100 chil.	12 —
	Nota ad e): Lastrine di vetro; perle, vetrificazioni (conterie di Venezia) goccie, di vetro anche colorito	»	2 —
10 f) 1	Vetro colorito, escluso quello compreso sotto a) d) ed e), anche stampato, arrotato, pulito smerigliato, tagliato, inciso, a disegni	»	15 —
2	Lastrine di vetro; perle, smalte e goccie di vetro; bottoni di vetro (con o senza gambo), dipinti, argentati e dorati	»	15 —
3	Altro vetro dipinto, o dorato (argentato); pietre false di vetro, greggie, non montate	»	20 —
4	Lavori di vetro e di smalto in unione con altre materie, in quanto, per effetto di questa unione, non entrino nel n. 20	»	24 —
	Nota ad f): Vetro latteo e vetro opale (*Alabasterglas*), liscio, non arrotato nè smerigliato, nè dipinto, nè stampato, o solamente con turacciolo, fondo ed orli arrotati o smerigliati	»	10 —
11 ex a)	Crini, greggi, pettinati, cotti, tinti, anche arricciati, filati; setole; piume da letto greggie	—	esenti
ex f)	Piume da letto, purgate e preparate	—	esenti
12 a)	Pelli grandi e piccole, gregge (crude, salate, passate alla calce, secche) da concia, anche senza pelo	—	esenti
13 ex a)	Carbone di legna	—	esente
b)	Cortecce per concia e tanno	—	esenti
c)	Legname da costruzione e per uso industriale:		
1	greggio o lavorato coll'ascia o con la sega, soltanto in direzione trasversa e oppure sgrossato, con o senza corteccia; doghe di quercia	100 chil. oppure	— 20
2	spaccato per il lungo, o preparato altrimenti che per sgrossamento, ridotto in pezzi; doghe non comprese nel n. 1; vimini e verghe da cerchi, colla corteccia; mozzi da ruote, gavi e raggi	m. cubo 100 chil. oppure	1 20 — 30
3	segato per il lungo; tavole non piallate; legno squadrato colla sega od altri legnami segati e tagliati	m. cubo 100 chil.	1 80 — 80
ex d)	Lavori di legno comuni, greggi, non tinti, da bottaio, tornitore, falegname, lavori soltanto piallati e lavori da carradore, esclusi i mobili di legno duro e quelli impiallacciati; vimini senza corteccia; lavori grossolani da panieraio, non tinti, nè passati al mordente, nè laccati, nè puliti, nè verniciati.	oppure m. cubo 100 chil.	4 80 3 —
	Intrecci di trucciolo (*Spangeflechte*), non tinti	»	1 —
	Lastre di corno; lastre d'osso, gregge, semplicemente tagliate	»	1 50
e)	Legno tagliato in fogli da impiallacciare; quadrelli da pavimento non incollati, nè passati al mordente	»	5 —
e f)	Mobili e parti di mobili di legno, non compresi nelle lettere d) e g) anche commisti in alcune parti a metalli comuni, a cuoio, a vetro, a pietre (escluse quelle preziose o semi-preziose), a grès, a maiolica o a porcellana; altri lavori da falegname, tornitore, bottaio e carraio, tinti, passati al mordente, laccati, puliti, verniciati, od anche commisti in alcune parti con le materie sopra indicate; quadrelli di legno da pavimento, incollati, anche impiallacciati, ma non intarsiati; giuocatoli ordinari, non tinti	»	10 —
ex f)	Rocchetti di legno, tinti	»	5 —
ex g)	Lavori di legno, fini (impiallacciati o intagliati); lavori da panieraio, fini, e in generale tutti i lavori non compresi nelle lettere d), e), f), e h) fatti con materie da intaglio vegetali o animali, esclusi la tartaruga, l'avorio, la madreperla, l'ambra, la gagate e il giovazzo; anche in unione con altre materie, purchè per effetto di questa unione, non entrino nel n. 20; lavori di legno ad imitazione del bronzo	»	30 —
	Cornici o liste di legno per cornici, bronzate, dorate o argentate; giuocatoli di legno, esclusi quelli considerati alla lettera f), anche in unione con altre materie, purchè per effetto di questa unione, non entrino nel n. 20	»	24 —
Nota 2 a 13 g)	Intrecci di trucciolo (*Spangeflechte*), tinti; mobili di legno curvato con parti aventi ornamenti fatti a pressione e parti di mobili con ornamenti fatti a pressione (come tavolette da sedie, ecc.)	»	10 —
	Bottoni di corno, stampati	»	30 —
14	Luppolo, e farina di luppolo	100 chil. lordo	14 —
ex 15 a) 1	Strumenti musicali, esclusi i pianoforti, gli harmoniums e simili strumenti a tasti, ma compresivi gli organi da chiese	100 chil.	20 —
18 c)	Vestimenti e biancheria, finiti, nonchè oggetti di moda, non nominati sotto d) ed e).	»	300 —
f) 2	Cappelli di feltro da uomo, guarniti o no	»	180 —
3	Cappelli da signora, guarniti, esclusi quelli di feltro	ciascuno	1 —
	Cappelli da signora, di feltro, guarniti	»	— 80
4	Cappelli non specialmente nominati, guarniti o no	»	— 20

NUMERO della tariffa tedesca	Denominazione delle merci	UNITÀ	DAZIO
			Mark.
19	Rame ed altri metalli comuni non specialmente nominati, leghe di metalli comuni, non indicate altrove, e rispettivi lavori:		
d) 2	Altri lavori, in quanto non siano compresi nel n. 19 d) 3, o per effetto della loro unione con altre materie non entrino nel n. 20.	100 chil.	30 —
3	Lavori di alluminio, nichelio; oggetti fini, specialmente oggetti di lusso, fatti con alfenide, metallo inglese, bronzo, packfong, tombacco e simili leghe; lavori d'ottone fini verniciati, anche commisti ed altre materie; tutti questi lavori in quanto non entrino nel n. 20	»	60 —
ex 20 a)	Coralli e perle, infilati a scopo di imballaggio e di trasporto	»	60 —
b) 1	Lavori fatti in tutto o in parte d'ambra, di gagate, di giavazzo, di schiuma di mare e di madreperla	»	150 —
	Lavori fatti in tutto o in parte di celluloide, d'avorio, di lava e di tartaruga; di metalli comuni dorati o argentati a buono o placcati d'oro o d'argento: denti montati su perni o tubetti di platino o di altri metalli preziosi	»	200 —
	Nota a b) 1: Pezzi d'avorio e di madreperla predisposti per oggetti nominati al n. 20 b) 1	»	30 —
2	Oggetti fini di fantasia e di chincaglieria (oggetti d'ornamento per uomini e signore, oggetti per guarnire le *toilettes*, o galanterie, ecc.), composti in tutto od in parte d'alluminio; oggetti simili di altri metalli comuni, ma lavorati finamente e più o meno nichelati, dorati od argentati, od anche verniciati, o commisti a pietre semipreziose od a pietre false, ad alabastro, a smalto od anche a lavori d'intaglio, impasti, camei, ornamenti in metallo fuso, e simili	»	175 —
	Nota a *b*) 1 e 2: Oggetti d'ornamento per uomini e signore di metalli comuni, dorati od argentati a buono commisti, in proporzione non trascurabile, a vetro, comprese le imitazioni di pietre preziose, di gemme e di camei, inoltre oggetti d'ornamento per uomini e signore, oggetti per guarnire le *toilettes* e galanterie, fatti con metalli comuni, anche più o meno dorati o argentati, commisti, in proporzione non trascurabile, a vetro, comprese le imitazioni di pietre preziose, di gemme e di camei	»	100 —
3	Orologi da tavola ed a pendolo; ventagli d'ogni genere: oggetti di cera, finamente modellati	»	200 —
ex c) 2	Ombrelli ed ombrellini	»	120 —
3	Lavori fatti con filati di cotone, di lino, di canapa, di seta, di lana o di altri peli animali, commisti a materie animali o vegetali da intaglio, metalli comuni, vetro, guttaperca, *caoutchouc*, cuoio, tela, corame, carta, cartone, pietre, paglia o terraglie, non specialmente nominati nella tariffa	»	120 —
ex Nota a 21 b)	Pelli di capra con mezza concia, ovvero già conciate non ancora tinte o ulteriormente preparate	»	1 —
21 c)	Lavori comuni da calzolaio, sellaio, correggiaio, e valigiaio, come pure altri lavori in pelli conciate non tinte o semplicemente annerite, ovvero di pelli gregge, tutti questi lavori anche in unione con altre materie, in quanto per effetto di questa unione non entrino nel n. 20	»	50 —
d)	Lavori fini di cordovano, di marocchino, di pelli di Brusselle o danesi, di pelli scamosciate e concie in bianco, di pelli tinte, di pelli verniciate e di pergamena, anche in unione con altre materie, in quanto per effetto di questa unione non entrino nel n. 20; scarpe fine d'ogni genere	»	65 —
	Nota a c) e d): I lavori comuni da calzolaio e da valigiaio di tela grigia da imballaggio, di tela da vele, di tela greggia, di traliccio, o di tela incerata grossolana non stampata, saranno trattati come lavori di pelle comuni e i lavori di tela incerata fine, di mussola incerata, di taffetà incerato e simili saranno trattati come lavori di pelle fini.		
e)	Guanti	»	100 —
22	Filati di lino, tela ed altre manifatture di lino, cioè: filati e tessuti o maglie di lino o di altre materie vegetali filamentose, escluso il cotone:		
a)	Filati, non tinti, nè stampati, nè imbianchiti, e filati simili ritorti di juta o di canapa di Manilla:		
1	sino al n. 8 inglese	»	5 —
2	oltre il n. 8, sino al n. 20 inglese	»	6 —
3	oltre il n. 20, sino al n. 35 inglese	»	9 —
4	oltre il n. 35 inglese	»	12 —
b)	Filati, tinti, stampati, imbianchiti, e filati simili ritorti di juta o di canapa di Manilla:		
1	sino al n. 20 inglese	»	12 —
2	oltre il n. 20, sino al n. 35 inglese	»	15 —
3	oltre il n. 35 inglese	»	20 —
c)	Filo da cucire preparato; filati non nominati sotto a) b) e d)	»	36 —
d)	Filo da cucire ritorto, preparato	»	70 —

NUMERO della tariffa tedesca	Denominazione delle merci	UNITÀ	DAZIO
			Mark.
22 e)	Cordami:		
1	Corde, cavi e funi, anche imbianchiti od incatramati	100 chil.	10 —
2	Di ogni specie, esclusi quelli nominati al n. 1	»	24 —
f)	Tela, fodera, traliccio, non tinti, nè stampati, nè imbianchiti:		
1	che abbiano sino a 40 fili fra catena e trama nello spazio di 4 centimetri quadrati; soppedanei di canapa di Manilla, di cocco, di juta e di simili materie filamentose, non tinte	»	12 —
2	con 41 sino a 80 fili fra catena e trama nello spazio di 4 centimetri quadrati; soppedanei di canapa di Manilla, di cocco, di juta e di simili materie filamentose, tinte	»	24 —
3	con 81 sino a 120 fili fra catena e trama nello spazio di 4 centimetri quadrati	»	36 —
4	con più di 120 fili fra catena e trama nello spazio di 4 centimetri quadrati	»	60 —
g)	Tela, federa, traliccio, tinti, stampati, imbianchiti, o fatti con filati tinti, stampati o imbianchiti:		
1	sino a 120 fili fra catena e trama nello spazio di 4 centimetri quadrati	»	60 —
2	con più di 120 fili fra catena e trama nello spazio di 4 centimetri quadrati	»	120 —
3	Damasco di ogni sorta	»	150 —
k)	Merletti di refe	»	600 —
24 a)	Carta scritta (atti e manoscritti), libri in tutte le lingue, incisioni in rame e di altra sorta, nonchè incisioni in legno; litografie e fotografie; carte geografiche e marine; musica	—	esenti
ex b)	Pitture e disegni, anche rilegati; statue di marmo o di altre pietre; statue di metallo, almeno di grandezza naturale	—	esenti
25 ex e) 1	Vini e mosti, in botti o caratelli	100 chil.	20 —
	Vini rossi e mosti da vini rossi, da adoperare per taglio, sotto riscontro	»	10 —
	Vini da impiegare nella fabbricazione del Cognac, sotto riscontro	»	10 —
f)	Burro, anche artificiale	»	17 —
ex g) 1	Carne, macellata, fresca, esclusa la carne di maiale	»	15 —
	Carne di maiale, macellata, fresca, e carne preparata, escluso il lardo, fresco o preparato	»	17 —
2 c)	Pesci conservati sotto aceto, sott'olio e con spezie, in barili	»	12 —
3	Pollame di ogni specie, morto	»	12 —
	Selvaggina d'ogni specie, morta	»	20 —
h)	Frutta del Mezzogiorno:		
ex 1	fresche: aranci, cedri, limoni, aranci amari, melagrane, datteri, mandorle	»	4 —
ex 2	fichi secchi; uva secca (*Rosinen e Korinthen*)	»	8 —
ex 3	datteri, mandorle, aranci amari, melagrane, secchi	»	10 —
ex i)	Paprica	»	4 —
o)	Formaggio d'ogni sorta	»	20 —
p) 1	Confetti, dolci, pasticcerie d'ogni sorta; frutti, spezie, legumi ed altre sostanze alimentari (funghi, tartufi, pollame, animali di mare e simili) conservati nello zucchero, sotto aceto, sott'olio od in altro modo, specialmente quelli riposti in bottiglie, scatole e simili, bolliti e anche salati; senape preparata; capperi, pasticcini, salse ed altre simili sostanze alimentari di lusso	»	60 —
	Olive	»	30 —
	Citriuoli conservati sotto aceto o salati (cosidetti citriuoli di Znaim) con aggiunta di spezie del n. 25, i) o anche con piccola aggiunta di altri legumi, in botti, in brocche, in recipienti di terra e di vetro, ecc.	»	4 —
ex 2	Frutta, semi, bacche, foglie, fiori, funghi, legumi, secchi, disseccati, torrefatti, polverizzati, semplicemente condensati o salati, tutti questi prodotti, in quanto non siano considerati sotto altri numeri della tariffa; sughi di frutta, di bacche e di radici, condensati senza zucchero, per uso alimentare	»	4 —
	Scorze di frutta del Mezzogiorno, fresche o disseccate; carrubbe, anche macinate	»	1 —
	Aranci amari, verdi, anche conservati in salamoia	»	2 —
	Noci secche, castagne mature; pinoli	»	3 —
q) 2	Prodotti della macinazione dei cereali e dei legumi, cioè granaglie sbucciate o mondate, orzo brillato, semolino, tritello, farina; generi comuni da fornaio	»	7 30
s)	Riso mondato e non mondato	»	4 —
26 ex a)	Olio d'oliva, commestibile, in bottiglie e brocche (*Krügen*)	»	10 —
ex b)	Olio d'oliva, commestibile, in botti	»	3 —
ex d)	Olio d'oliva, in botti, ufficialmente adulterato	—	esente
ex f)	Olio di ricino, in botti o in stagnoni, del peso lordo di 15 chilog. almeno	100 chil.	2 —
g)	Residui, solidi, della fabbricazione di olii grassi, anche macinati	—	esenti
ex h)	Grasso di oca e di altri grassi fusi, come: oleomargarina, *Sparfett* (miscela di grassi analoghi al sego con olio), midollo di bue (*beef marow*)	100 chil.	10 —
ex m)	Cera minerale depurata	»	10 —
27 a)	Pasta di stracci, imbianchita o no	—	esente

NUMERO della tariffa tedesca		Denominazione delle merci	UNITÀ	DAZIO
				Mark.
27 ex b)		Pasta di legno, di paglia, di sparto o di altre sostanze filamentose, imbianchita o no, per la fabbricazione della carta; carta sugante grigia e carta di paglia gialla, ruvida; cartone, escluso quello lucido e il cartone-cuoio	100 chil.	1 —
c)		Carta da involti, in quanto non sia compresa sotto le lettere b) e d) non liscia	»	3 —
d)		Carta da involti, liscia	»	3 —
		Cartone lucido e cartone-cuoio; cartone per porre i panni sotto pressione (*Presspäne*)	»	6 —
e)		Carta da stampa, da scrivere, sugante e di seta d'ogni qualità	»	6 —
		Carta litografata, stampata, rigata, preparata per conti, cartelli, lettere di porto, cambiali e simili; carta dorata ed argentata; carta con disegni d'oro o d'argento; carta traforata; come pure carta di queste qualità, in striscie; cartoni preparati per la pittura	»	10 —
ex f)	2	Lavori di carta, di cartone o di cartapesta	»	12 —
	3	Lavori delle predette materie in unione con altre materie in quanto, per effetto di questa unione, non entrino nel n. 20; carta da parati	»	24 —
28		Pelliccierie (Lavori da pellicciaio):		
a)		Pelliccie, berretti, guanti, coperte foderate, pelliccie da fodere e guarnizioni di pelliccie, foderate e simili	»	150 —
b)		Pelli di pecora conciate col pelo, finite, ma non foderate; come pure pelli d'angora e di pecora imbianchite e tinte ma non foderate, coperte, pelliccie da fodere e guarnizioni di pelliccia non foderate	»	6 —
30 ex a)		Bozzoli; seta tratta, semplice o torta, non tinta; filosella o borra di seta, pettinata, filata o torta, non tinta; cascami di seta, anche di seta tinta	—	esenti
e)	1	Manifatture di seta o di filosella, anche con fili metallici; manifatture di seta mista con altre materie tessili e con fili metallici	100 chil.	800 —
f)		Tutte le manifatture di seta o di filosella non comprese sotto e) miste con cotone, lino, canapa, lana o con altre materie tessili animali o vegetali	»	450 —
		Nota: La seta filata insieme a fili di altre materie tessili senza costituirne l'involucro, o senza stendersi coerentemente su tutta la lunghezza del filo adoperato nella tessitura, non è considerata nello stabilire il dazio dei tessuti fatti con filo così composto.		
33 a)		Pietre, particolarmente coralli, pietre d'asfalto, marne bituminose, marmo ed alabastro, greggi o semplicemente digrossati, anche ridotti in polvere.	—	esenti
		Nota: Fra le pietre greggie o semplicemente digrossate rientrano anche i blocchi, che presentano un lavoro di sega su non più di tre faccie.		
ex b)		Pietre da macina, anche cerchiate di ferro	—	esenti
c)		Tavole di ardesia, greggie	100 chil.	— 50
d)		Blocchi segati; lavori grossolani di scalpellino (per esempio stipiti, intelaiature, plinti) semplici e senza ornamenti, eccettuati i lavori grossolani di alabastro o di marmo, ai quali non appartengono i cosiddetti graniti del Belgio (*écossines, petit granit*)	»	1 —
ex Nota a 33 d)		Marmo ed alabastro in blocchi ed in lastre di grossezza superiore a 16 centimetri, importati per via mare	—	esenti
ex e)		Ardesie da tetti	100 chil.	— 50
33 f)		Marmo ed alabastro in lastre non levigate di grossezza fino a 16 centimetri.	»	2 50
		Lastre di pietra d'altra specie, tagliate o spaccate, non levigate; lavori da scalpellino, non levigati, in quanto non siano compresi nella voce 33 d)	»	3 —
ex g)		Pietre false, levigate, tagliate, non montate	»	20 —
		Corallo lavorato, non montato	»	30 —
h)	1 a)	Lavori, non comprese le statue, di alabastro, marmo, granito, sienite, porfido o simili pietre dure, non commisti con altre materie, o soltanto commisti con legno o ferro non politi, nè verniciati	»	10 —
34		Carbone fossile, ligniti, coke, torba, carbone di torba	—	esenti
35 b)		Treccie di paglia	100 chil.	10 —
ex d)	1	Cappelli di paglia non guarniti	ciascuno	— 15
ex 36		Asfalto (bitumi solidi)	—	esenti
37 a)		Pollame di ogni specie, vivo; altri animali vivi e prodotti animali non nominati altrove; inoltre alveari con pecchie vive	—	esenti
b)		Uova di pollame	100 chil.	2 —
38 b)		Pietre refrattarie	»	— 50
c)		Tegole scannellate, tegole verniciate, e mattoni; quadrelli di terra cotta; ornamenti architettonici anche di terracotta; tubi verniciati; lastre, brocche ed altri vasi di grès ordinario; testi da stufa, comuni; pipe di terra; vasellame di terra verniciata	»	1 —
d)		Crogiuoli; mascheroni; capsule; storte; tubi e lastre, refrattari	»	2 —
e)		Altri lavori d'argilla esclusa la porcellana e gli oggetti simili alla porcellana:		
	1	di un solo colore o bianchi: lavori fini di terracotta	»	8 —
ex	2	di due o più colori, filettati, stampati, dipinti, dorati, argentati	»	16 —
		Nota: Lastre per pavimento e per rivestire le pareti, con disegni risultanti dalla compressione di paste argillose, di differenti colori, non verniciate	»	3 —

NUMERO della tariffa tedesca		Denominazione delle merci	UNITÀ	DAZIO
				Mark.
38 f)		Porcellana e oggetti simili alla porcellana (*parian*, diaspro, ecc.):		
	1	bianchi	100 chil.	10 —
	2	coloriti, filettati, stampati, dipinti, dorati, argentati	»	20 —
		Porcellana e oggetti simili alla porcellana in unione con altre materie, in quanto per effetto di questa unione non siano compresi nel N. 20	»	24 —
39 a)	1	Cavalli	ciascuno	20 —
		Nota:		
		1. Cavalli sino all'età di anni due	»	10 —
		2. Poledri che seguono la madre	—	esenti
b)		Tori e vacche	ciascuno	9 —
c)		Buoi	»	25 50
		Nota: Gli abitanti della zona di confine possono importare buoi da tiro dell'età da 2 1|2 a 5 anni, purchè possano provare di averne bisogno, pagando il dazio di 20 marchi ciascuno, sottostando alle particolari discipline di riscontro che verranno prescritte dal Consiglio federale.		
d)		Giovenchi, giovenche e torelli dell'età fino a 2 anni e mezzo	»	5 —
e)		Vitelli al disotto di 6 settimane	»	3 —
f)		Porci	»	5 —
g)		Porchetti che pesano meno di 10 chilogrammi	»	1 —
h)		Bestiame ovino	»	1 —
i)		Agnelli	»	— 50
40 a)		Tela inerata grossolana non stampata (tela da imballaggio)	100 chil.	10 —
41		Lana, compresi i peli animali non nominati altrove, e rispettive manifatture:		
a)		Lana: greggia, tinta, macinata; peli: greggi, pettinati, bolliti, tinti, anche arricciati	—	esenti
c)		Filati, anche misti con altre materie tessili, escluso il cotone:		
	3	Altri filati:		
	a)	greggi, semplici	100 chil.	8 —
	b)	greggi, addoppiati	»	10 —
41 d)		Lavori anche uniti con cotone, lino, canapa e fili metallici:		
	4	Feltri non stampati, in quanto non siano compresi sotto il n. 2; feltri e maglie, non stampati; tappeti da piedi, anche stampati, di lana o di altri peli animali eccettuati i peli di bestiame bovino e i crini di cavallo, anche in unione a fibre vegetali o ad altre materie tessili	»	100 —
	5	Panni e tessuti non stampati, in quanto non rientrino sotto i nn. 7 od 8:		
	a)	Di peso superiore a 200 grammi per metro quadrato	»	135 —
	b)	Del peso di 200 grammi o meno per metro quadrato	»	220 —

Tariffa B. — Dazi all'entrata in Italia.

NUMERO della tariffa italiana		Denominazione delle merci	UNITÀ	DAZIO
				L. C.
	1	Acque minerali, naturali o artificiali e acque gassose	100 chil.	0 50
	3	Birra:		
	a)	in botti o caratelli	ettol.	3 —
	b)	in bottiglie	cento	3 —
ex	4	Spirito:		
	a)	puro, in botti o caratelli (compreso il recipiente)	ettol.	14 —
ex	6	Olî fissi:		
	a)	d'oliva, puro	100 chil.	6 —
ex	7 *a)*	Olio di trementina	»	3 —
ex	8	Olî volatili od essenze:		
	b)	di arancio e sue varietà	chil.	1 50
	c)	di chiodi di garofano	»	7 50
	d)	di menta	»	7 50
	e)	non nominati, escluso quello di rose	»	3 —
	9	Lieviti di ogni specie	—	esenti

NUMERO della tariffa italiana	Denominazione delle merci	UNITÀ	DAZIO
			L. C.
11	Cicoria ed ogni altra sostanza da sostituirsi al caffè:		
a)	disseccata	—	esente
b)	tostata od anche macinata	100 chil.	8 —
ex 30	Acidi:		
c)	gallico e tannico, impuri	—	esenti
d)	acetico impuro	100 chil.	1 —
h)	tartarico	»	10 —
i)	fenico	»	10 —
l)	acetico liquido (compreso l'aceto comune) contenente in acido acetico puro:		
	1. 10 per cento o meno	»	15 —
	2. più di 10 e meno di 50 per cento	»	90 —
	3. 50 o più per cento	»	180 —
ex n)	benzoico; carbonico, anche gazeiforme; gallico e tannico, puri; fosforico; pirogallico; solforoso	»	10 —
33	Alcaloidi:		
a)	sali di chinina	chil.	5 —
b)	non nominati e loro sali	»	5 —
34	Ossidi di ferro, di piombo e di stagno	100 chil.	4 —
35	Ossido di zinco	»	5 —
ex 37	Carbonato:		
c)	di piombo	»	8 —
ex d)	bicarbonato di soda	»	0 50
e)	di potassa (compreso il bicarbonato)	»	0 50
ex 40	Nitrato:		
a)	d'argento	chil.	5 —
44	Tartaro (bitartrato di potassa), gruma di botte e feccia di vino	—	esenti
46	Solfuro di mercurio (cinabro o vermiglione)	100 chil.	80 —
ex 51 ex b)	Jodio; bromo; allumina, pura o gelatinosa; glicerina, greggia e raffinata; ossalato (biossalato) di potassa; sali di stronziana; cianuro di potassio; sali ammoniacali, esclusi i bromuri e ioduri di ammonio; solfuro di potassio e di sodio; solfuro di arsenico (orpimento) giallo e rosso, non in polvere; cromato e bicromato di potassa e di soda; allume di cromo; sale di stagno; albumina pura; preparazioni di cadmio; ossido di rame; preparazioni disincrostanti per caldaie; acetati di bario, di calce, di potassa e di soda; ossido di antimonio (non compresi gli ossidi di antimonio solforato o ossisolfuri, cioè: croco, fegato e vetro, di antimonio); benzoati (ad eccezione dei benzoati di alcaloidi e di mercurio; brillantina per apparecchio di tessuti: citrato di ferro; fegato di zolfo; fosfati (ad eccezione dei fosfati di alcaloidi e di mercurio); manganati; mastice composto di olio di noce o di lino e di ossido o carbonato di piombo; mastice composto di resina, cera e ocre, adoperato per attaccare marmi o altre materie simili o per spalmarne i turaccioli delle bottiglie	»	4 —
ex 53	Capsule esplodenti e cartucce:		
a)	cartucce vuote senza capsule	»	60 —
d)	capsule	»	220 —
ex 58	Canfora:		
b)	raffinata	»	25 —
ex 61	Cotone e ovatte, antisettici; pepsina pura; estratto di luppolo; burro di caccao; olio canforato; terpina	»	10 —
ex 62	Limatura di ferro polverizzata, ma non altrimenti preparata	»	10 —
ex 64 a)	Unto da carri, composto di olio di resina e di calce	—	esente
ex 67	Radiche, corteccie, foglie, fiori, licheni, erbe e frutti per tinta e per concia:		
a)	non macinati	—	esenti
b)	macinati	—	esenti
70	Colori derivati dal catrame o da altre sostanze bituminose:		
a)	in istato secco	—	esenti
b)	in pasta o liquidi	—	esenti
71	Estratti coloranti di legni da tinta ed altre specie tintorie di qualsiasi sorta	100 chil.	10 —
72	Colori in mattonelle, in polvere o di qualsiasi altra sorta, comprese le lacche color anilina	»	10 —
ex 73	Vernici:		
ex b)	senza spirito, eccettuate le vernici contenenti olii minerali	»	20 —
74	Lapis:		
a)	senza guaina di pastelli colorati e lapis con guaina, non bianca, lucidata o verniciata	»	100 —
b)	altri	»	50 —
75	Inchiostro:		
a)	da stampa	»	12 —
b)	di ogni altra sorta	»	15 —
ex 78	Cordami, cordicelle e spago, anche incatramati:		
b)	di grossezza di 2 millimetri e meno	»	25 —

NUMERO della tariffa italiana	Denominazione delle merci	UNITÀ	DAZIO
			L. C.
ex 82 *a)*	Filati di lino, lisciviati o imbianchiti, semplici:		
	1. da 7,000 a 20,000 metri per chilogramma	100 chil.	17 50
	2. da più di 20,000 fino a 37,000 metri per chilogramma	»	22 —
ex 86 c)	Tessuti di lino, lisciviati o imbianchiti, lisci, aventi fra catena e trama nel quadrato di 5 millimetri di lato:		
	1. più di 10 fino a 26 fili	»	66 40
	2. più di 26 fino a 45 fili	»	84 —
ex 86 *d)*	Tessuti di lino imbianchiti, operati e damascati	»	dazio dei tessuti imbianchiti lisci.
ex 86 *e) f)*	Tessuti di lino a colori o tinti	»	dazio dei tessuti greggi con l'aumento di 35 lire il quintale.
88	Passamani di lino e di canapa	»	110 —
ex 89	Maglie, di materie tessili considerate nella V Categoria:		
a)	semplici	»	110 —
ex 94	Oggetti cuciti, di materie tessili considerate nella V Categoria:		
ex *a)*	sacchi, biancheria da letto e da tavola, asciugamani, tende semplicemente orlate e oggetti simili: di lino	»	dazio del tessuto con l'aggiunta del 10 per %.
b)	colli, polsini e camicie da uomo	»	due volte il dazio di tessuto.
c)	altri (ad eccezione degli oggetti compresi *sub a)*, che non sono di lino	»	dazio del tessuto con l'aggiunta del 40 per %.
106	Tessuti di cotone, stampati	»	dazio dei tessuti imbianchiti con l'aumento di 70 lire il quintale.
ex 115	Miccie di cotone, per lampade	»	100 —
120	Oggetti cuciti di materie tessili considerate nella VI Categoria:		
a)	sacchi, biancheria da letto e da tavola, asciugamani, tende semplicemente orlate ed oggetti simili	»	dazio del tessuto con l'aggiunta del 10 per %.
b)	colli, polsini e camicie da uomo	»	due volte il dazio del tessuto.
c)	altri	»	dazio del tessuto con l'aggiunta del 40 per %.
ex 121	Lane:		
e)	pettinate, non tinte	»	15 —
ex 123	Crino:		
c)	arricciato; corde e lavori grossolani di crino	»	17 —
125	Filati di lana cardata, semplici:		
a)	greggi:		
	1. fino a 10,000 metri per chilogramma	»	45 —
	2. più di 10,000 metri per chilogramma	»	55 —
b)	imbianchiti	»	dazio dei greggi con l'aumento del 20 per %.
c)	tinti	»	dazio dei greggi con l'aumento di 25 lire il quintale.
126	Filati di lana cardata, ritorti	»	dazio dei semplici con l'aumento di 17 lire il quintale.
127	Filati di lana pettinata, semplici:		
a)	greggi:		
	1. fino a 50,000 metri per chilogramma	»	60 —
	2. più di 50,000 metri per chilogramma	»	75 —
b)	imbianchiti	»	dazio dei greggi con l'aumento del 20 per %.
c)	tinti	»	dazio dei greggi con l'aumento di 25 lire il quintale.
128	Filati di lana pettinata, ritorti	»	dazio dei semplici con l'aumento di 17 lire il quintale.
129	Tessuti di lana:		
a)	scardassata, pesanti per metro quadrato:		
	1. 300 grammi o meno	»	185 —
	2. più di 300, ma non più di 500 grammi	»	160 —
	3. più di 500 grammi	»	140 —
b)	pettinata, pesanti per metro quadrato:		
	1. 200 grammi o meno	»	250 —
	2. più di 200, ma non più di 500 grammi	»	220 —
	3. più di 500 grammi	»	190 —
ex 130	Tessuti di lana, stampati, pesanti 300 grammi o meno per metro quadrato	»	dazio dei tessuti secondo la specie con l'aumento di 30 lire il quintale.

NUMERO della tariffa italiana	Denominazione delle merci	UNITÀ	DAZIO
			L. C.
132	Tessuti di lana ricamati:		
a)	a catenella	100 chil.	200 — oltre il dazio del rispettivo tessuto.
b)	a punto passato	»	300 — oltre il dazio del rispettivo tessuto.
ex 134	Tessuti di crino:		
a)	per stacci	»	30 —
135	Maglie di materie tessili considerate nella VII Categoria:		
a)	semplici	»	220 —
b)	foggiate	»	dazio delle semplici con l'aumento del 50 per %.
136	Passamani, di materie tessili considerate nella VII Categoria I passamani nei quali la parte esterna è costituita di lana e di altre materie tessili, esclusa la seta, con lana in proporzione inferiore al 50 per cento, sono ammessi al dazio di 180 lire il quintale.	»	220 —
137	Galloni e nastri, di materie tessili considerate nella VII Categoria	»	240 —
139	Pizzi e tulli, di lana	chil.	7 —
ex 140	Tappeti da pavimento, di lana e di borra di lana, compresi i tappeti da pavimento		
ex c)	nei quali predominano in peso altre materie tessili non seriche	100 chil.	100 —
142	Oggetti cuciti, di materie tessili della VII Categoria	»	dazio del tessuto con l'aggiunta del 40 per %.
144	Bozzoli (esclusi i doppioni)	—	esenti
ex 145	Seta:		
a)	tratta semplice, addoppiata o torta, greggia	—	esente
ex 147	Cascami di seta:		
a)	strusa, strazza di seta e di doppio, greggi	—	esenti
b)	altri greggi	—	esenti
ex 148	Velluti e felpe di seta o di filusella:		
a)	lisci	chil.	9 —
ex 149	Scialletti (*fichus*), sciarpe e fazzoletti (*cache-nez*), neri o colorati, di tessuto non operato di seta o di filusella, non cuciti	»	6 50
	Scialletti (*fichus*), sciarpe e fazzoletti (*cache-nez*), neri o colorati, di tessuto operato di seta o di filusella, non cuciti	»	9 —
150	Velluti misti in cui la seta o la filusella entrino nella misura di non meno del 12 e non più del 50 per cento:		
a)	lisci	»	7 —
b)	operati	»	10 —
ex 151	Tessuti misti in cui la seta o la filusella entrino nella misura di non meno del 12 e non più del 50 per cento:		
b)	colorati:		
	1. lisci	»	5 —
	2. operati	»	8 —
ex 154	Nastri e galloni misti, nei quali la seta o la filusella entrino nella misura di non meno del 12 e non più del 50 per cento	»	3 — oltre il dazio del tessuto secondo la specie.
156	Passamani, di materie tessili considerate nella VIII Categoria	»	dazio dei nastri.
160	Oggetti cuciti, di materie tessili della VIII Categoria	»	dazio del tessuto con l'aggiunta del 40 per %.
161	Carbone di legna	—	esente
162	Legna da fuoco	—	esente
ex 163	Legno:		
a)	comune:		
	1. rozzo o semplicemente sgrossato o tagliato con l'ascia	—	esente
	2. squadrato, segato	—	esente
	3. in assicelle per scatole, stacci e simili, nonchè in cerchi di qualunque lunghezza	—	esente
	4. fuscellini per fiammiferi	—	esenti
ex b)	da ebanisti		
	2. segato per il lungo	100 chil.	3 —
	3. in tavole o in quadrelli intarsiati per pavimento	»	4 —
164	Fusti vuoti, nuove o vecchie:		
a)	con cerchi di legno	ettolitro (capacità)	0 20
b)	con cerchi di ferro	»	0 30
ex 165	Mobili e parti di mobili, greggi o finiti:		
a)	non imbottiti:		
	1. di legno comune curvato	100 chil.	7 50
	2. altri di legno comune	»	13 —
	3. di legno da ebanisti, impiallacciati, intagliati o intarsiati	»	60 —

NUMERO della tariffa italiana	Denominazione delle merci	UNITÀ	DAZIO
			L. C.
ex 166	Cornici o liste di legno per cornici:		
b)	verniciate, dorate o argentate	100 chil.	70 —
167	Remi, pali e pertiche	—	esenti
170	Utensili e lavori diversi di legno comune:		
a)	greggi	100 chil.	6 —
b)	puliti o dipinti:		
	1. fusi e rocchetti.	»	8 —
	2. altri	»	13 —
171	Mercerie comuni di legno	»	50 —
172	Balocchi di legno	»	60 —
ex 177	Lavori da panieraio e da stoiaio:		
b)	fini	»	30 —
182	Pasta di legno:		
a)	cellulosa	—	esente
b)	altra, compresa la pasta di paglia e di altre simili sostanze	100 chil.	1 —
ex 183	Carta:		
a)	bianca o tinta in pasta, d'ogni qualità	»	12 50
d)	colorita, dorata o dipinta e da parati (compresa la carta imbiancata per litografia e fotografia).	»	40 —
f)	da involti, anche tinta in pasta:		
	1. non cilindrata	»	3 —
	2. cilindrata da un solo lato	»	5 —
185	Stampe, litografie e cartelli, comprese le cromolitografie	»	75 —
ex 186	Cartoni:		
a)	comuni	»	2 —
187	Lavori di carta e di cartone	»	80 —
ex 188	Libri e musica:		
a)	stampati:		
	ex 1. musica con testo in lingua italiana e libri con testo misto (italiano ed altre lingue) sciolti o semplicemente legati.	—	esenti
	2. in lingua diversa dall'italiana, sciolti o semplicemente legati . .	—	esenti
	3. legati in qualsiasi modo	100 chil.	20 —
ex b)	libri non stampati (registri):		
	1. sciolti o legati in cartone, anche con angoli e dorso di tela . .	»	22 —
	ex 2. legati in cartone ricoperto di tela, anche con angoli e dorso di pelle	»	35 —
ex 190	Pelli:		
ex d)	conciate senza pelo:		
	3. verniciate	»	90 —
	5. rifinite, altre (escluse le verniciate e quelle da suola)	»	70 —
ex 196	Calzature:		
a)	a) di ogni specie, in pelle o stoffa, ad eccezione della seta e del velluto .	100 paia	100 —
b)	b) in gomma elastica, foderate o guarnite di stoffa.	»	125 —
ex 201 d)	Lampade e loro parti in ghisa gettate, con o senza guarnizioni o ornamenti di zinco, stagnate, smaltate, nichelate, verniciate, ossidate, laccate. . . .	100 chil.	15 —
203	Ferro ed acciaio:		
a)	laminato o battuto in verghe, spranghe o barre sagomate di sezione qualunque:		
	1. non aventi in sezione alcun diametro o lato di 7 millimetri o meno .	»	6 —
	2. avente in sezione uno o più lati o diametri di 7 millimitri o meno, ma più di 5 millimitri	»	7 —
	3. aventi in sezione uno o più lati o diametri di 5 millimetri o meno (esclusi i fili)	»	9 —
b)	laminato o tirato in fili:		
	1. aventi un diametro di 5 millimetri o meno, ma più di un millimetro e mezzo	»	11 —
	2. aventi un diametro di 1 millimetro e mezzo o meno	»	15 —
c)	in lamiera:		
	1. della grossezza di 4 millimetri e più	»	7 —
	2. di meno di 4 millimetri e più di millimetri 1 e mezzo	»	10 —
	3. di millimetri 1 e mezzo o meno	»	12 —
d)	in tubi:		
	1. di lamiera della grossezza di 4 millimitri e più	»	12 —
	2. di lamiera di meno di 4 millimetri e più di millimetri 1 e mezzo .	»	14 —
	3. di lamiera di millimetri 1 e mezzo o meno	»	17 —
ex 20.	Ferro e acciaio fucinati o gettati:		
a)	ancore, sale da veicoli, incudini ed altri lavori greggi, del peso di 50 chilogrammi e più	»	9 —
ex b)	assi da veicoli, greggi, pesanti meno di 50 chilogrammi	»	12 —
ex 206 a)1)	Chiodi fucinati di ferro o di acciaio	»	10 —

NUMERO della tariffa italiana	Denominazione delle merci	UNITÀ	DAZIO
ex 206	Ferro ed acciaio di seconda fabbricazione, in lavori:		
ex a)	fatti principalmente con ferri od acciai grossi:		
	2. in oggetti piallati, limati, torniti, bucati, ecc. su tutta o larga parte della superficie	100 chil.	13 25
	3. in oggetti stagnati, piombati, zincati e verniciati	»	15 50
ex b)	fatti principalmente con ferri od acciai piccoli:		
	2. in oggetti piallati, limati, torniti, bucati ecc. su tutta o larga parte della loro superficie; stagnati, piombati, zincati, verniciati	»	17 25
ex 210	Utensili e strumenti usuali per arti e mestieri, in ghisa, ferro e acciaio:		
ex a)	comuni:		
	1. accette, aratri, ascie, attrezzi ordinari di agricoltura in genere, badili, bicorni, biette, barletti, cazzuole, coti, cunei, erpici, filiere, forche, graffietti, leve, mannaie, martelli, morse da fabbri, pale, pali, picconi, piccozze, rastrelli, sarchielli, scuri, tanaglie, vomeri, ecc.	»	13 —
ex b)	fini:		
	1. binde, bilancie a bilico, brunitoi, bulini, cacciaviti, compositoi, copialettere, cesoie, forbuci, fucine portatili, coni o punzoni; ferri non nominati, da calzolai, doratori, falegnami, fabbri, maniscalchi, parrucchieri, stampatori ed altri artigiani; ferri da stirare e da crespare, in castri, lame da seghe, lesine, lisciatoie, linguette o ferri da pialle, lisciatoi, pettini, pialle, pinze, punzoni, punteruoli, roncoli, raschiotoi, saette per succhielli e trapani, scalpelli, seghe, sgorbie, spatole, stampi, succhielli, trivelle, trivelline, timbri, torchietti per timbri e punzoni, torni da orologiaio, trapani a mano, verrine, ecc.; anche verniciati, puliti, zincati, galvanizzati, ramati, stagnati, piombati e parzialmente guarniti di altri metalli	»	17 —
	falci e falciuole	»	12 —
c)	lime e raspe, aventi, non compreso il manico, una lunghezza:		
	1. di più di 30 centimetri.	»	13 —
	2. di 15 fino a 30 centimetri	»	15 —
	3. inferiore a 15 centimetri	»	20 —
ex 211	Rame, ottone e bronzo:		
ex f)	becchi e reggitubi per lampade	»	75 —
ex 214	Piombo e sue leghe con l'antimonio:		
c)	in caratteri da stampa	»	18 —
216	Zinco:		
a)	in pani e rottami	—	esente
b)	in lamiere e fogli	100 chil.	4 —
c)	in lavori non dorati od argentati, non ornati, nè verniciati	»	12 —
d)	in lavori non dorati od argentati, con ornati o vernice di qualsiasi sorta .	»	12 —
e)	in lavori dorati o argentati	»	58 —
218	Antimonio allo stato metallico (regolo di antimonio)	»	6 —
225	Aghi e spilli	»	80 —
ex 226	Macchine:		
ex a)	a vapore, fisse, senza caldaia	»	12 —
ex a)	a vapore, semi-fisse, con caldaie annesse, ad aria calda, ad aria compressa, a gas, a petrolio, comprese le motrici rotative:		
	di peso superiore a 300 chilogrammi	»	12 —
ex b)	caldaie:		
	ex 1. multitubulari in ferro e ghisa.	»	14 —
	2. non multitubulari	»	12 —
ex c)	macchine idrauliche, e motori ad acqua o a vento:		
	ruote idrauliche, strettoi, accumulatori, elevatori e montacarichi . . .	»	10 —
e)	locomobili.	»	12 —
g)	macchine agrarie di ogni sorta	»	9 —
i)	macchine e telai per la tessitura	»	10 —
ex j)	macchine-utensili per la lavorazione del legno e dei metalli (seghe, pialle, torni, trapani, filettatrici, ecc.), di peso superiore a 300 chilogrammi. .	»	9 —
l)	da cucire:		
	1. con sostegni	»	25 —
	2. senza sostegni	»	30 —
ex m)	macchine per frantumare o polverizzare pietre, minerali, ossa, ecc.; argani di ghisa e di ferro; grù meccaniche, non idrauliche; cavalletti per alzare vagoni, ecc.; macchine centrifughe per la fabbricazione dello zucchero; cilindri olandesi per la fabbricazione della carta; freni automatici (ad aria compressa, a vuoto, ecc.); laminatoi; macchine per cilindrare, eccettuate quelle per cilindrare tessuti; macchine congelatrici; macchine per la fabbricazione delle acque gassose; macchine per fabbricare la carta; macchine tagliacarta; macchine per la fabbricazione dei laterizi; macchine per lavare e stirare la biancheria; macchine per legare libri; macchine pneu-		

NUMERO della tariffa italiana	Denominazione delle merci	UNITÀ	DAZIO
			C. L.
ex 226 ex *m*)	Macchine: (*segue*) matiche per uso industriale; macchine per pulire; ventilatori con meccanismo per muoverli; carde non guarnite; macchine per asciugare i filati; macchine per lavare e sgrassare i filati; macchine per traforare la carta; macchine per tingere i filati	100 chil.	10 —
l) 3 e ex *n*)	Parti staccate:		
	1. di macchine da cucire	»	30 —
	2. di altre macchine (escluse le macchine dinamo-elettriche), di ghisa .	»	11 —
228	Strumenti di ottica, di calcolo, di precisione, di osservazione, di chimica, di fisica, di chirurgia, ecc.	»	30 —
ex 231	Oro:		
b)	avvolto sulla seta o su altra materie tessile	chil.	10 —
c)	battuto in fogli (senza diffalcare il peso della carta)	»	18 —
ex 232	Argento:		
c)	avvolto sulla seta o su altra materia tessile	»	10 —
d)	battuto in fogli (senza diffalcare il peso della carta)	»	5 —
233	Oreficeria e vasellame d'oro	ettogr.	14 —
234	Lavori d'argento, anche dorato, o argenteria	chil.	9 —
ex 236	Orologi:		
c)	da tavola, a quadro o a pendolo, non incassati	ciascuno	5 —
d)	da tavola, a quadro o a pendolo, incassati	»	5 — più il dazio proprio della cassa.
e)	svegliarini senza la soneria delle ore . . . . Gli orologi cosidetti « della Selva nera » aventi il castello (nel quale si trova il meccanismo) di legno, sono ammessi al dazio di lire 100 il quintale, compresa la cassa. Gli orologi cosidetti « a sistema americano » sono ammessi al dazio di lire 150 il quintale, compresa la cassa.	»	1 50
ex 240	Pietre preziose lavorate:		
b)	agate, opali, onici, granate, anche infilate	chil.	9 —
245	Terre colorate, (boli, ocre o terre sigillate, naturali o artificiali)	100 chil.	3 —
ex 246	Pietre terre e minerali, ad eccezione dei minerali metallici:		
a)	calce, gesso, ecc.	—	esenti
ex 252	Terre cotte:		
ex *a*)	di uso comune:		
	ex 1. stufe e parti di stufe di ogni forma	100 chil.	2 50
253	Maioliche o lavori di pasta colorata, ricoperta di smalto o con vernice opaca:		
a)	ambrogette, anche dipinte o più colori, e *grès* ordinari.	»	6 —
b)	bianchi o colorati a fondo unito	»	10 —
c)	variamente colorati, o altrimenti decorati	»	14 —
254	Terraglie o lavori di pasta bianca:		
a)	bianchi e *grès* fini	»	16 —
b)	variamente colorati, o dipinti, dorati o altrimenti decorati	»	25 —
255	Porcellane:		
a)	bianche	»	16 —
b)	colorate, dorate o altrimenti decorate	»	35 —
ex 258	Lavori di vetro e di cristallo:		
a)	semplicemente soffiati o gettati, non coloriti, nè arrotati, nè incisi. . .	»	8 50
b)	coloriti, tinti in pasta, arrotati, smerigliati e incisi.	»	15 —
c)	dipinti, smaltati, dorati, argentati o altrimenti decorati	»	18 —
259	Bottiglie comuni	»	4 —
260	Damigiane anche impagliate	»	6 —
262	Vetri, cristalli e smalti in conterie, tagliati a foggia di gemme o in prismi per lumiere ed altri simili lavori	»	30 —
274	Fecole	»	2 —
ex 275	Amido:		
b)	comune, non di riso	»	8 —
c)	fino od in scatole	»	15 —
ex 283	Frutta secche:		
ex *g*)	prugne secche	»	2 —
ex 284	Frutta, legumi ed ortaggi:		
a)	nell'aceto, nel sale e nell'olio	»	20 —
286	Luppolo	»	esente
289	Panelle di noce e di altre materie	»	esenti
291	Cavalli	»	esente
300	Porci:		
a)	del peso fino a 10 chilogr. inclusivo	ciascuno	0 75
b)	del peso sopra i 10 chilogr. fino a 20 inclusivo	»	3 —
c)	del peso sopra i 20 chilogr.	»	3 75
ex 301	Carne:		
b)	salata, affumicata o in altro modo preparata	100 chil.	25 —

NUMERO della tariffa italiana	Denominazione delle merci	UNITÀ	DAZIO
			L. C.
ex 306	Pesci:		
a)	freschi di ogni sorta	—	esenti
311	Formaggio	100 chil	12 —
314	Grassi, ad eccezione dello strutto	—	esenti
3 5	Acido stearico (comprese la stearina e la palmitina), ceresina pura o mista di paraffina	100 chil.	8 —
317	Pecchie vive coi loro alveari	—	esenti
ex 325 b)	Bottoni di madreperla	100 chil.	100 —
ex 327	Lavori di ambra	»	150 —
ex 329	Mercerie:		
	di vetro	»	60 —
ex a)	comuni:		
	1. scatole di legno o di altra materia con assortimento di colori, pennelli, piattini ed altri accessori per la pittura; lumini da notte con lucignolo rivestito di stearina, di cera o di sevo, e forniti di carta, di legno o di altre materie, custoditi in scatole, insieme col rispettivo galleggiante (senza detrazione delle scatole e del galleggiante)	»	75 —
	2. pennelli di pelo fine e di capelli (compresi quelli per la barba), ad eccezione di quelli con manico di avorio, di madreperla, di tartaruga, di osso o di materie affini; balocchi di ogni specie (comprese le bambole) in quanto rientrino sotto il n. 329 *a* (mercerie comuni)	»	100 —
ex b)	fini:		
	1. in cui predomini il cuoio di ogni specie, compreso il cuoio di Russia	»	120 —
	2. pipe, portasigari ed altri oggetti di schiuma di mare	»	150 —
	3. balocchi di ogni specie (comprese le bambole) in quanto rientrino sotto il n. 329 *b* (mercerie fine)	»	200 —
ex 331	Strumenti musicali:		
b)	pianoforti:		
	1. a tavola e verticali	ciascuno	90 —
	2. a coda	»	180 —
d)	non nominati, a corda:		
	1. del peso di 400 grammi e meno	»	1 50
	2. di peso superiore	»	1 50
e)	non nominati, a fiato:		
	1. del peso di 400 grammi e meno	»	1 50
	2. di peso superiore	»	1 50
f)	altri non nominati	»	1 50
332	Parti staccate di strumenti musicali	100 chil.	100 —
ex 331	Gomma elastica e guttaperca:		
g)	lavorata in passamani, in nastri e tessuti elastici	»	130 —
ex 336	Berretti di lana, rossi, a maglia, sodati, senza fiocco, o con fiocco non di seta	cento	60 —
ex 337	Cappelli:		
ex b)	di feltro, guarniti o no, per uomini o per ragazzi	»	50 —
343	Pennelli, con asta o senza	100 chil.	20 —

Protocollo finale

All'atto della sottoscrizione, seguita oggi, del trattato di commercio, di dogana e di navigazione fra l'Italia e l'Impero germanico i Plenipotenziari delle due Parti contraenti hanno dichiarato quanto segue:

All'articolo 2° del trattato.

Le prescrizioni di quest'articolo non si applicano alle persone giuridiche.

Quanto alle società anonime ed alle altre società commerciali, industriali o finanziarie, la convenzione delle Parti contraenti, firmata a Berlino addì 8 agosto del 1873, rimarrà in pieno vigore.

All'articolo 7° del trattato.

I. ALLA TARIFFA *A*. — *Dazi di importazione in Germania.*

Il valore delle singole voci inscritte nella tariffa *A* corrisponde a quello che esse hanno nella tariffa doganale generale in vigore nell'impero germanico al momento della conclusione del trattato, se ed in quanto, contemporaneamente, non vi siano state introdotte eccezioni per virtù del trattato medesimo.

1.

a 5 m). Il tannino rientra sotto il n 5 m).

2.

a 10 e) ed f). Il vetro iridescente (*Irisirendes Glas*) cade sotto le voci di tariffa riguardanti il vetro dipinto od a colori.

3.

a 18 f) 2. I cappelli di feltro, rispetto ai quali nè la forma, nè la guarnizione permettono di distinguere se siano da uomo o da donna, vengono trattati come cappelli da uomo, secondo il n. 18 f) 2.

4.

a 20 b) 1. Gli oggetti fatti, in tutto od in parte, di ambra, gagate, giavazzo, schiuma di mare o di madreperla, anche commisti con altre materie, purchè non cadano sotto il n. 20 a), sono soggetti al dazio ridotto di 150 marchi.

5.

a 25 e) 1. Sono ammessi come vini da taglio al dazio ridotto di 10 marchi al quintale lordo, soltanto i vini naturali rossi, ed i mosti da vini rossi, i quali contengano almeno il 12 per cento di alcool in volume, o rispettivamente, per i mosti, il corrispondente equivalente in glucosio, e almeno 28 grammi di estratto secco per litro a

100 gradi Celsius, purchè siano effettivamente impiegati nel taglio, secondo le norme di riscontro determinate dal Consiglio federale dell'Impero germanico.

Si considerano come taglio, la miscela del vino bianco da tagliare con una quantità di vino o mosto della sopra indicata qualità non superiore al 60 per cento dell'intero miscuglio, e la miscela del vino rosso da tagliare con una quantità del suddetto vino o mosto non superiore al 33 1/3 per cento dell'intero miscuglio.

6.

a 25 f). Il burro salato e fuso è soggetto al dazio convenzionale stabilito per il burro fresco.

7.

a 25 o). Il dazio per i formaggi italiani stracchino, gorgonzola e parmigiano non potrà essere più alto di quello che dovranno pagare all'importazione in Germania le specialità svizzere di formaggi.

8.

a 27 b). Il cartone-cuojo di imitazione [cartone di legno di color bruno (una specie di cartone, ottenuto con materia legnosa, che, prima della lisciatura, riceve, mediante il vapore, il colore bruno, somigliante a quello del cuojo)] cade sotto il n. 27 b).

9.

a 40 a). I tessuti oliati [tessuti grossolani impregnati con vernice ad olio o con una composizione a base di olio (miscele d'olio e di caoutchouc)] e le tele da tetti, cioè le tele di lino grossolane, rese impermeabili con una composizione a base di olio (miscele di olio e caoutchouc), con vernice ad olio, o mediante l'incatramatura o l'aggiunta di sostanze metalliche (verderame ecc.) e gli altri tessuti grossolani preparati nel medesimo modo, soggiacciono parimenti al dazio ridotto considerato al n. 40 a).

II. ALLA TARIFFA *B* — *Dazi di importazione in Italia.*

Il valore delle singole voci inscritte nella Tariffa *B* corrisponde a quello che esse hanno nella tariffa doganale generale in vigore nel Regno d'Italia al momento della conclusione del trattato, se ed in quanto, contemporaneamente, non vi siano state introdotte eccezioni per virtù del trattato medesimo.

1.

a 2. Il vino naturale pagherà il dazio fissato per il vino se la sua forza alcoolica non supera 15 gradi. Se esso contiene più di 15 gradi sarà sottoposto al dazio del vino e all'imposta stabilita sull'alcool, per ogni grado eccedente questo limite.

Le parti contraenti sceglieranno periti per studiare e stabilire, di comune accordo, i caratteri che i vini devono presentare per essere ammessi come tali dalle dogane.

2.

a 30 c). L'estratto di sommacco cade sotto la voce 30 c).

3.

a 30 *d*). È considerato acido aceto impuro o greggio o acido pirolegnoso greggio: l'acido acetico, anche limpido come l'acqua, che contiene sostanze aventi odori empireumatici o bituminosi provenienti dalla distillazione del legno, e una acidità complessiva inferiore a 50 per cento, calcolata in acido acetico puro.

4.

a 53 *b*). Le cartucce vuote munite di capsule o di altre materie fulminanti cadono sotto il n. 53 *b*).

5.

a 72. Per lacche color anilina s'intendono le combinazioni dell'anilina con allumina, ossido di stagno, di piombo e di ferro, senza alcuna aggiunta di olio minerale, nè di alcool, allo stato secco o umido in pasta.

6.

a Categoria V. Resta inteso che i dazi inscritti ai numeri 82 e 86 della tariffa *B*, non entreranno in vigore che col 1° luglio 1892. In sino a quella data sarà integralmente mantenuto lo *stato quo*, quale risultava dalle disposizioni del n. IV del protocollo finale annesso al trattato di commercio e di navigazione fra l'Austria-Ungheria e l'Italia del 7 dicembre 1887, per i filati e i tessuti di lino.

7.

ad 82 e 86. I dazi sui filati e sui tessuti di lino greggi non saranno in alcun caso più alti di quelli sui filati e tessuti imbianchiti della stessa categoria.

8.

ad 87 *a*). Il dazio sulle tele grosse di lino, di canapa o di juta, rese impermeabili mediante grassi o prodotti chimici, quando siano già foggiate in copertoni per merci e veicoli, è stabilito a 30 lire per cento chilogrammi.

9.

a 94 *c*). La sopratassa di cucitura applicabile ai copertoni per merci e veicoli, cuciti ed aggiustati con fibbie, cinghie, corde ecc. è ridotta da 50 a 10 per cento.

10.

a 111. I tessuti di cotone graticolati a foggia di velo, non operati, del peso superiore a 3 chilogrammi i 100 metri quadrati, pagano il dazio del tessuto non graticolato secondo la specie.

11.

a 135 *b*). Le maglie foggiate considerate al n. 135 *b*) non sono soggette a sopratassa per la cucitura necessaria a compiere l'oggetto.

12.

a 142. Gli scialli, le sciarpe e gli sciallетti (*fichus*) di lana tessuti o a maglia, stampati o non, guarniti di frangie di materia tessile mista di seta, e nelle quali la seta entri in proporzione inferiore a 12 per cento, se le frangie rappresentano nel prodotto compiuto la materia tessile più fortemente tassata, pagheranno il dazio stabilito per le frangie, secondo la materia dominante in peso, con l'aumento di 1 lira il chilogramma.

La sopratassa per la semplice cucitura degli scialli, delle sciarpe e degli sciallетti (*fichus*) di lana, tessuti o a maglia, stampati o non, anche guarniti di frangie, ed altresì la sopratassa di cucitura per le coperte e i tappeti di lana, semplicemente orlati, sono ridotte dal 50 al 20 per cento.

13.

a 142. Gli scialli, le sciarpe e gli sciallетti (*fichus*) in tessuto di lana, neri, non ricamati, con frangie di seta, o ricamati, anche in seta, in un solo angolo, con o senza frangie di seta, saranno trattati secondo la specie del tessuto, con l'aumento del 25 per cento. Questi oggetti non saranno sottoposti alla sopratasse di cucitura.

14.

a 142. Gli abiti per uomini e ragazzi, ed i mantelli e le giacche per donne, di lana, saranno soggetti al dazio riguardante la materia più fortemente tassata, nel caso in cui questa materia presenti più di un decimo della superficie totale dell'oggetto compiuto.

Se due parti o più delle materie più tassate presentino, nell'insieme, più del 10 per cento della detta superficie, l'oggetto pagherà un dazio corrispondente alla media aritmetica dei dazi sulle materie più tassate che entrano nella composizione di esso.

15.

a 160. La sopratassa per la cucitura degli sciallетti (*fichus*), delle sciarpe e dei fazzoletti (*cache-nez*) neri o colorati, di tessuto di seta o di filusella, operato o non, orlati o guarniti di frangie, è ridotta dal 50 al 20 per cento.

16.

a 163 *a*). Sono compresi sotto il n. 163 *a*) 2) le tavole o tavolette per oggetti da imballaggio, le tavolette o quadrelli per pavimenti, non intarsiati, nè incollati, ed in generale tutti gli oggetti in legno comune che non sono ancora lavori compiuti, anche se sono piallati, scanalati o incavati.

La tavole, i quadrelli ed i fogli per impiallacciare di legno comune, cadono sotto il n. 163 *a*) 2) se hanno una grossezza di 2 millimetri o più.

Le assicelle per tetti (*bardeaux*) e le doghe cadono sotto il numero 163 *a*) 1).

17.

a 163 *b*). Il rimando alle voci riguardanti il legno da ebanisti è mantenuto secondo il repertorio ora in vigore.

18.

a 165 *a*). I mobili non imbottiti, di legno comune curvato cadono sotto il n. 165 *a*) 1), anche se sono commisti a legno comune non curvato, con lavori di treccie di paglia, di canna d'India e simili, e con parti tornite, traforate, o con ornamenti impressi ed ottenuti con la macchina a scanalare *(machine à fraiser)*, non intagliati.

I mobili non imbottiti, di legno comune non curvato, cadono sotto il n. 165 *a*) 2), anche se sono torniti, impiallacciati di legno comune, traforati, o con ornamenti impressi od ottenuti con la macchina a scanalare e, commisti a lavori di treccie di paglia, canna d'India e simili, purchè non siano intagliati.

Non sono esclusi dal n. 165 *a*) 1) e 2) i mobili di legno comune, non imbottiti, con accessori usuali e non ornamentali di metalli comuni, anche nichelati.

19.

a 170. Le pale, le forche, i rastrelli, i piatti, i cucchiai, le scodelle ed altri oggetti d'uso domestico, i manichi di utensili e di strumenti, con o senza ghiere, gli zoccoli comuni di legno e gli oggetti da disegno (tavole, regoli e simili) sono compresi nel n. 17 *a*) e *b*) 2 secondo il lavoro.

Gli oggetti compresi nella voce n. 170 saranno ammessi anche se siano muniti di ferramenta, cerchi od altri accessori di metallo comune.

I fusi e i rocchetti entrano sotto il n. 170 *b*) 1, anche se sono composti, in parte, di legno da ebanisti.

20.

a 171. I bottoni di ogni specie, di legno, sono classificati fra i lavori di legno, secondo il lavoro.

I bottoni di corozzo e le cannuccie da pipa, d'ogni sorta, con bocchini di osso, di corno o di legno, sono compresi nelle « mercerie di legno ».

21.

a 177 *b*). I lavori da panieraio fini possono avere accessori usuali e non ornamentali di metallo comune, anche nichelato.

22.

a 183. La carta bianca o tinta in pasta, tagliata in forma rettangolare od in altra forma, per far buste da lettere, si classifica come la carta bianca o tinta in pasta foggiata in buste (n. 183 *c*).

23.

a 186 *a*). È considerato come cartone ordinario, il cartone in massa o formato di strati, riuniti mediante pressione, senza colla. Qualunque altro cartone formato di strati incollati gli uni sugli altri, o ricoperto di carta, è classificato fra i cartoni fini.

Il cartone comune di peso inferiore a 300 grammi per metro quadrato, che presenta i caratteri della carta d'imballaggio, sarà ammesso al regime della carta da imballaggio. I cartoni rifilati agli orli in forma rettangolare, seguono il regime della voce 186.

24.

a 187. Sono compresi fra i lavori di carta e di cartone (n. 187) i lavori di carta e di cartone con accessori di altre materie, che il repertorio attualmente in vigore rimanda alla voce indicata (187), e la biancheria di carta.

I cartoni tagliati in pezzi o piegati, per lavori di cartone, sono ammessi al dazio dei cartoni della rispettiva qualità, con l'aumento di 12 lire per quintale.

25.

a 187. I bottoni di cartapesta e di materie simili sono ammessi al dazio di 50 lire per quintale.

26.

a 188. La musica litografata si classifica come musica stampata (n. 188).

27.

a 190 *b*). Le pelli crude da pelliccería, rappezzate o rammendate, non essenzialmente, non vanno classificate come lavori da pellicciaio (n. 192), ma si classificano sotto il n. 190 *b*).

28.

a 192. I colletti, i boa, i berretti di pelliccia (ad eccezione dei berretti guarniti per donna), con fodera, nastri e cordoni di seta o con altre guarnizioni, si classificano sotto la voce n. 192.

29.

a 201 *b*) 2. Nella classificazione dei tubi di ghisa non si tiene conto della circostanza che essi si presentino già incatramati.

30.

a 206 *a* e *b*). Il dazio di 10 lire, stabilito per i chiodi fucinati di ferro o d'acciaio, è applicabile anche quando questi siano puliti a macchina od azzurrati al forno.

31.

a 206. Le casse forti ed i forzieri si classificano sotto il n. 206 *a*) e *b*) 2, anche se hanno accessori usuali e non ornamentali bruniti o guarniti d'altri metalli, anche dorati.

32.

a 206 *b*) 2. Il vasellame (padelle e simili) di lamiera di ferro, di qualunque grossezza, pulita soltanto internamente, è ammesso al dazio di lire 16.50 per quintale.

33.

a 209 *a*) e *b*). L'acciaio temprato è assimilato all'acciaio non temprato.

34.

a 224. Le catene da orologi, le fibbie, i dadi ed i fermagli; le catenelle e gli anelli per chiavi; come pure le armature, le serrature, le guarnizioni ed i fermagli, per portamonete e per sacche; tutti questi oggetti in ferro e in acciaio, bruniti, sono ammessi al dazio di 80 lire il quintale.

35.

a 234. I lavori di argento placcati in oro, sono classificati come lavori di argento dorato, non come lavori d'oro.

36.

a 252, 253, 254 e 255. Le pipe di argilla, di maiolica o di porcellana, anche con cerchi o coperchi di metallo comune non dorato, nè argentato, sono assimilate ai lavori di terra, di maiolica o di porcellana.

I coperchi ed altri accessori di lega di nikel, coi quali queste pipe possono essere montate, non sono considerati come di metallo argentato.

Gli stessi oggetti, con cerchi o coperchi di metallo comune argentato, si classificano sotto il n. 329 *a*) (mercerie comuni).

37.

a 254 e 255. Qualsiasi varietà di stampo, compresi gli ornati ottenuti in pasta, non ha influenza sulla clasificazione.

38.

a 258. Non sono esclusi dal n. 258 *a*) i vetri e i cristalli con la marca o il nome della fabbrica, una piastra di vetro o una incisione che ne indichi la capacità.

I lavori di vetro o di cristallo semplicemente soffiati o gettati, si classificano sotto il n. 258 *a*), anche quando abbiano l'orlo, in fondo o il turacciolo, arrotato o pulito.

I lavori di vetro e di cristallo compresi sotto il n. 258 *b*) possono essere incisi in tutto o in parte.

39.

a 258 *b*) e *c*). I lavori di vetro vuoto bianco o di colore, semplicemente soffiati, non arrotati, non puliti nè smerigliati, nè incisi, argentati internamente, anche se ricoperti esteriormente, in tutto o in parte, di una vernice gialla, o di decorazioni in pittura grossolana (sfere per giardini, candelabri, vasi, coppe, saliere e simili) sono ammessi al dazio di 12 lire il quintale.

40.

a 259. Le bottiglie di qualunque forma, contenenti acque minerali o birra, sono soggette al dazio delle bottiglie comuni vuote.

41

a 265. Il malto è assoggettato al regime daziario dell'orzo; i legumi secchi a quello delle granaglie altre (265 *b*).

42.

a 274. L'amido di patate, escluse la destrina e la fecola di patate abbrustolita, è soggetto allo stesso trattamento delle fecole.

43.

a 306 c). Le sardelle (*Clupea sardina, C. pilchardus, C. papalina*), acciughe (*Engraulis enchrasicholus*), boiane (*Gadus minutus*), scoranze (*Alburnus alborella*), sgombri (*Scomber scombrus*), lanzarole (*Scomber colias*), angusigole (*Belona rostrata, B. acus*), maride (*Maris vulgaris, Maena vulgaris*), bobi (*Box vulgaris*) e suri (*Trachurus trachurus*), salati, sono ammessi in esenzione di dazio. È pure ammessa in esenzione la salamoia importata separatamente, ma contemporaneamente ai pesci, fino alla concorrenza del 10 per cento del peso dei pesci.

44.

a 326 b). I bottoni d'osso e di corno sono ammessi al dazio di 50 lire il quintale.

45.

a 329. I portafogli, portamonete, portasigari, libretti per note, e simili lavori di pelle di ogni sorta, compreso il cuoio di Russia, montati in metalli comuni, non dorati, nè argentati, sono classificati come mercerie comuni. Gli accessori di lega di nickel, di cui questi oggetti possono essere forniti, non sono considerati come di metallo argentato.

46.

L'apposizione di marche o dei nomi di fabbrica sopra le merci non influisce sul trattamento doganale.

All'articolo 11° del trattato.

I certificati di stazzatura rilasciati nei due paesi saranno reciprocamente riconosciuti conformemente allo speciale accordo intervenuto fra le due Parti contraenti su questa materia.

All'articolo 17° del trattato.

I Plenipotenziari sottoscritti hanno concordato che il presente protocollo sarà sottoposto alle due Parti contraenti contemporaneamente al trattato, e che, qualora questo venga ratificato, anche le dichiarazioni e gli accordi contenuti nel protocollo saranno ugualmente considerati come approvati, senza bisogno di una ulteriore formale ratifica.

Fatto a Roma, addì 6 dicembre 1891.

(*L. S.*) Rudinì. (*L. S*) Gr. E. Solms.
(*L. S.*) G. Malvano,
(*L. S.*) N. Miraglia.
(*L. S.*) B. Stringher.
(*L. S*) A. Monzilli.

Il numero 16 della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene la seguente legge:

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo :

Articolo unico.

E' approvata la convenzione firmata a Roma il 23 gennaio 1892, con la quale il trattato di commercio fra l'Italia e la Spagna del 26 febbraio 1888, è prorogato a tutto il 30 giugno p. v.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 gennaio 1892.

UMBERTO.

Di Rudinì.

Visto, *Il Guardasigilli:* B. Chimirri.

Convenzione *fra l'Italia e la Spagna per la proroga del trattato di commercio delli 26 febbraio 1888*

23 gennaio 1892

Sua Maestà il Re d'Italia e Sua Maestà la Regina reggente di Spagna, in nome del Suo Augusto figlio, Sua Maestà il Re Don Alfonso XIII, animati dal medesimo desiderio che non rimangano interrotte le relazioni commerciali fra le due Nazioni, in conseguenza della denuncia del Trattato di commercio vigente, che scade col 1° febbraio prossimo, hanno determinato di prorogarlo ed a questo scopo hanno nominato loro plenipotenziari rispettivi i seguenti:

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA

Sua Eccellenza Antonio Starrabba, marchese di Rudinì, cavaliere Gran Croce, decorato del Gran Cordone degli ordini dei Santi Maurizio e Lazzaro e della Corona d'Italia, decorato della medaglia d'oro al valore militare, deputato al Parlamento, suo presidente del Consiglio, ministro degli affari esteri e *ad interim* dell'agricoltura, industria e commercio;

E SUA MAESTÀ LA REGINA REGGENTE DI SPAGNA:

Sua Eccellenza don Francesco Merry y Colon, conte di Benomar, cavaliere Gran Croce del Reale e Distinto ordine di Carlo III, di quello di Isabella la Cattolica e della Corona d'Italia, suo ambasciatore straordinario e plenipotenziario presso Sua Maestà il Re d'Italia;

I quali, dopo lo scambio dei rispettivi pieni poteri riconosciuti in piena e debita forma, hanno convenuto quanto segue:

Art. 1.

Il trattato di commercio fra l'Italia e la Spagna delli ventisei febbraio milleottocentottantotto è prorogato e rimarrà in vigore fino a trenta giugno milleottocentonovantadue.

Art. 2.

Rimarranno eccettuati dagli effetti di questa proroga le acquaviti e gli alcools italiani, i quali saranno soggetti, alla loro introduzione in Spagna, ai dazi stabiliti nella tariffa doganale che comincierà a funzionare il 1° del prossimo mese.

Art. 3

La presente Convenzione sarà ratificata e le ratifiche scambiate a Madrid al più presto possibile, ed essa entrerà in vigore a datare dal giorno 12 febbraio prossimo.

In fede di che, i plenipotenziari rispettivi l'hanno firmata e munita del proprio sigillo.

Fatto in duplicato, a Roma, addì ventitrè gennaio milleottocentonovantadue.

Rudinì.
Benomar.

IL MINISTRO DEL TESORO

Visto il ministeriale decreto 24 luglio 1886 n. 44178|6801, col quale il cav. Martino Ferrari, capo sezione di ragioneria nella Direzione generale del Tesoro, fu delegato a rappresentare il R. Governo nella Commissione permanente di sorveglianza sulle operazioni del prestito della Croce Rossa Italiana, di cui alla legge 28 giugno 1885 n. 3188 ed al R. decreto 6 dicembre 1885 n. 3559;

Ritenuto essere il predetto funzionario deceduto il dì 17 gennaio cadente mese;

Determina:

A rappresentare il R. Governo nella Commissione permanente di sorveglianza sulle operazioni del prestito della Croce Rossa Italiana, è delegato il sig. cav. Cesare Rossi, capo sezione amministrativo nella Direzione generale del Tesoro.

Il presente decreto sarà sottoposto al visto della Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 28 gennaio 1892.

Per il Ministro
CANTONI.

NOMINE, PROMOZIONI E DISPOSIZIONI

Disposizioni *fatte nel personale dell'Amministrazione carceraria:*

Con decreto reale 17 dicembre 1891:

Rizzo Carlo, contabile nell'Amministrazione degli stabilimenti carcerari e dei riformatorii governativi, in aspettativa per motivi di famiglia, è richiamato in servizio a decorrere dal 1° gennaio 1892.

Pensioni *liquidate dalla Corte dei conti:*

Con deliberazioni del 16 dicembre 1891:

Cauccia o Caucia Carlo, capo manovra nelle ferrovie, lire 1260.
A carico dello Stato, lire 301,50.
A carico delle Ferrovie Mediterranee, lire 958,50.
De Genisslaz Amedeo, maggiore di fanteria, lire 3292.
Gaudio Domenico, guardia carceraria, lire 1583.
Panico Salvatore, lavorante d'artiglieria, lire 309,12.
Rivarola Maria, vedova di Sicardi Paolo, lire 238,33.
Nigri Sergio, tenente medico, lire 1577.
Monti Zelinda, vedova di Sassi Enrico, lire 500.
Calvo Giuseppa, lavorante nell'opificio arredi militari, lire 264.
Audisio Giuseppe, capitano contabile, lire 2816.
Suppo Paola Teresa, vedova di Grande Giuseppe, lire 441,46.
Leone Luisa, vedova di Annibalio Luigi, indennità, lire 5750.
Debernardi Maria, vedova di Maggi Lorenzo, lire 637.
Forno Domenico, capitano contabile, lire 3025.
Cerale Giacomo, capo macchinista nel Genio navale, lire 3923.
Sorrentino Antonio, brigadiere di finanza, lire 420.
Della Rocca Rachele, vedova di Bernasconi Girolamo, lire 711.
Gandini Maria, vedova di Borra Giuseppe, lire 142,56.
Bompani Felice, commissario alle scritture nelle dogane, lire 2560.
Dell'Arsina Natalina, operaia nelle manifatture dei tabacchi, lire 300.
Civati Angelo, ragioniere nell'amministrazione provinciale, lire 3440.
De Korsak Sofia Marcella, vedova di Chirico Teodoro, lire 614,33.
Brjamo Federico, vice cancelliere di tribunale, lire 1760.
Mannocci Pietro, guardia carceraria, indennità, lire 850.
Monachesi Francesco, professore regg. nelle scuole tecniche, lire 1058.
Ballerini Giulia, vedova di Mengozzi Giovanni, indennità, lire 4014.
Avitabile Maria Luisa, vedova di Rispoli Alfonso, lire 833,33.
Rappis o Rapis Francesco Luigi, ufficiale alle scritture nelle dogane, lire 1745.
Alberti Carlotta, vedova di Morati Odoardo, lire 577,66.
Besia Vincenzo, capitano medico, lire 2339.
Vanzi Lamberto, maggiore medico, lire 3520.
A carico dello Stato, lire 3204,37.
A carico della Pia casa di lavoro in Firenze, lire 315,63.
Scarpini Giovanni, capitano di fanteria, lire 2712.
Frosini Aldobrando, colonnello medico, lire 5600.
Como Lucia ved. di Marchionò Michele, lire 306,66.
Borselli Bartolomeo, operaio d'artiglieria, lire 572.
Fiocca Federico, sottotenente contabile, lire 562 per anni 5 e mesi 6.
Cavallini Giuseppe, capitano contabile, lire 2335.
Polidori Vincenzo, guardia carceraria, lire 585.
Piano Francesco, operaio d'artiglieria, lire 590.
Pistone Vincenzo, capo manovra nelle ferrovie, lire 1174.
A carico dello Stato, lire 244,61.
A carico delle Ferrovie Mediterranee, lire 929,39.
Pieri Battista, colonnello medico, lire 5510.
Villari Alfonso, operaio d'artiglieria, lire 400.
Bersi Luigia, vedova di Puppola Gherardo, lire 133,33.
Ricupero Angela ved. di Cavalieri Francesco, lire 270.
Anselmi Amedeo, ispettore nelle intendenze di finanza, lire 5365.
A carico dello Stato, lire 4806,55.
A carico del Fondo Culto, lire 564,45.
Colombi Giovanni, maggiore di fanteria, lire 3060.
Dani Gaspero, tenente nei carabinieri, lire 1936.
Cardone Rosolina, vedova di Rusiello Antonio, lire 201,66.
Salini Marco, capitano di fanteria, lire 2109.
Mancini Roberto, furier maggiore, lire 550.
Raineri Maria, vedova di Iran Felice, lire 444,44.
Piu Daniele, tenente nei carabinieri, lire 1501.
Ferrarini Eugenio, tenente nei carabinieri, lire 1892.
Zecchini Andriana o Adriana, operaia nelle manifatture tabacchi, lire 0,34[567[100 giornalieri.
Fildsi Elvira, vedova di Bruschetti Pompeo, indennità, lire 3111.
Mazzarola Antonio, capo operaio d'artiglieria, lire 1176.
Matraini Maria, vedova di Luchi Silvio, lire 1111.
Sasselli Angelo, maresciallo nei carabinieri, lire 1122,80.
Francescola Emilia, vedova di Rossi Girolamo, lire 465.
Valentino Raffaele, appuntato nei carabinieri, lire 460,80.
Trevisan Arturo, brigadiere di finanza, lire 380.
Dinelli Santi, custode di Università, lire 1029.
Albertini Matilde, vedova di Onofri Priamo, lire 612,33.
Stampa Vincenza, vedova di De Giorgio Enrico, lire 1200.
Maiano Antonio, scrivano locale, lire 1344.
Siberin Raffaele, guardia carceraria, indennità, lire 650.
Nocito Santa, vedova di Cunsolo o Consolo Giovanni, lire 112,50.
Giardina Emanuele, appuntato di P. S., lire 750.
Ramacciotti Tommaso, usciere nella Amministrazione provinciale dei telegrafi, lire 1007.
Galassini Ettore, commissario ai depositi nelle dogane, lire 2880.
Giannetti Napoleone, servente postale, indennità, lire 1125.
Sani Emilio, istitutore di Collegio nazionale, lire 1215.
Bongianni Francesco, ispettore di P. S., lire 2031.
Louzzi Vincenzo, professore d'Istituto nautico, lire 1820.
Padovani Luigi, archivista nell'Amministrazione provinciale, lire 2800.
Nasti Andrea, vice cancelliere di tribunale, lire 1500.
De Sbrocchi Alessandro, caporale maggiore, lire 360.
Battaglia Amelia, vedova di De Domenico Andrea, lire 653,66.
Rocca Effisio, ufficiale alle scritture nelle dogane, lire 2464.

Con deliberazioni del 23 dicembre 1891:

Gattino Giuseppe, ispettore provinciale dei telegrafi, lire 2933.
Favini Camillo, segretario economo nella R. Scuola Superiore di medicina veterinaria di Milano, lire 2505.
Police o Pulice Nicola, vice cancelliere di tribunale, lire 1600.
Rapello Giuseppe, commesso presso la Camera dei deputati, lire 1232.
Bastianello Teresa, vedova di Mattioli Augusto, lire 831,66.
Dinelli Giuseppe, consigliere di Corte d'appello, lire 3800.
Manca Giuseppe, guardia scelta di finanza, lire 261,33.
Amadore Giovanni, guardia scelta di finanza, lire 543,33.
Turolla Dorina, vedova di Tardivello Gaspare, lire 896.
Sciarra Paolo, vice ispettore di P. S., indennità, lire 4666.
Arcieri Luigi, maresciallo di finanza, lire 980.
Boasi Giacomo, magazziniere nelle ferrovie, lire 1872.
A carico dello Staro, lire 481,30.
A carico delle Ferr. Medit., lire 1390,70.
Loddo Giuseppe, inserviente nei musei e gallerie, lire 768.
Fabiani Michele, consigliere di Corte d'appello, lire 4047.
Corbetta Virginia, vedova di Pozzi Luigi, lire 768.
Marconato Maria, vedova di Battaglia Sebastiano, lire 345.
Mariani Giuseppe, segretario nell'Amministrazione provinciale, lire 2066.
Bruno Giuseppe, prof titolare d'Istituto tecnico, lire 2089.
Recchia Giuseppe, guardia scelta di finanza, lire 512.
Corbellino Giovanni, guardia carceraria, lire 562.
Savio Anna, vedova di Bolta Giuseppe, indennità, lire 6000.
D'Auria Giuseppe, capo tecnico principale d'artiglieria, lire 3600.
Ceccherini Margherita, vedova di Tamagni Vincenzo, lire 225,79.
Bertolazzi Giuseppe, cancelliere di pretura, lire 1793.

ELENCO dei cittadini italiani morti nel Distretto consolare di Trieste e la cui morte

Num. d'ordine	COGNOME, NOME, PATERNITÀ E MATERNITÀ	LUOGO DI NASCITA	DOMICILIO	DIMORA
1	Scarpa Regina fu Giuseppe ? e fu Maria ?	Venezia	Venezia	Trieste
2	Rodaro Caterina fu Giacomo Gualich e fu Maria ?	Cernizza	Varmo	»
3	Gentiluomo Catterina di Giacomo e di Adele Marchesetti	Trieste	Udine	»
4	Mattuschi Gualtiero illegittimo di Maria	Verona	Verona	»
5	Cescutti Angelo illegittimo di Catterina	Trieste	Clauzetto	»
6	Bortolotto ? di Antonio e di Maria Agnoli	Id.	S. Donà di Piave	»
7	Toneatti Mario di Ermacora e di Giovanna Callegaris	Id.	Lestizza	»
8	Avon Teresa di Antonio Rosa e di Maria Tabbai	Id.	Udine	»
9	Corelli Alessandro fu Giuseppe e fu Catterina ?	Ravenna	Castiglione de'Pepoli	»
10	Spangher Antonio fu Giacomo e fu Domenica ?	Palmanova	Palmanova	»
11	Alegretto Teresa fu Angelo Bortoli e fu Lucia ?	S. Quirino	S. Quirino	»
12	Martire Umberto di Carlo e di Fortunata Jesi	Trieste	Venezia	»
13	Ferrari Federico fu Ferdinando e fu Teresa ?	Pescantina	Pescantina	»
14	Orlando ? illegittimo di Maria	Trieste	Carpacco	»
15	Zorati Lucia fu Antonio Paterno e fu Maria Santarosa	Id.	Udine	»
16	Ciniello Luigi fu ? e fu ?	Martignacco	Martignacco	»
17	Dozzi Francesco illegittimo di Marina	Trieste	Cavasso Nuovo	»
18	De Sabbata Luigi fu Gio. Battista e fu Catterina ?	Udine	Udine	»
19	Gorlup Antonia di Francesco e di Antonia Zernic	Trieste	Id.	»
20	Bidoli Angelo di Angelo e di Giuseppina Cesca	Id.	Id.	»
21	Abido Agapito di ignoti	Venezia	Venezia	»
22	Pettondi Teresa fu Giovanni e fu ?	Castel S. Pietro Romano	Castel S. Pietro Romano	»
23	Zaghet Maria di Antonio e di Vincenza Cocevar	Trieste	Caneva	»
24	Morassi Ettore di Marco e di Maria Kolar	Id.	Pordenone	»
25	Bevilacqua Edgardo illegittimo di Maria	Id.	Udine	»
26	Gerardis Gio. Battista di Basilio e di Maddalena Cigliotta	Valle di Cadore	Valle di Cadore	»
27	Dinante Angelina di Angelo e di Maria Gabrovitz	Trieste	S. Giovanni Ilarione	»
28	Tomasini Lucia di Osvaldo e di Catterina Mulani	Id.	Vivaro	»
29	Del Gallo Fortunato di Antonio e fu Anna Florian	Spilimbergo	Spilimbergo	»
30	Simionato Mario di Luigi e di Elena Franck	Trieste	S. Vito al Tagliamento	»
31	Rater Adele fu Antonio ? e fu Elena ?	Id.	Udine	»
32	Colonello Giacomo illegittimo di Nadalina	Id.	Sestino (Arezzo)	»
33	Fabris Giacomo di Aristide e di Giuseppina Berghenz	Id.	Udine	»
34	Zuliani Carlo di Alessandro e Luigia ?	Id.	Istrana	»
35	Franz Maria fu Giovanni Orsettich e fu Domenica	Id.	Palmanova	»

fu recata a conoscenza del R. Consolato generale d'Italia durante il mese di dicembre 1891.

STATO	RELIGIONE	CONDIZIONE	ETÀ	DATA DELLA MORTE	GENERE DI MALATTIA	*Osservazioni*
vedova	cattolica	casalina	anni 72	29 nov. 1891	marasmo senile	
Id.	»	Id.	» 70	29 »	nefrite	
nubile	»	—	» 13	1 dec. 1891	?	
—	»	—	» 3	1 »	tubercolosi	
—	»	—	mesi 22	2 »	difterite	
—	»	—	giorni 11	2 »	immaturità	
—	»	—	» 8	2 »	debolezza congenita	
coniugata	»	casalina	anni 26	3 »	tubercolosi	
coniugato	»	custode	» 64	4 »	aneurisma	
Id.	»	falegname	» 56	7 »	tubercolosi	
coniugata	»	casalina	» 49	8 »	Id.	
—	»	—	mesi 16	8 »	polmonite	
vedovo	»	caffettiere	anni 62	10 »	cancro del piloro	
—	»	—	giorni 5	12 »	debolezza congenita	
vedova	»	giornaliera	anni 63	14 »	marasmo	
coniugato	»	muratore	» 51	16 »	alcoolismo	
—	»	—	» 5	16 »	tubercolosi	
coniugato	»	cocchiere	» 54	17 »	carcinoma al fegato	
—	»	—	mesi 16	17 »	enterite	
—	»	—	» 17	17 »	bronchite	
coniugato	»	facchino	anni 68	18 »	ateromasia	
nubile	»	privata	» 84	20 »	marasmo senile	
—	»	—	giorni 5	20 »	eclampsia	
—	»	—	mesi 7	20 »	bronchite	
—	»	—	» 5	20 »	pneumonite	
—	»	—	anni 3	20 »	?	
—	»	—	giorni 36	21 »	atrofia	
—	»	—	mesi 23	22 »	meningite	
coniugato	»	bracciante	anni 42	22 »	tubercolosi	
—	»	—	» 3	23 »	morbillo	
vedova	»	privata	» 70	27 »	bronchite	
—	»	—	mesi 10	27 »	catarro bronchiale	
—	»	—	» 16	30 »	bronchite	
—	»	—	anni 6	30 »	difterite	
vedova	»	casalina	» 81	31 »	marasmo	

CONCORSI

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

DIREZIONE GENERALE DELL'AGRICOLTURA

Avviso di concorso ad un posto di allievo-ingegnere nel R. Corpo delle Miniere.

Art. 1. E' aperto un esame di concorso a un posto di allievo-ingegnere nel R. Corpo delle Miniere con l'annuo assegno di lire 2000, oltre a due indennità straordinarie per viaggi di istruzione.

Art. 2. L'allievo prescelto dovrà frequentare, per non meno di due anni, una Scuola superiore, che potrà essere, a seconda dei bisogni del servizio e delle speciali attitudini dello allievo medesimo, o l'Accademia montanistica di Berlino od una delle Scuole minerarie di Londra, Parigi e Liegi.

Gli esami avranno luogo nei giorni 9 e seguenti del mese di marzo 1882.

Il giovane vincitore del concorso sarà addetto ad un ufficio minerario fino all'ottobre del detto anno e dopo verrà mandato ad uno degli Istituti superiori esteri anzidetti. Al termine di ciascun anno scolastico dovrà sostenere gli esami sulle materie studiate e riportare certificati d'idoneità dalla Scuola della quale avrà seguiti i corsi Questi certificati gli daranno il diritto alla indennità straordinaria di cui all'articolo 1. Qualora non superasse gli esami, sarà cancellato dal ruolo del R. Corpo delle Miniere.

Compiuti regolarmente gli studi all'estero, l'allievo sarà chiamato a prestare servizio nel Corpo delle Miniere per il ramo minerario o nel servizio geologico, e dopo un tirocinio, durante il quale abbia dato prova di pratica attitudine, sarà promosso al grado di ingegnere nel Corpo medesimo (1).

Art. 3. L'esame di concorso consisterà in due prove scritte sulla fisica tecnica e la meccanica, ed in prove orali sulle dette due materie, sulla chimica, la mineralogia, la geologia e le lingue straniere, secondo i programmi seguenti:

I. — Fisica tecnica.

1° Principio di Mayer e principio di Carnot. Equazioni fondamentali della termodinamica.

2° Proprietà dei gas perfetti e dei vapori saturi. Trasformazioni isotermiche ed adiabatiche.

3° Macchina ideale a vapore agente secondo un ciclo di Carnot. Macchine reali a vapore. Macchine a vapore surriscaldato.

4° Trasmissione del calore tra fluidi stagnanti e tra fluidi in moto.

5. Movimento dei fluidi aeriformi. Equazioni fondamentali. Efflusso dei gas. Movimento dei gas in un condotto semplice e nei condotti complessi.

6. Combustibili industriali. Apparecchi di combustione.

7. Leggi delle correnti elettriche nei circuiti semplici e nei circuiti complessi.

8. Pile idroelettriche. Potenza e rendimento di una pila. Accumulatori. Leggi dell'elettrolisi. Elettrometallurgia.

9. Macchine dinamo-elettriche a corrente continua ed a correnti alternate. Rendimento elettrico e rendimento industriale.

10° Illuminazione elettrica. Trasporto elettrico dell'energia.

(1) Gli ingegneri del Corpo delle Miniere sono equiparati, per quanto riguarda gli stipendi e le indennità di viaggio, a quelli del R. Corpo del Genio civile. Essi sono distinti in ingegneri allievi collo stipendio di lire 2000; in ingegneri di 3ª classe con lire 3000, di 2ª classe con lire 3500 di 1ª classe con lire 4000; in ingegneri capi di 2ª classe con lire 8000 e di 1ª classe con lire 9000.

II. — Meccanica.

1° Nozioni di cinematica applicata.

2. Regolarizzazione del movimento rotatorio; volanti; regolatori.

3. Rendimento delle macchine; applicazioni alle più semplici. Dinamometri.

4° Trasmissioni: per alberi; per cinghie; per funi di canape e metalliche.

5° Motori idraulici: ruote; turbine; macchine a stantuffo.

6° Motori a vapori; generatori; apparecchi motori; sistemi più comuni di distribuzione.

7° Macchine per elevare l'acqua. Ventilatori.

8° Paranchi; strettoi; grù; maneggi; ascensori.

9° Nozioni di resistenza dei materiali.

10° Applicazioni alle costruzioni.

11° Applicazioni al calcolo degli elementi delle macchine.

III. — Chimica.

Leggi che governano la combinazioni chimiche. Teoria degli equivalenti e teoria atomica.

Metalloidi e metalli e loro principali combinazioni.

Metodi dell'analisi elementare dei corpi organici e determinazioni delle loro proprietà fisiche. Idrocarburi e loro derivati.

Principii generali di analisi chimica. Analisi per via secca. Analisi quantitativa per via umida.

IV. — Mineralogia e geologia.

Principi di cristallografia. Derivazione delle principali forme cristalline dei minerali. Caratteri fisici e chimici dei minerali.

Descrizione e riconoscimento dei principali minerali e delle principali roccie.

Stratigrafia terrestre. Caratteri e classificazione cronologica delle principali formazioni geologiche.

Carte e sezioni geologiche.

V. — Lingue straniere.

Lingua tedesca per chi aspira di seguire i corsi dell'Accademia di Berlino, lingua inglese per chi chieda di recarsi alla Scuola di Londra, e lingua francese per chi voglia iscriversi alle Scuole di Parigi o di Liegi.

Si terrà conto anche dei titoli che l'aspirante avrà unito alla sua domanda, e specialmente di quelli riguardanti studi già fatti in materia d'arte mineraria e di geologia.

Si avrà pure riguardo all'abilità dei candidati nel disegno di paesaggio.

Art. 4. Coloro che vorranno essere ammessi all'esame dovranno far pervenire al Ministero di agricoltura, industria e commercio non più tardi del 20 febbraio anno corrente, apposita istanza, nalla quale sia esattamente indicato il loro domicilio, e a cui siano annessi i seguenti documenti:

1° Certificato degli studi fatti e diploma d'ingegnere ottenuto in una delle Scuole di applicazione del Regno;

2° Fede di nascita da cui risulti che l'aspirante non abbia compiuto il 30° anno di età;

3° Certificato medico di robusta e sana costituzione, adatta ai lavori di campagna;

4° Atto dell'aspirante col quale si obblighi, ove riesca vincitore nel concorso e ottenga la nomina ad ingegnere, di rimanere in servizio nel R. Corpo delle Miniere almeno per otto anni.

I concorrenti potranno aggiungere tutti quegli altri titoli che crederanno utili allo scopo.

Qualora sia riconosciuto necessario, i concorrenti potranno essere sottoposti ad una visita medica.

Roma, addì 2 gennaio 1892.

Il Direttore generale
MIRAGLIA.

2

Collegio Reale delle Fanciulle in Milano

CONSIGLIO DI VIGILANZA

Avviso di concorso.

È aperto il concorso al posto vacante di Maestro di Pianoforte nel Collegio Reale delle fanciulle in Milano, con l'annuo stipendio di lire 1000.

Il concorso è per titoli e rimane aperto fino al giorno 15 febbraio prossimo venturo.

Gli aspiranti dovranno presentare a questo Consiglio di Vigilanza la loro istanza in carta da bollo da cent. 50, corredandola dei documenti che seguono:

1° Fede di nascita;

2° Fedina criminale;

3° Certificato di moralità rilasciato dal Sindaco del Comune, in cui l'aspirante ebbe dimora nell'ultimo anno:

4° Attestato degli studi percorsi, e diploma di abilitazione all'insegnamento del pianoforte;

5° Attestato comprovante i servizi per avventura prestati precedentemente, e tutti quegli altri documenti, che il ricorrente crederà opportuno di aggiungere nel proprio interesse.

Gli aspiranti indicheranno con esattezza nella domanda il rispettivo domicilio.

Il concorrente dovrà dichiarare di essere disposto, nel caso che fosse prescelto, ad assumere fino dal 1° marzo p. v. il nuovo ufficio suo.

Milano, 16 gennaio 1892.

Il presidente
GIULIO BIANCHI.

BOLLETTINO METEORICO

DELL' UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA E GEODINAMICA

Roma, 30 gennaio 1892

STAZIONI	STATO DEL CIELO 8 ant.	STATO DEL MARE 8 ant.	TEMPERATURA Massima nelle 24 ore precedenti	TEMPERATURA Minima nelle 24 ore precedenti
Belluno	1¦4 coperto	—	2 3	— 3 2
Domodossola . .	3¦4 coperto	—	15 0	3 0
Milano	3¦4 coperto	—	6 6	— 1 2
Verona	nebbioso	—	5 8	— 0 2
Venezia	coperto	calmo	5 1	0 1
Torino	coperto	—	3 8	— 2 4
Alessandria . . .	coperto	—	3 0	1 8
Parma	3¦4 coperto	—	3 3	— 1 3
Modena	coperto	—	6 9	1 2
Genova	coperto	calmo	12 4	8 1
Forlì	3¦4 coperto	—	8 2	0 2
Pesaro	1¦2 coperto	calmo	7 5	2 1
Porto Maurizio . .	coperto	mosso	14 6	5 0
Firenze	nebbioso	—	12 0	1 4
Urbino	1¦2 coperto	—	7 2	— 0 2
Ancona	3¦4 coperto	calmo	8 7	4 0
Livorno	coperto	calmo	13 5	3 1
Perugia	3¦4 coperto	—	8 8	2 9
Camerino. . . .	coperto	—	5 6	4 5
Chieti	sereno	—	7 4	— 2 4
Aquila	1¦2 coperto	—	7 2	0 4
Roma	3¦4 coperto	—	13 7	1 8
Agnone	sereno	—	6 3	0 3
Foggia	sereno	—	10 4	2 0
Bari	sereno	calmo	9 8	4 6
Napoli	sereno	calmo	11 0	7 0
Potenza	sereno	—	3 4	0 0
Lecce	1¦4 coperto	—	10 3	3 0
Cosenza	1¦4 coperto	—	8 2	0 4
Cagliari	1¦4 coperto	calmo	13 5	4 4
Reggio Calabria .	—	—	—	—
Palermo	sereno	legg. mosso	11 8	3 2
Catania	sereno	calmo	11 0	4 0
Caltanissetta . . .	sereno	—	7 5	3 0
Siracusa	1¦4 coperto	legg. mosso	12 5	5 3

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

fatte nel R. Osservatorio del Collegio Romano

Il dì 30 gennaio 1892

Il barometro è ridotto al zero. L'altezza della stazione è di metri 49,6.

Barometro a mezzodì . . . . . = 768,5

Umidità relativa a mezzodì . . . . . = 51

Vento a mezzodì . . . . . . Nord debole.

Cielo . . . . quasi coperto.

Termometro centigrado { Massimo = 12°,7. Minimo = 1°,8.

Pioggia in 24 ore: — —

Li 30 gennaio 1892.

In Europa forte ed estesa depressione al Nord, estendentesi fino all'Austria Ungheria, pressione sempre alta intorno al Golfo di Guascogna. Scandinavia settentrionale e centrale 725; Zurigo 774; Biarritz, Madrid 778.

In Italia nelle 24 ore: barometro leggermente disceso al Nord, salito cinque e sei mill. in Sicilia; diverse nebbie al Nord; venti qua e là freschi del quarto quadrante nell'Italia inferiore; temperatura aumentata specialmente al Nord; alcune brinate e gelate alta Italia.

Stamane: cielo poco nuvoloso o sereno sull'Italia inferiore, venti deboli specialmente del quarto quadrante; generalmente coperto sull'Italia superiore; barometro da 768 a 796 mill. in Sicilia; a 766 mill. nell'Adriatico.

Mare calmo.

Probabilità: venti deboli a freschi intorno al ponente; cielo nebbioso; ancora qualche gelata al Nord.

PARTE NON UFFICIALE

PARLAMENTO NAZIONALE

SENATO DEL REGNO

RESOCONTO SOMMARIO — Sabato 30 gennaio 1892.

Presidenza del presidente FARINI.

La seduta è aperta alle ore 2,20.

CENCELLI, segretario, legge il verbale dell'ultima seduta, che è approvato.

Leggesi un sunto di petizione.

Si accordano alcuni congedi.

Discussione del progetto di legge: « *Stato degli impiegati civili* » (*N. 111*).

NICOTERA, ministro dell'interno, consente a che la discussione si apra sul contro progetto della Commissione, salvo a proporre modificazioni su taluni articoli.

MANZONI, propone che si ometta la lettura preliminare del progetto di legge.

(Non sorgendo osservazioni si omette la lettura del progetto).

PRESIDENTE, apre la discussione generale.

GADDA, osserva come il progetto sia stato presentato dal solo ministro dell'interno di concerto col presidente del Consiglio.

Prega il ministro dell'interno di voler dichiarare se si intendano aderenti anche gli altri ministri.

NICOTERA, ministro dell'interno. Il progetto di legge fu studiato e presentato d'accordo con i suoi colleghi del Ministero e dice che esso contiene disposizioni che saranno applicabili a tutti gli impiegati.

GADDA, ringrazia il ministro della sua dichiarazione che crede opportuna.

PRESIDENTE, chiude la discussione generale e si procede a quella degli articoli.

Art. 1.

La nomina, la promozione, la dispensa dal servizio, la revocazione, il congedo, la destituzione, il collocamento in aspettativa o in disponibilità, ed il collocamento a riposo degli impiegati civili dello Stato, hanno luogo secondo le norme e le condizioni stabilite dalle leggi.

NICOTERA, ministro dell'interno, propone che dal testo di questo articolo si elimini il collocamento in disponibilità, rinviandone la relativa disposizione ad altro articolo del progetto.

MAJORANA-CALATABIANO, relatore, osserva che il contemplare in quest'articolo « il collocamento in disponibilità » completa l'unità dell'articolo stesso e non pregiudica alcun'altra disposizione del progetto.

Prega il ministro di consentire che lo si lasci immutato.

NICOTERA, ministro dell'interno, consente.

PRESIDENTE mette ai voti l'articolo 1° che è approvato.

Art. 2.

La qualità d'impiegato civile si acquista e si perde mediante decreto reale o ministeriale, registrato alla Corte dei conti.

Salve le disposizioni di legge, il decreto sarà reale o ministeriale secondo è prescritto nei rispettivi organici.

ZINI osserva essere avvenuto qualche volta che decreti di nomina per alti funzionari, anche dopo la firma reale, non ebbero corso; non ammette che questi decreti non abbiano corso senza una legale revocazione, in qualunque caso poi ne deve essere informato il funzionario interessato.

Ove queste sue osservazioni fossero ritenute giuste, si riserva di presentare un emendamento.

NICOTERA, ministro dell'interno, prega l'onorevole Zini a considerare che ogni decreto sottoposto alla firma di S. M. deve indispensabilmente essere passato in Consiglio dei ministri e preceduto da relazione.

Anche un decreto ministeriale ha bisogno di relazione, senza di che la Corte dei conti non lo registrerebbe.

ZINI, ammette che dovrebbe farsi così come il ministro dice; ma le sue osservazioni riguardano la revoca e non la nomina di funzionari.

Domanda assicurazione al ministro che in ogni caso quando si tratterà di non dar corso ad un decreto di nomina, questo avverrà in seguito a procedura legale. In questo caso non insisterà e non presenterà emendamenti.

PATERNOSTRO, fa notare che nessun decreto è eseguibile senza la registrazione della Corte dei conti.

La Corte nega la registrazione, anche se il decreto rechi la firma augusta di S. M. se il decreto implichi una qualche irregolarità. E allora può avvenire che il ministro reputi di trattenerlo; ma il fatto non ha nulla di anormale.

NICOTERA, ministro dell'interno. Le osservazioni del senatore Zini evidentemente riguardano i decreti non registrati alla Corte dei conti.

Nel caso in cui non si dà corso ad un decreto reale, se ne informa sempre il Re, il quale di fatto lo revoca, e questo sempre prima che la Corte dei conti lo registri e sempre dopo che il ministro proponente ne ha riferito di nuovo in Consiglio dei ministri.

Osserva poi che l'articolo 2° non parla di decreti che non abbiano avuto corso.

ZINI, replica brevemente, e dichiara di non insistere e non proporrà emendamenti accontentandosi delle spiegazioni date dal ministro, purchè rimanga inteso che sarà debitamente rispettata e tenuta in considerazione la persona alla quale il decreto a cui non viene dato corso si riferiva.

MAJORANA-CALATABIANO, relatore, osserva che non può mai accusarsi l'art. 2 di insufficienza riguardo alla determinazione delle condizioni essenziali di acquisto delle qualità di impiegati. Ringrazia l'on. Zini di non aver insistito per una modificazione dell'articolo.

Senatore LOVERA rileva che nell'aggiunta fatta all'art. 2 dalla Commissione vi è una ripetizione nelle parole *decreto reale o ministeriale* e propone una modificazione di forma che tolga questa ripetizione.

MAJORANA-CALATABIANO, relatore, spiega perchè la Commissione si sia indotta ad accettare il concetto che il decreto debba essere reale o ministeriale; e come i due commi dell'art. 2 proposto dalla Commissione si riferiscano ai due diversi fatti della registrazione del decreto per parte della Corte dei conti e della corrispondenza sua agli organici.

Laonde la ripetizione delle parole notate dall'onorevole Lovera è giustificata.

Informa poi il Senato come nella Commissione sia stato sollevato il dubbio se, tenuto conto delle leggi in vigore e della probabilità di altre da venire, dovesse essere esclusa per legge la possibilità, per alcuni impieghi, di delegare la potestà di nomina a taluno dei capi delle amministrazioni provinciali. Ma fu mantenuta la dizione dell'articolo così come si legge nel progetto, sembrando non doversi derogare al concetto della diretta responsabilità del Governo per qualunque atto che esige la registrazione alla Corte dei conti.

Se non che, ad evitare che possano scemare le garantie ove alla forma del decreto reale si surrogasse quella ministeriale, e ad evitare che esorbitante riesca la quantità degli atti che richiedono la sottoscrizione del Capo dello Stato, col capoverso aggiunto si dispone che, dove la legge non provvede, sieno gli organici quelli che devono specificare la forma del decreto.

NICOTERA, ministro dell'interno, gli sembra che l'aggiunta fatta dalla Commissione sia superflua, perchè è impossibile che un ministro proceda a delle nomine senza tenersi alle norme di legge.

Le asserzioni del senatore Lovera sono di pura forma, e si rimette alla Commissione per una opportuna correzione.

LOVERA, spiega che appunto come intese il ministro le sue osservazioni sono puramente di forma, e si rimette completamente alla Commissione se crederà di migliorarla e renderla più chiara.

MAJORANA, relatore, spiega le ragioni per le quali si propose l'aggiunta del capoverso all'art. 2.

L'aggiunta fu fatta per togliere al ministro ogni facoltà di procedere negli atti riguardanti gl'impiegati civili senza ricorrere alla forma dei decreti reali o ministeriali secondo i casi.

LOVERA, non insiste nel suo emendamento.

PRESIDENTE, pone ai voti l'art. 2 che è approvato.

Art 3.

I titoli, le categorie, i gradi, le classi e gli stipendi degli impiegati sono stabiliti per legge.

Il numero degl'impiepati di ciascun grado e di ciascuna classe può essere variato anche con gli organici allegati ai bilanci di previsione.

GADDA, preferisce l'articolo 3 del progetto ministeriale a quello della Commissione.

Il concetto dei due articoli è eguale, quello cioè che gli organici non possano modificarsi che per legge.

Ma perchè la Commissione non ha creduto di accettare la più chiara ed esplicita disposizione del progetto ministeriale e vi ha sostituito che gli organici possono mutarsi anche in occasione dei bilanci? La garanzia per l'impiegato è maggiore col progetto ministeriale che con quello della Commissione.

L'art. 3 del progetto ministeriale è concepito così:

« Le categorie, i gradi, le classi, il numero e gli stipendi degli impiegati sono stabiliti per legge, e non possono essere variati che con legge speciale ».

Evidentemente la stabilità degli impiegati è meglio garantita con questo articolo che con quello della Commissione.

Spera che la Commissione recederà dall'articolo suo.

NICOTERA, divide le opinioni espresse dal senatore Gadda. Non crede prudente che sia accordata la facoltà di mutare gli organici per mezzo di allegati ai bilanci di previsione, perchè gl'impiegati non avrebbero alcuna garanzia nella loro posizione.

Osserva che la parola *titoli* in questo articolo 3 è superflua e prega la Commissione di voler tornare all'articolo 3 come fu proposto dal Ministero.

COSTA, della Commissione, osserva che l'articolo 3 della Commissione non è che la produzione letterale dell'articolo stesso come fu votato dal Senato nel precedente progetto sullo stato degli impiegati civili.

Osserva poi che, anche quella del bilancio è una legge come tutte le altre, e che quindi il concetto del progetto ministeriale rimane ugualmente salvo ed integro.

Colla legge del bilancio non si tratterà in ogni caso che degli organici in quanto al numero degli impiegati.

Comunque, la Commissione non insiste nella proposta sua ed accede a quella del Ministero.

GADDA è lieto che la Commissione ed il ministro siano venuti nella sua opinione di tornare al progetto ministeriale, tanto più che per questo argomento fu viva la discussione in Senato, quando si esaminò altra volta il progetto.

NICOTERA, ministro dell'interno, crede superflua la parola *titoli* ma se ne rimette al giudizio della Commissione.

MAJORANA-CALATABIANO, relatore, ringrazia il ministro di consentire all'aggiunta nell'articolo 3 della parola *I titoli* che alla Commissione continua a sembrare necessaria.

PRESIDENTE, pone ai voti l'art. 3 coll'aggiunta in principio, della parola « I titoli » e precisamente nei termini seguenti:

Art. 3.

I titoli, le categorie, i gradi, le classi, il numero e gli stipendi degli impiegati sono stabiliti per legge, e non possono essere variati che con legge speciale.

(Approvato).

Art. 4.

I regolamenti speciali di ciascuna amministrazione determinano le categorie, per le quali occorre la laurea o anche la specie di questa; quelle per le quali, la licenza o diploma di istruzione secondaria di grado superiore; quelle per le quali, la licenza o diploma d'istruzione secondaria di grado inferiore, ovvero il diploma della scuola normale o la patente di maestro di grado superiore.

FINALI, fa alcune osservazioni sulle categorie che si prevedono nell'articolo in discussione e dubita che la dizione dell'articolo della Commissione circa i titoli di istruzione necessari per gl'impiegati civili sia consona alle nostre leggi scolastiche.

MAJORANA-CALATABIANO, relatore, informa il Senato come hanno proceduto le discussioni della Commissione relativamente a questo importantissimo art. 4.

L'art. 4 del disegno ministeriale sollevò più dubbi. Se nell'art 3 è detto che le categorie son fissate per legge, perchè fin da ora determinarle nel numero massimo di tre? Se si elimina la triplice categoria, che si denomina di concetto, ragioneria e ordine, nulla vi ha da opporre in contrario. Ma si dirà poi che, surrogando la classificazione secondo il diverso grado accademico, si conseguirà la prova che la coltura sia veramente in rispondenza al grado accademico? E non sarà ammissibile che chi è provveduto di licenza sia appena buono a provarsi idoneo per uno degli uffici che ora diconsi d'ordine? E non sarà talvolta vero che chi è in possesso del supremo grado accademico stenti ad accedere ad uffici superiori, e si accontenti ben volentieri di concorrere per ufficio che ora dicesi di ragioneria, e che sarebbe intermedio tra il massimo ed il minimo; e allisce perfino alla prova a fronte di chi si presenta provveduto appena di licenza?

Per coteste considerazioni, la Commissione, pur non negando un qualche valore alla distinzione fondata sui gradi accademici, è stata di avviso di sopprimere il primo inciso dell'articolo ministeriale che fissa a tre le categorie; potendo benissimo occorrere per taluni servizi, ad esempio del Ministero degli esteri, o del Ministero del commercio, di ammetterne più di tre. E circa all'accesso alle varie categorie, il cui numero è fissato per legge, ha detto che i regolamenti speciali di ciascun'amministrazione determinano per quali di esse si vuole la laurea e, al bisogno, quale specie di questa; per quali la licenza o diploma d'istruzione secondaria di grado superiore; per quali, la licenza o diploma d'istruzione secondaria di grado inferiore, ovvero il diploma della scuola normale, o la patente di maestro di grado superiore.

Ha aggiunto il diploma normale o la patente di maestro di grado superiore, sì perchè li giudicò bastevoli come prova di studi fatti, a dare abilitazione di attendere ai più modesti pubblici uffici; sì perchè non è gran fatto maggiore la garantia di coltura nel possesso d'una licenza d'istruzione secondaria di grado inferiore; sì, infine, e sopratutto, perchè rimane pur sempre l'esame di concorso, nel quale precipuamente consiste la dimostrazione della coltura, e quella del valore comparato.

La Commissione mantiene l'articolo così come lo ha formulato, salvo il pronunziarsi su qualche proposta concreta se verrà presentata.

NICOTERA, ministro dell'interno, ritiene pericoloso assecondare tutte le esigenze ed i desideri degli impiegati, e conviene correggere l'errore, se ce ne è, circa il numero delle categorie: esse non devono essere che tre, concetto, ragioneria ed ordine.

È d'opinione che i concorrenti a queste tre categorie debbano essere muniti dei titoli di studi necessari.

Ha poca fede nei concorsi, come il relatore ha poca fede nei diplomi.

Nei concorsi spesso hanno troppo valore le raccomandazioni di uomini politici.

Non si dice entusiasta del sistema che si è inaugurato per la scelta degli uffici di pubblica sicurezza, per i quali occorrono attitudini speciali.

Insiste sulla necessità dei titoli per la determinazione delle tre categorie.

COSTA, della Commissione, crede che qui corra equivoco.

Il progetto della Commissione non differisce da quello del Ministero, se non perchè stabilisce che i titoli per le singole categorie saranno determinati dalle speciali amministrazioni.

Le garanzie rimangono; non è mutata che la forma e questione vera anzi non c'è.

FINALI, dice che da un equivoco parte anche la Commissione nel difendere il suo emendamento.

Non si tratta già di stabilire la precedenza delle categorie, ma di fissare quante debbono essere e quali debbono essere i limiti dei titoli per appartenervi.

Per bontà di concetto e per precisione di locuzione crede preferibile il testo dell'art. 4 come era proposto dal Ministero.

COSTA, della Commissione, insiste sulla larghezza che deve lasciarsi circa l'apprezzamento dei titoli necessari per essere ammessi in una od altra categoria a seconda delle esigenze delle varie amministrazioni: si tratta di metodo e non di sostanza.

NICOTERA, ministro dell'interno, fa notare gli inconvenienti che possano avvenire nel lasciare le mani libere alle diverse amministrazioni nello stabilire il limite dei titoli per essere ammesso ad una o ad un'altra delle diverse categorie, ed il danno maggiore di lasciare facoltà a stabilire categorie speciali.

Mantiene l'articolo ministeriale, non potendosi accostare a quello della Commissione.

MAJORANA-CALATABIANO, relatore, dichiara che la Commissione non ha difficoltà che per legge si stabiliscano le tre categorie.

Ma quanto ai titoli fa notare come il parlare per esempio di laurea in generale, non assicuri abbastanza l'intento che il ministro si propone.

Osserva non potersi far qui un codice col sottinteso che poi debba essere modificato con gli organici o con leggi speciali.

NICOTERA, ministro dell'interno. La laurea ha diverso valore a seconda delle diverse materie nelle quali si è conseguita, e dicendo che le categorie sono tre non si dice e non si deve dire o stabilire *a priori* qua'i titoli occorrano per la seconda o per la terza; per la prima soltanto si deve dire che occorre la laurea, nè si pregiudica

la necessaria considerazione alla specialità dei servizi ai quali si tratta di provvedere.

COSTA, della Commissione, propone che l'articolo sia rinviato per un nuovo esame alla Commissione.

NICOTERA, ministro dell'interno, accetta il rinvio.

PRESIDENTE mette ai voti la proposta di rinvio dell'art. 4 alla Commissione.

(Approvato).

Gli articoli dal 5 all'11 inclusivo sono approvati senza osservazioni.

L'art. 12 è approvato con un emendamento soppressivo proposto dal senatore Finali e accettato dalla Commissione e dal ministro.

GADDA, chiede quale sia il significato delle parole, *commissario di sorveglianza* che si leggono nell'articolo 13.

MAJORANA-CALATABIANO, relatore, spiega che nei commissari di sorveglianza, non sono compresi quelli governativi, ma quelli di aziende private.

GADDA, osserva come non s'intenda bene in qual modo un impiegato civile non possa essere commissario di sorveglianza, mentre vi sono commissari di sorveglianza che rivestono questa qualità appunto per la loro qualità d'impiegati.

COSTA, della Commissione. Dice trattarsi nell'articolo di commissari a stipendio di private amministrazioni.

GADDA, è lieto di aver dato occasione alle dichiarazioni della Commissione.

Si approva l'art. 13 secondo il testo della Commissione.

Art. 14.

Gl'impiegati retribuiti dallo Stato non possono cumularsi con altri retribuiti dallo Stato, dalle provincie, dai comuni, dalle università libere o da qualsiasi altra amministrazione pubblica, salve le eccezioni di legge.

FINALI, domanda se con questo articolo si voglia abrogare la legge del 1862, sul cumulo degl'impieghi.

COSTA, della Commissione. Il pensiero dell'Ufficio centrale fu quello di riferirsi alle leggi esistenti sui cumuli e propone che per maggior chiarezza sia detto « salvo le eccezioni delle leggi » anzichè « salvo le eccezioni di legge.

FINALI, non crede che la legge organica sui cumuli possa profondamente alterarsi con un semplice articolo come questo e come avverrebbe se l'articolo fosse approvato come è proposto.

Propone il rinvio dell'articolo alla Commissione.

COSTA, della Commissione, accetta il rinvio.

PRESIDENTE, lo pone ai voti.

(Approvato).

L'articolo 15 è approvato senza osservazioni.

ZINI, a proposito dell'articolo 17 del progetto ministeriale che concerne la responsabilità degli impiegati e che la Commissione ha soppresso, ricorda che altra volta egli sostenne la tesi sulla responsabilità degli impiegati della quale si parla nel soppresso articolo 17.

Rammenta di avere allora distinte quattro diverse specie di responsabilità: responsabilità dell'impiegato verso lo Stato, dell'impiegato verso i privati, dello Stato per l'azione del suo impiegato, dello Stato per i suoi ordini eseguiti dall'impiegato, e che abbiano provocato la azione dei privati.

Domanda al ministro se non sia il caso ora di rendere meno grave la responsabilità finanziaria stabilita dall'art. 61 della legge di contabilità.

Raccomanda al Governo di considerare sotto ogni aspetto il tema della responsabilità degli impiegati.

MAJORANA-CALATABIANO, relatore, la Commissione accetta le raccomandazioni fatte dal senatore Zini delle quali si dovrà tener conto quando verrà presentata un'apposita legge.

GADDA, ritiene che sarebbe stato meglio discutere ora la questione della responsabilità degli impiegati, anzichè rimandarla ad una legge speciale.

NICOTERA, ministro dell'interno, l'art. 17 del progetto ministeriale avrebbe dovuto servire come di inizio alla legislazione sulla responsabilità degli impiegati di ogni grado.

Promette di presentare su questa materia un progetto di legge.

COSTA, della Commissione, alla Commissione è parso che prima di parlare della responsabilità degli impiegati convenga avere una legge sulla responsabilità dei ministri, per ciò soppresse l'articolo 17 del progetto ministeriale.

FINALI nell'articolo 17 si considerava la responsabilità amministrativa e non quella politica, ed osserva che vi sono delle leggi speciali anche per questo genere di responsabilità.

Crede necessario dichiarare che la soppressione dell'art. 17 non infirma le disposizioni di quelle leggi.

MAJORANA-CALATABIANO, relatore, l'art. 17 non era che l'affermazione di un principio senza alcuna sanzione, ed è per questo che la Commissione credette opportuno sopprimerlo.

NICOTERA, ministro dell'interno, dichiara evidente che, colla soppressione dell'art. 17, non si pregiudicano le leggi esistenti.

La questione della responsabilità politica dei ministri è molto vecchia, ma nessuno l'ha mai risoluta.

Consente nella soppressione dell'art. 17.

Art. 16.

Per essere nominato ad impiego civile è richiesto il concorso delle seguenti condizioni:

1° essere cittadino italiano;

Sono equiparati ai cittadini dello Stato, per gli effetti della presente legge, i cittadini delle altre regioni italiane, quando anche manchino della naturalità;

2° avere compiuto l'età di 18 anni, e non avere oltrepassato quella stabilita dagli ordinamenti di ciascuna amministrazione;

3° avere adempiuto a tutte le altre condizioni stabilite per ciascuna amministrazione.

FINALI, dice che chi vuole un impiego italiano deve essere in tutto e per tutto suddito italiano, senza rapporti di vincolo di alcuna specie con Stati stranieri.

Crede che sotto questo aspetto il numero 2 dell'articolo 16 debba essere ripreso in esame.

COSTA, della Commissione, comprende la gravità della questione enunciata dall'on. Finali.

La Commissione per pronunciarsi con più maturità crede che potesse essere conveniente che l'articolo le fosse rinviato.

NICOTERA, ministro dell'interno, dice trattarsi non solo di una questione politica ma anche di una questione di ordine internazionale, sulla quale gli sarà conveniente di escutere l'opinione del presidente del Consiglio.

PRESIDENTE, pone ai voti la proposta di rinvio dell'art. 16 alla Commissione.

(Approvato).

Il seguito della discussione è rimandato a lunedì.

La seduta è levata alle ore 5,40.

CAMERA DEI DEPUTATI

RESOCONTO SOMMARIO — Sabato 30 gennaio 1892.

Presidenza del presidente BIANCHERI.

La seduta comincia alle 2,25.

D'AYALA-VALVA, segretario, legge il processo verbale della seduta di ieri.

PONTI dichiara che, se fosse stato presente ieri avrebbe votato contro la proposta Mussi e in favore dell'ordine del giorno Saporito.

ELLENA, essendo stato relatore sul disegno di legge di approvazione del trattato con la Germania, nota che la risposta data ieri dal presidente del Consiglio all'onorevole Niccolini circa il dazio dei vini, non corrisponde a quanto gli fu dichiarato per iscritto dal Ministero delle finanze.

COLOMBO, ministro delle finanze, risponde che la Direzione gene-

rale delle gabelle ha rettificato la dichiarazione fatta precedentemente.

(Il processo verbale è approvato).

PRESIDENTE dà lettura di una proposta di legge del deputato Vollaro Saverio relativa alle sezioni di Pretura.

CHIMIRRI, ministro di grazia e giustizia, proporrà lunedì, il giorno per lo svolgimento.

(Così rimane stabilito).

CARDARELLI giura.

PRESIDENTE dà lettura della seguente mozione:

« La Camera, persuasa che il disordine cronico delle Università italiane è di gravissimo danno e discredito agli studenti e al Paese, invita il ministro a presentare sul riordinamento del potere disciplinare in esse, una legge che lo ravvivi e gli ridia un efficace vigore.

« Bonghi ».

Quando sia presente il ministro dell'istruzione, si provvederà per la discussione.

Seguito della discussione del disegno di legge sui probi-viri.

PRESIDENTE dà lettura dell'art. 18.

(Approvansi senza discussione gli articoli dal 18 al 25).

PARPAGLIA, ritirando il suo, si associa all'emendamento presentato dal deputato Fagiuoli all'art. 26.

FAGIUOLI svolge il seguente emendamento sostitutivo dell'articolo 26:

« Gli eletti durano in carica quattro anni. Però il Collegio si rinnova ad ogni biennio per metà, tanto per la parte degli industriali, quanto per la parte degli operai.

« Nel primo biennio la rinnovazione è determinata dalla sorte, nei successivi dalla anzianità ».

GALLAVRESI, relatore, e CHIMIRRI, ministro di grazia e giustizia, lo accettano.

(È approvato).

SELLA parla in favore di un emendamento all'art. 27 dei deputati Fratti, Agnini, Guelpa e Maffei, diretto ad escludere la rielezione dei membri del Collegio prima che sia decorso un biennio dalla loro uscita.

GALLAVRESI, relatore, mantiene l'articolo proposto dalla Commissione, che non pone limiti alla rielezione.

(L'emendamento Fratti ed altri deputati non è approvato. Approvasi l'art 27).

VOLLARO DE LIETO chiede le disposizioni dell'art. 28, relative alle adunanze dell'ufficio di conciliazione, vengano estese alla giuria.

GALLAVRESI, relatore, SONNINO, presidente della Commissione, e CHIMIRRI, ministro di grazia e giustizia, dichiarano che le disposizioni stesse si applicano anche alla giuria.

(Approvasi l'art. 28).

GULGIELMI propone un emendamento diretto a spiegare che nella materia disciplinare, regolata dall'art. 29, il Collegio pronunzierà in Camera di Consiglio.

Propone poi che la ineleggibilità del membro del Collegio, il quale siasi reso colpevole di violazione dei doveri inerenti al suo ufficio, si estenda da un anno a tre.

VOLLARO SAVERIO chiede che in tali giudizi sia sempre ammesso il prevenuto a presentare le sue discolpe.

GALLAVRESI, relatore, accetta le proposte del deputato Guglielmi; e quella dell'onor. Vollaro, sebbene la ritenga superflua.

CHIMIRRI, ministro di grazia e giustizia, accetta del pari i tre emendamenti.

(Approvasi l'art. 29 così emendato).

MAFFI, a nome anche del deputato Rampoldi, propone all'articolo 30 che, per lo scioglimento dei Collegi dei *probi viri*, debbano essere sentiti non solo le Camere di commercio ed i Consigli comunali, ma anche le associazioni operaie.

DANEO chiede che lo scioglimento venga pronunziato per Decreto Reale, anzichè ministeriale, premessa una proposta motivata dei ministri di grazia e giustizia e di agricoltura e commercio.

VOLLARO-DE LIETO propone che, durante il termine dello scioglimento, le controversie, deferite alla giurisdizione ordinaria, non siano precedute dall'esperimento di conciliazione.

PARPAGLIA sostiene le proposte dei deputati Maffi e Daneo.

VOLLARO SAVERIO chiede che sia espressamente accordato ai componenti il Collegio il diritto di ricorrere alla IV Sezione del Consiglio di Stato.

CUCCHI L. chiede perchè la Commissione abbia esteso da uno a sei mesi il termine che deve decorrere tra lo scioglimento del Collegio e le nuove elezioni e riti ne che un trimestre sarebbe termine più conveniente.

GALLAVRESI, relatore, non può accettare lo emendamento del deputato Maffi perchè porterebbe nello scioglimento l'introduzione di un Corpo che rimane estraneo alla costituzione del Collegio.

Non può accogliere nemmeno quello dell'onorevole Daneo non parendogli che lo scioglimento sia provvedimento tale da richiedere un Decreto Reale, e fa osservare all'onorevole Cucchi che, caso per caso, il Ministero vedrà entro quale termine, non oltrepassando i sei mesi, convenga provvedere alla ricostituzione del Collegio.

Accetta quindi soltanto l'emendamento del deputato Vollaro De Lieto.

CHIMIRRI, ministro di grazia e giustizia, dichiara di dover ora rimanere fermo nella proposta della Commissione, sebbene il suo progetto si arrestasse a desiderii espressi dai vari oratori.

Crede che non si possa contro lo scioglimento ammettere il ricorso al Consiglio di Stato, come desidererebbe l'onorevole Vollaro, essendo un tale atto determinato da apprezzamenti che sfuggono alla competenza di quel supremo Consesso.

MAFFI, dolente che non sia stato accettato il suo emendamento, domanda quali siano le ragioni per le quali Governo e Commissione non vogliono consultare le rappresentanze operaie.

CHIMIRRI, ministro guardasigilli, risponde che, trattandosi di una funzione di Stato, non è possibile far intervenire associazioni che non hanno ufficio pubblico e talora nemmeno rappresentanza giuridica.

MAFFI non crede che le Società operaie riconosciute possano considerarsi diversamente dalle Camere di commercio, le quali rappresentano il capitale.

DANEO insiste perchè almeno lo scioglimento non si decreti senza aver sentito il ministro di grazia e giustizia; non ritenendo sufficiente garanzia l'azione del ministro di agricoltura e commercio in una materia che eccede le funzioni del ministro stesso.

PRESIDENTE pone a partito l'emendamento dell'onorevole Daneo.

(Non è approvato).

Pone a partito l'emendamento aggiuntivo al secondo comma dell'onorevole Vollaro-De Lieto, accettato dalla Commissione.

(È approvato).

MAFFI dichiara di aggiungere al suo emendamento le parole: « legalmente costituite ».

PRESIDENTE pone a partito l'emendamento aggiuntivo all'ultimo comma, dell'onorevole Maffi:

« ... e delle rappresentanze operaie per mezzo delle loro associazioni legalmente costituite ».

(Dopo prova e controprova, non è approvato. — È approvato l'articolo 30 con l'aggiunta proposta dall'onorevole Vollaro-De Lieto).

CURIONI, all'articolo 31, propone di eliminare al primo capoverso la parola « tecnica ».

Osserva che l'articolo, come è proposto, sembra escludere che le parti possano farsi rappresentare da operai. Invoca dal Governo uno schiarimento in proposito.

CUCCHI LUIGI si unisce all'onorevole Curioni per dimandare uno schiarimento intorno al valore della frase « persona tecnica esercente industria ».

Domanda se chi ha cessato di esercitare l'industria potrà rappresentare altri innanzi alla giuria.

GALLAVRESI, relatore, osserva che scopo della disposizione è so-

tanto quello d'impedire che si formi intorno a queste giurie una schiera di difensori di mestiere.

Credo che convenga lasciare il testo dell'articolo quale è proposto.

S'intende però che anche gli operai potranno rappresentare i loro compagni.

CURIONI, preso atto di questa dichiarazione, ritira l'emendamento.

(È approvato l'art. 31).

(Sono approvati senza discussione gli articoli 32, 33 e 34).

CURIONI, all'art. 35 dà ragione del seguente emendamento:

« Se i ricusati non dichiarano di astenersi, delibera sulla ricusazione il presidente; e se questi è il ricusato, giudica della ricusazione il presidente del tribunale civile sentite le parti senza altre formalità di procedura, per semplice decreto e senza costo di spesa ».

CHIMIRRI, ministro di grazia e giustizia, propone che all'articolo si aggiunga « udite le parti in Camera di Consiglio.

CURIONI ritira il suo emendamento.

(L'art. 25 è approvato con la modificazione proposta dall'onorevole ministro).

(Sono approvati senza discussione gli articoli 36 e 37).

GUGLIELMI, sull'art. 38, domanda come si provvederà pei periti, se gli uni e gli altri debbano giurare, ed abbiano diritto a compenso.

CHIMIRRI, ministro di grazia e giustizia, osserva che innanzi ad un Collegio tecnico non occoreranno periti.

Propone la seguente aggiunta in fine dell'articolo.

« Ai testimoni è deferito il giuramento ai termini degli articoli 226 e 259 del Codice di procedura civile modificato dalla legge 30 giugno 1876 ».

GUGLIELMI domanda chi compenserà i testimoni, almeno per le spese che dovranno incorrere. Spera che si provvederà col regolamento della procedura.

GALLAVRESI, relatore, dichiara che la Commissione accetta la modificazione proposta dall'onorevole ministro.

(L'art. 38 è approvato con questa modificazione).

GUGLIELMI, all'art. 39, domanda se si potrà far luogo ad una compensazione parziale delle spese.

CHIMIRRI, ministro di grazia e giustizia, risponde affermativamente.

(L'articolo 39 è approvato).

GALLAVRESI, relatore, dichiara che la Commissione accetta il seguente emendamento dell'onor. Curioni:

« *Alle prime parole*: I processi verbali dell'ufficio di conciliazione, *surrogare queste altre*: I processi verbali di seguita conciliazione. »

La Commissione accetta anche il seguente emendamento dell'onor. Guglielmi:

« *In fine aggiungere le parole*: salvo il ricorso di cui l'articolo 11, nel qual caso il pretore potrà sospendere l'esecuzione. »

PARPAGLIA dà ragione del seguente emendamento:

« I processi verbali dell'ufficio di conciliazione e quelli indicati nella prima parte dell'art. 37 sono titoli esecutivi.

« Le decisioni emesse dalla giuria rivestono il carattere di sentenze definitive e vengono fatte eseguire nei modi prescritti per quelle dei giudici conciliatori. »

Dimostra tutte le ragioni di convenienza e di coerenza, che consigliano a dar forza esecutiva al verbale di seguita conciliazione anche oltre le lire cento; e come la sua proposta sia consentanea ai nostri precedenti legislativi.

Presentazione di **un disegno di legge e ritiro** *di altro* **disegno di legge.**

DI RUDINI' presidente del Consiglio, ministro ad interim di agricoltura e commercio, presenta un disegno di legge per l'approvazione della Convenzione per la tutela della proprietà industriale fra l'Italia e la Germania.

Presenta un Decreto Reale, che autorizza il ritiro del disegno di legge per l'esercizio delle miniere, cave e torbiere.

Continua la discussione del disegno di legge sui probi viri.

VOLLARO-DE LIETO combatte la proposta dell'onor. Parpaglia, siccome quella che contraddirebbe al concetto informatore della legge ed ai principii del diritto comune, e verrebbe a turbare l'ordine delle giurisdizioni.

CHIMIRRI, ministro di grazia e giustizia, crede che l'onorevole Parpaglia abbia dato soverchia importanza ad una questione secondaria.

Osserva che quanto alla prova, ai provvedimenti conservativi e fino all'ipoteca, questi verbali, come scrittura riconosciuta in giudizio avranno pienezza d'effetti. Mancherà la esecuzione parata, e a questo si riduce la proposta dell'onorevole Parpaglia.

Ma l'oratore crede che sarebbe veramente creare un privilegio eccessivo attribuire a questi verbali una efficacia, che non hanno i verbali delle conciliazioni seguite dinanzi al conciliatore.

Aggiunge che i verbali di conciliazione sono redatti dai segretari; quindi anche per questa ragione non si può dare ai medesimi la forza esecutiva.

PARPAGLIA insiste nelle sue idee; crede che il Collegio dei *probiviri* sia circondato da *tante garenzie* che non è troppo ardire il dare forza esecutiva ai suoi verbali; perciò non può ritirare il suo emendamento.

CHIMIRRI, ministro guardasigilli, non ha mostrato diffidenza per il Collegio dei *probi-viri* ma, solo ha restituito agli atti il valore giuridico che essi hanno. Si dà ai verbali lo stesso valore degli atti privati riconosciuti in giudizio, ma più di questo non si può fare.

SONNINO, presidente della Commissione, dice che la Commissione ed il Ministero accettano gli emendamenti degli onorevoli Curioni e Guglielmi, più aggiungono altre due lievi modificazioni di forma: dopo le parole « fatte eseguire » aggiungere le altre « *nelle forme* » e dopo quelle « nei modi prescritti » aggiungere « *nell'articolo 61 e seguenti del Codice di procedura civile.* »

PRESIDENTE indice la votazione per divisione sulle due parti del primo comma.

(La prima parte è approvata).

Pone a partito la seconda parte della quale l'onorevole Parpaglia propone la soppressione.

(Dopo prova e controprova è approvata ed è approvato l'intero articolo 40).

SUARDI GIANFORTE svolge il seguente emendamento all'articolo 41:

« Il Comune, nel quale ha sede il Collegio dei *probi-viri*, dovrà fornire gratuitamente, per le riunioni del Collegio stesso, il locale in un edificio d'uso comunale. »

Dice che accettando il suo emendamento si eviterà il pericolo che qualche Comune, non avendo il locale opportuno, lo debba affittare sottostando così ad una nuova spesa obbligatoria.

MAFFI svolge il seguente emendamento:

« Le spese per l'impianto e il funzionamento del Collegio dei *probiviri*, sono a carico in parti eguali del Governo, sul bilancio del Ministero di grazia e giustizia, della Provincia e del Comune o Comuni ai quali si estende la giurisdizione del Collegio.

« In caso che più siano i Comuni, il riparto è fatto dalla Giunta provinciale amministrativa. »

Dice che se fosse presente il ministro del commercio prenderebbe certo le parti dell'oratore; non è giusto infatti, far gravare la spesa inerente ai *probi-viri* solo sulla classe industriale, cioè sulle Camere di commercio.

Già le Camere di commercio si sono mostrate in maggioranza contrarie all'istituto dei *probi viri*, se ora sono gravate della spesa, che l'istituto porta seco, diverranno del tutto contrarie.

CUCCHI LUIGI non comprende la parola *distretto* usata nell'articolo, la quale da noi amministrativamente non ha alcun significato. Propone di sostituirla con l'altra parola *circoscrizione.*

GALLAVRESI, relatore, in nome della Commissione accetta l'emendamento dell'onorevole Suardi, non può però accettare quello della Commissione.

Dice poi che si è usata la parola *distretto* perchè così si chiama il territorio in cui ha giurisdizione una Camera di commercio

CHIMIRRI, ministro di grazia e giustizia, non può accettare l'emen-

damento dell'on, Maffi, perchè le spese dei *probi-viri* non possono essere addossate ai Comuni già troppo gravati, e del resto le Camere di commercio hanno qualche compenso per le poche spese alle quali vanno incontro.

Accetta poi l'emendamento dell'on. Suardi.

MAFFI insiste nel suo emendamento.

PRESIDENTE pone ai voti l'articolo sostitutivo dell'on. Maffi.

(Non è approvato).

Pone a partito l'art. 41 con l'emendamento dell'on. Suardi, accettato dalla Commissione e dal Ministero.

(E' approvato).

GALLAVRESI, relatore, dichiara in nome della Commissione che essa all'articolo 42 accetta solo l'emendamento dell'onorevole Curioni così formulato:

Sostituire al terzo capoverso il seguente:

Se la controversia si risolve in via conciliativa, o decisa in contumacia o viene ritirata l'istanza, i detti diritti saranno ridotti alla metà.

VOLLARO-DE LIETO e VOLLARO SAVERIO ritirano i loro emendamenti.

PRESIDENTE pone a partito l'articolo 42 con la modificazione accettata dal Ministero.

(È approvato).

VOLLARO-DE LIETO ritira il suo emendamento all'articolo 43.

PRESIDENTE pone a partito l'articolo 43.

(È approvato).

ARTOM DI SANT'AGNESE raccomanda al Governo a proposito dell'articolo 44 di studiare il modo di applicare la legge ai cottimisti, che lavorando lontano dagli abitati non possono fruire del vantaggio dei Collegi di *probi-viri*.

MAFFI parla sostenendo la soppressione dell'articolo, dice che se la legge è buona non ci è alcuna ragione per escludere dai suoi benefici gli operai che lavorano nei cantieri dello Stato, se è cattiva non si deve applicare a nessuno. Lo Stato non è infallibile e non vi è ragione di farlo godere di privilegi speciali.

CHIMIRRI, ministro guardasigilli. Gli operai dei cantieri dello Stato hanno una posizione favorevolissima, perchè sono riguardati come impiegati dello Stato, e questo non ha interessi contrari agli operai, come li possono avere gli industriali. Per questa ragione non può accogliere la proposta dell'onorevole Maffi. Promette di prendere in considerazione la raccomandazione dell'onorevole Artom.

PRESIDENTE mette a partito l'articolo 44.

(E' approvato ed è approvato l'articolo 45).

MAFFI dichiara che darà voto favorevole alla legge, sebbene, così come è fatta, non sodisfi alle sue aspettazioni.

Disposizioni sull'ordine del giorno.

VILLARI, ministro della pubblica istruzione, domanda che sia posto all'ordine del giorno per la seduta di lunedì prossimo il disegno di legge per la conservazione delle gallerie di Roma.

(Così resta stabilito).

Presentazione di domande d'interrogazione e d'interpellanza.

PRESIDENTE comunica la seguente domanda d'interrogazione:

« Il sottoscritto muove interrogazione al ministro dell'istruzione e al ministro di grazia e giustizia per sapere se è vera la voce corsa che « *Il suonatore di violino di Raffaello* » ed altri quadri celebri di sommi artisti non esistano più nella Galleria della quale fanno parte per leggi del 1871 e del 1883.

« Filippo Mariotti ».

Dice che sarà posta all'ordine del giorno. Comunica poi la seguente domanda d'interpellanza:

« Il sottoscritto domanda di interpellare l'onorevole ministro di grazia e giustizia se essendo cessate le facoltà accordate al Governo dalla legge 30 marzo 1890 intenda mantenere inalterata la circoscrizione già effettuata con la tabella annessa al Regio decreto 9 novembre 1891 e quali siano gli intendimenti del Governo per coordinare alla nuova circoscrizione giudiziaria quella degli uffici ipotecari' catastali e di registro.

« Zucconi ».

CHIMIRRI, ministro di grazia e giustizia, dirà lunedì se e quando intende di rispondere.

La seduta termina alle 6,10.

TELEGRAMMI

(AGENZIA STEFANI)

BILBAO, 29 — L'attitudine dei minatori è sempre esaltata. Regna grande inquietudine.

MADRID, 30 — Il Governo spagnuolo informò il Governo francese di non potersi contentare delle ultime concessioni doganali proposte dalla Francia.

La speranza di un accordo a breve scadenza sembrando perduta, la Spagna e la Francia si applicheranno reciprocamente, a datare dal 1° febbraio prossimo, la tariffa generale.

LISBONA, 29. — Il ministro delle finanze, Oliveira Martins, conferì oggi con tutti i direttori generali del suo dicastero.

Egli inviò a tutti i ricevitori dei circondari l'ordine di versare, il 1° febbraio prossimo, l'ammontare di tutti i loro incassi presso i ricevitori generali.

È inesatto che il ministro inglese abbia interrogato il Governo portoghese circa la riduzione degli interessi del Debito pubblico.

ROMA, 30 — Oggi, alle 3 pom., ha luogo alla Consulta lo scambio delle ratifiche dei trattati di commercio fra l'Italia, la Germania e l'Austria-Ungheria.

LONDRA, 30 — Il corrispondente viennese del *Times* dice che la nomina del Cardinale Ledochowski a prefetto della Congregazione di Propaganda dispiacque a Pietroburgo, causa la reputazione del Cardinale di polacco patriota.

TORINO, 30 — Oggi è stata aperta, coll'intervento dei Principi reali e delle autorità, l'Esposizione di ventinove bozzetti del monumento al Principe Amedeo.

Lunedì, l'Esposizione sarà aperta al pubblico.

BUDAPEST, 30 — Sopra 375 elezioni sono conosciuti 366 risultati.

Sono eletti 212 liberali; 73 indipendenti; 61 nazionalisti; 13 partigiani di Ugron e 3 non ascritti ad alcun partito.

Vi sono 3 ballottaggi.

Le operazioni elettorali in un collegio sono state interrotte.

I liberali perdettero 42 seggi e ne guadagnarono 27.

Oggi hanno luogo 12 elezioni.

BUDAPEST, 30 — Sono finora conosciuti i risultati di 353 elezioni.

Vennero eletti 204 liberali, 57 nazionalisti, 73 indipendenti, 13 ugronisti, e 6 ascritti a nessun partito.

A Banffy-Hunyad i partigiani degli indipendenti penetrarono nella sala delle elezioni, stracciarono documenti, e ferirono il presidente della Commissione elettorale.

La gendarmeria fece uso delle armi. Vi furono tre morti ed un ferito.

L'elezione fu interrotta. Intervennero allora le truppe, che ristabilirono l'ordine.

BUDAPEST, 30. — Vi furono disordini elettorali, con effusione di sangue, anche a Tiszolcek, ove si ebbero a deplorare un morto e molti feriti, e a Csikszereda, ove vi sono parecchi morti e feriti.

BUDAPEST, 30. — Oggi in dodici elezioni fatte, riuscirono nove liberali e due dell'opposizione. L'esito della dodicesima elezione è sconosciuto.

Listino Officiale della Borsa di Commercio di Roma del dì 30 gennaio 1892.

VALORI AMMESSI a CONTRATTAZIONE IN BORSA	Godimento	Valore nom.	Valore vers.	PREZZI IN CONTANTI		IN LIQUIDAZIONE Fine corrente	IN LIQUIDAZIONE Fine prossimo	Prezzi Nom.	OSSERVAZIONI
RENDITA 5 0[0 1.a grida	1 genn 92	—	—		— —		93 93,02 1/2	— —	
RENDITA 5 0[0 2.a grida	»	—	—	92,90 92 1/2 95	92 91 3/4			— — 1	
detta 3 0[0 1.a grida	1 ottob. 91	—	—		— —			— —	Rendita 5 0[0 piccolo taglio Lire 93,05 cont.
detta 3 0[0 2.a grida	»	—	—		— —			57 50	
Cert. sul Tesoro Emiss. 1860-64	»	—	—		— —			100 50	
Obbl. Beni Ecclesiastici 5 0[0	»	—	—		— —			94 —	
Prestito R. Blount 5 0[0	»	—	—		— —			99 65	
» Rothschild	1 dicem. 91	—	—		— —			101 —	
Obbl. Municip. e Cred. Fondiario.									
Obbl. Municipio di Roma 5 0[0	1 luglio 91	500	500		— —			— —	
» 4 0[0 1.a Emissione	1 ottob. 91	500	500		— —			430 —	
» 4 0[0 2.a, 3 a, 4 a, 5.a e 6.a Emiss.	»	500	500		— —			420 —	
» Cred. Fond. Banco S. Spirito	»	500	500	457	457 —			— —	
» » » Banca Nazionale 4 0[0.	»	500	500	477	477 —			— —	
» » » » » 4 1[2 0[0.	»	500	500		— —			483 50	
» » » Banco di Sicilia	»	500	500		— —			— —	
» » » » Napoli	»	500	500		— —			— —	
Azioni Strade Ferrate.									
Az. Ferr. Meridionali	1 genn. 92	500	500		— —		645,50	— —2	
» » Mediterranee stampigliate	»	500	500		— —			490 —3	
» » » certif. provv.	1 luglio 91	500	500		— —			— —	
» » Sarde (Preferenza)	»	250	250		— —			— —	
» » Palermo, Mar. Trap. 1.a e 2a. E	1 ottob. 91	500	500		— —			— —	
» » della Sicilia	1 luglio 91	500	500		— —			— —	
Azioni Banche e Società diverse.									
Az. Banca Nazionale	1 genn. 92	1000	750		— —			1300 —4	
» » Romana	»	1000	1000		— —			1007 —5	
» » Generale	1 luglio 91	500	350		— —		317 1/2 318	— —	
» » di Roma	1 genn. 90	500	250		— —			300 —	
» » Tiberina	1 » 89	200	200		— —			35 —	
» » Industriale e Commerciale	1 ottob. 91	500	500		— —			540 —	
» » » » cert. prov.	»	500	250		— —			450 —	
» Soc. di Credito Mobiliare italiano	1 genn. 92	500	400		— —		378	— —6	
» » di Credito Meridionale	1 » 88	500	500		— —			45 —	
» » Romana per l'Illum. a Gaz	15 ottob. 91	500	500		— —		780 781 790	— —	
» » Acqua Marcia	1 genn. 92	500	500		— —		1150	— —7	
» » Italiana per condotte d'acqua	1 » 90	500	500		— —		231 231 1/2 232	— —	
» » Immobiliare	1 » 92	500	500		— —		204 205	— —8	
» » dei Molini e Magaz. Generali	1 luglio 90	250	250		— —			85 —	
» » Telefoni ed App. Elettriche	1 genn. 89	100	100		— —			— —	
» » Generale per l'Illuminazione	1 » 90	500	500		— —			235 —	
» » Anonima Tramway Omnibus	»	125	125		— —		117 117 1/4 117 1/2	— —	
» » Fondiaria Italiana	1 genn. 89	150	150		— —			— —	
» » della Min. e Fond. Antimonio	1 ottob. 90	250	250		— —			— —	
» » dei Materiali laterizi	»	250	250		— —			— —	
» » Navigazione Generale Italiana	1 genn. 92	500	500		— —			300 —9	
» » Metallurgica Italiana	1 » 90	500	500		— —			190 —	
» » della Piccola Borsa di Roma	1 dicem 91	250	250		— —			212 —	
» » Cautchouc	1 genn. 90	200	200		— —			60 —	
» » An. Piemontese di elettricità	1 » 91	250	250		— —			250 —	
» » Risanamento di Napoli	1 » 92	250	250		— —			152—10	
Azioni Soc. Assicurazioni.									
Az. Fondiarie Incendi	1 genn. 90	100	100		— —			85 —	
» Fondiarie Vita	1 » 91	250	125		— —			230 —	
Obbligazioni diverse.									
Obbl. Ferroviarie 3 0[0 Emiss. 1887-88-89.	1 genn. 92	500	500		— —			290—11	
» » Tunisi Goletta 4 0[0 (oro).	1 luglio 91	1000	1000		— —			— —	
» Strade ferrate del Tirreno	1 genn. 92	500	500		— —			438 —	
» Soc. Immobiliare	1 ottob. 91	500	500		— —			400 —	
» » 4 0[0	»	250	250		— —			170 —	
» » Acqua marcia	»	500	500		— —			— —	
» » SS. FF. Meridionali	»	500	500		— —			— —	
» » FF Pontebba Alta Italia	1 luglio 91	500	500		— —			— —	
» » FF. Sarde nuova Emis. 3 0[0	1 ottob. 91	500	500		— —			— —	
» » FF. Paler. Ma. Tra. I S. (oro).	»	300	300		— —			— —	
» » » » » » II » »	1 genn. 91	300	300		— —			— —	
» » FF. Second. della Sardegna.	»	500	500		— —			— —	
» » FF. Napoli-Ott. (5 0[0 oro)	»	250	250		— —			— —	
Buoni Meridionali 5 0[0	»	500	500		— —			— —	
Titoli a Quotazione Speciale.									
Rendita Austriaca 4 0[0 (oro).	»	—	—		— —			— —	
Obbl. prestito Croce Rossa Italiana.	1 ottob. 91	25	25		— —			— —	

Media dei corsi del consolidato Italiano a contanti nelle varie borse del Regno.

29 gennaio 1892.

Consolidato 5 0[0 . . . . . . L. 92 974
Consolidato 5 0[0 senza la cedola del semestre in corso . . . » 90 804
Consolidato 3 0[0 nominale . . . » 57 750
Consolidato 3 0[0 senza cedola, nominale . . . » 56 195

B. TANLONGO, Presidente.

1) Ex £. 2,17. — 2) Ex £. 12,50. — 3) Ex £. 13,50 — 4) Ex saldo div. £. 25. — 5) £. 25. — 6) Ex £. 12. — 7) Ex £. 12,50 — 8) Ex £. 5. — 9) Ex £. 12,50. — 10) Ex L. 6,25 — 11) Ex £. 6,32.

Sconto	CAMBI		Prezzi fatti		Nomin.
3	Francia	90 giorni	»	»	101 75
	Parigi	Cheques	— —	— —	102 35
3	Londra	90 giorni	— —	25 61	»
	»	60 giorni	— —	— —	»
	»	Cheques	— —	— —	»
	Vienna-Trieste	90 giorni	»	»	»
	Germania	Cheques	»	»	»

Risposta ai premi . . . . } 28 Gennaio
Prezzi di compensazione . . . . } 28 Gennaio
Compensazione . . . . 29 »
Liquidazione . . . . 30 »

Sconto di Banca 5 1[2 0[0. Interessi sulle anticipazioni.

Per il Sindaco ENRICO SAMBUCETTI.

Visto: Il Deputato di Borsa: ROMOLO TITTONI.

PREZZI DI COMPENSAZIONE DELLA FINE GENNAIO 1892.

Rendita 5 0[0 . . . 92 70
» 3 0[0 . . . 57 50
Obbl. Beni Eccles. . 94 —
Prest. Rotschild 5 0[0. 101 —
Ob. città di Roma 4 0[0 425 —
» Credito Fondiario Santo Spirito . 458 —
» Credito Fondiario Banca Nazionale 480 —
» Credito Fondiario Ban. Naz. 4 1[2 0[0 485 —
Az. Fer. Meridionali. 645 —
» » Mediterranee 490 —
» » » certif. 480 —
» Banca Nazionale. 1300 —
» » Romana . 1015 —
» » Generale . 315 —

Az. Banco di Roma. 300 —
» Banca Tiberina. 35 —
» » Ind. e Com. 600 —
» » » Certif. 470 —
» Soc. Cred. Mobil 330 —
» » » Merid. 47 —
» » Gas stampigl. 800 —
» » Acqua Marcia st. . . . 1150 —
» » Condot. d'ac. 225 —
» » Gen Illumin. 240 —
» » Tramway Om. 116 —
» » cert. prov. — —
» » Molini e Magaz. Gen. 85 —
» » Immobiliare. 210 —
» » Fond. Italiana — —
» » Min. Antim. . — —

Az. Soc. Mat. Later. 225 —
» » Navig. Gen. Italiana . 300 —
» » Metallurgica Italiana. 240 —
» » della Piccola Borsa . 212 —
» » Caoutchouc 65 —
» » An. Piem. di Elettr. . . 250 —
» » Risanamen. 160 —
» » Fondiar. incendi . . 85 —
» » Fond. Vita. 230 —
Obbl. Soc. Imm. 5 0[0 405 —
» » » 4 0[0 170 —
» » Ferroviarie 290 —
» Ferr. Napoli-Ottaiano . . 242 —

TUMINO RAFFAELE, Gerente. — Tipografia della *Gazzetta Ufficiale*.